

سكز ألاف

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14481 - 6 F

SAMEDI 27 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



BOURSE

★

Malgré les mesures annoncées par le gouvernement

Les enfants de harkis provoquent de nouveaux incidents à Narbonne

Les enfants des anciens harkis de la cité des Oliviers à Narbonne ont repris leur mouvement de protestation dans la nuit du mercredi 24 au jeudi 25 juillet, en lançant des cocktails Molotov et en incendiant trois voitures.

Peu avant minuit, le visage rouge par les larmes, plusieurs jeunes ont lancé une décharge de cocktails Molotov contre le bâtiment de la direction départementale des Télécommunications à Narbonne.

Quatre engins ont explosé en faisant des dégâts de moyenne importance. Une heure plus tard, des manifestants au nombre d'une vingtaine, incendiaient trois voitures à proximité de la cité des Oliviers et empêchaient toute circulation et lançant des pierres et des cocktails Molotov.

Les membres du mouvement ont déclaré à l'AFP que les policiers n'ont pas été délogés de la cité et qu'ils étaient toujours présents. Ils ont également déclaré que la remise en cause de la loi de 1977 sur les étrangers n'est pas l'objectif principal de leur mouvement.

À Narbonne, quatre jeunes ont été arrêtés par la police. Ils ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés. Les autres ont été relâchés après avoir été interrogés.

La présentation d'un programme social-démocrate au plénum du PCUS

URSS : les conservateurs communistes s'abstiennent de critiquer M. Gorbatchev

Requiem

ON a tant annoncé la mort du communisme, depuis quelques années, que ses funérailles officielles sur sa terre natale passeraient presque inaperçues. Et pourtant, quel formidable événement que ce Requiem orchestré dans les murs du Kremlin par Mikhaïl Gorbatchev à la mémoire d'une idéologie défunte, le marxisme.

Le programme social-démocrate présenté jeudi 25 juillet par le président soviétique à ses « camarades » de parti porte le coup de grâce aux dogmes du « socialisme réel » fondés sur la « lutte des classes » prétendument en vigueur en URSS depuis soixante-quatorze années. C'est la fin d'un mythe, le constat lucide d'une imposture.

DANS l'émertume et le désarroi, un immense pays redécouvre quelques grandes valeurs « humanistes » et deux ou trois vérités toutes simples : d'abord, qu'on ne fait pas le bonheur de l'humanité contre son gré. À cet égard, le document défendu par M. Gorbatchev est rafraîchissant de sincérité et d'humanité subvertie, allégé de toutes les langues de bois.

En homme d'Etat pragmatique, le président soviétique se contente au demeurant de tirer les leçons de l'irrésistible évolution qu'il a lui-même déclenchée, tel un Frankenstein de la politique, désormais incapable de dompter ses créatures, « glasnost » et « perestroïka ». Les biographes de M. Gorbatchev diront un jour qu'il avait entrevu dès l'origine tous les effets de sa révolution. Une chose est sûre : le texte soumis jeudi au plénum ne fait que prendre en compte la réalité, dont l'entêtement n'est-ce pas, Lénine ? - n'est plus à démontrer.

Avant renoncé l'an dernier à son monopole, le Parti communiste d'URSS se vide rapidement de ses adhérents, en attendant d'être rebaptisé : des formations concurrentes ont surgi, d'autres annoncent leur prochaine naissance ; des maires non communistes gèrent Moscou et Leningrad ; le foi orthodoxe reprend ses droits chez un peuple russe très croyant.

MULTIPLIANT les assauts contre une citadelle qu'il avait désertée, la puissance présidant de Russie, M. Boris Eltsine interdit les cellules communistes sur les lieux de travail. Accrochés à leurs privilèges, les « apparatchiks » - petits et grands - se lamentent de voir l'URSS « sombrer dans le néant », mais ne proposent rien de crédible.

Aucune idéologie - à la fois science et religion - n'a suscité autant d'enthousiasmes et de déceptions que le marxisme, ce système n'a produit tant de souffrances - du moins pendant si longtemps - que le communisme, aucune « lumière des nations » n'a aveuglé à ce point des centaines de millions d'hommes. Seule, une poignée de dictateurs - à Pékin, Pyongyang ou La Havane - prétendent encore, contre l'évidence, voir briller les feux de cette étoile éteinte. Comme « fossoyeur en chef » du communisme soviétique - et en attendant le jugement de l'Histoire - M. Gorbatchev mérite, au passage, l'hommage de tous les démocrates.

M0147 - 0727 0 - 6.00 F

0147 0727 0600

Les débats au plénum du Parti communiste d'Union soviétique se poursuivaient à Moscou vendredi 26 juillet dans un calme surprenant. Les conservateurs, se réservant sans doute pour le congrès de la fin de l'année, n'ont pas attaqué le président Gorbatchev sur son nouveau programme intitulé « Socialisme, démocratie et progrès ». Ce texte, qui rompt avec le marxisme, devrait être adopté comme « base de travail » par le Parlement du PCUS.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Tout est bien fonctionné pour M. Mikhaïl Gorbatchev au premier jour du plénum du comité central du Parti communiste soviétique, jeudi 25 juillet. Aucun participant ne l'a critiqué personnellement ni ne demandé sa démission. De plus, son programme avait de bonnes chances d'être adopté vendredi « comme base de travail » par le parlement du PCUS. M. Gorbatchev a donc toutes les raisons d'être satisfait. « M. Gorbatchev a dit avec assurance que nous sommes

en passe de devenir des sociaux-démocrates et l'assistance a été obligée d'adopter cette thèse », constatait avec satisfaction un des participants, le président de l'Union des entrepreneurs, M. Pavel Bounitch. À l'appui de cette conclusion, la télévision soviétique a présenté quelques conservateurs patentés ayant participé aux travaux qui ont critiqué le projet de programme du PCUS défendu par M. Gorbatchev, tout en avouant qu'ils allaient quand même voter « pour ».

SOPHIE SHIHAB
Lire la suite page 2

L'ONU reporte sa décision sur l'embargo

Irak : nouvelle enquête sur le potentiel nucléaire

Une mission d'enquête de l'Agence internationale de l'énergie atomique est attendue samedi 27 juillet à Bagdad, soit deux jours après la date-limite fixée par les Nations unies à M. Saddam Hussein pour qu'il dévoile l'intégralité de son programme nucléaire. Dans la capitale irakienne, où la population s'attend à de nouveaux bombardements américains, le moral est en chute libre et l'image du régime ne cesse de se détériorer.

Une population anxieuse

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Du sommet à la base, les Irakiens en sont cette fois convaincus, les États-Unis vont de nouveau frapper l'Irak. L'annonce de l'arrivée à Bagdad d'une nouvelle mission d'experts des questions nucléaires, samedi 27 juillet, ne constitue donc à leurs yeux qu'un simple répit. En réponse à une question émise par l'agence officielle INA, le ministère des affaires

étrangères a pris soin de préciser que celle-ci, composée de quinze ou vingt personnes, resterait deux semaines en Irak : une façon de rassurer tout le monde, au moins pour cette période.

Mais déjà les spéculations vont bon train sur de nouvelles dates après celle, souvent évoquée, du 25 juillet, pour un bombardement.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite
et nos informations page 3

Des militaires résignés

Réductions d'effectifs et de crédits : l'armée subit la rigueur budgétaire

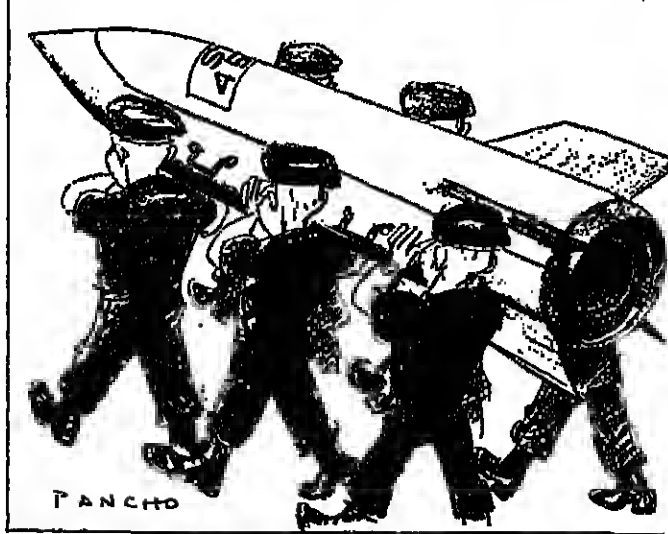
par Jacques Isnard

Tout un symbole, après coup, le défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées. Une parade aérienne qui n'en a pas été une, écourtée et simplifiée pour cause de nuages bas sur Paris : la plupart des avions ont été cloués au sol. Une division « Daguet », couleur sable, composée de brie et de broc à partir d'unités de volontaires, selon le principe - arrêté par M. Fran-

çois Mitterrand pour la guerre du Golfe - qui aboutit à créer une armée à deux vitesses : celle des professionnels, taillables et corvéables à merci, et le reste, le gros de la troupe des appelés, préservé des actions extérieures et réservé à la protection du seul territoire national. Une division blindée, au camouflage Centre-Europe, qui fait ses adieux : la 5^e DB, rapatriée d'Allemagne l'an prochain et dissoute aussitôt après, comme l'est la 3^e DB.

Les lampions du 14 juillet éteints, les armées françaises sont rentrées dans leurs casernes pour attendre le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, les prévenir qu'il leur faudrait se préparer à la perspective d'un nouveau « engagement » des cadres : pas moins de 20 % des effectifs dans la seule armée de terre, par exemple, durant la programmation qui s'ébauche.

Lire la suite page 5



PANCHO

Les morts-vivants de Tazmamart

Un témoignage de l'épouse d'Abraham Serfaty prisonnier politique marocain détenu depuis 1974

par Christine Daure-Serfaty

C'était il y a dix ans, je venais de fêter le 10 mai : j'allais à l'Élysée pour la première fois de ma vie, rencontrer un conseiller du président pour lui parler des droits de l'homme au Maroc. J'en parlais depuis dix ans déjà, mais ça va : je posais des questions dans un silence, dans une indifférence quasi totale (1) : « Où sont les enfants Oufkir et leur mère ? Où sont les condamnés des procès qui ont suivi les coups d'État de 1971 et de 1972 ? Ils purgent leurs peines à la prison de Kenitra, ils n'y sont plus, où sont-ils ? » Je ne demandais pas où étaient Abraham Serfaty et ses compagnons, je le savais : arrêtés en 1974, ils avaient passé quinze mois de « garde à vue » dans le centre clandestin de Derb Moulay Cherif, meurtres, un bandeau sur les yeux, torturés au point d'en avoir des séquelles, aujourd'hui, dans un isolement total ; puis ils avaient été jugés, condamnés à des siècles de prison pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'État », c'est-à-dire pour critique de la monarchie - pas pour bombes, pas pour le Sahara occidental - puis transférés à la prison centrale de Kenitra où huit

d'entre eux - dont Abraham - sont toujours dix-sept ans plus tard.

À l'Élysée donc, il y a dix ans, je rencontrai un jeune conseiller en manches de chemise : il était très chaud - tout en haut sous les combles : Hubert Vedrine. Je lui ai raconté ce qu'on venait d'apprendre : Tazmamart, un lieu-dit des montagnes de l'Atlas ; les premières lettres clandestines venaient de parvenir en France. Elles racontaient : ces hommes, jugés par la justice marocaine - au nom du roi - sont entrés en août 1973 dans des cellules noires - un trou de dix centimètres dans le plafond donne une tache plus claire, sous le double toit ; ils n'en sortent jamais ; ils ont un bat-flanc en ciment, deux ouvertures, un trou sans eau comme toilettes à côté de la porte ; les gardiens ne sont pas dans le bâtiment, ils viennent avec des lampes électriques chaque jour déposer un peu de nourriture et un pot d'eau, près de la porte.

Lire la suite page 4

(1) Informaient à l'époque, et depuis 1972, les comités de lutte contre la répression au Maroc, 14, rue de Nanterre, 75015 Paris.

CALVINO EN POCHE



39 F

POINTS ROMAN

Le conflit yougoslave
La Croatie se prépare à une guerre

page 2

Le marché européen de l'automobile

Le Japon obtient de la CEE une ouverture progressive du marché

page 17

Accords de Schengen

Le Conseil constitutionnel estime qu'ils ne mettent pas en cause la souveraineté nationale

page 5

Haute couture

Les collections de l'hiver 1991-1992

page 8

Voyage avec Colomb

A partir de lundi dans le Monde (détail mardi), notre feuilleton d'été. Un grand reportage d'EDWY PLENEL sur les traces de Christophe Colomb.

Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne-Pérou, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 86 p. ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 F. ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : une vingtaine de morts en Croatie en une journée

Zagreb se prépare à la guerre

Le ministre croate de la défense, M. Sime Dodan, a accusé, jeudi 25 juillet, la Serbie d'imposer la guerre à la Croatie, dénonçant le rôle de « l'Eglise orthodoxe » derrière laquelle s'abrite « l'expansionnisme grand-serbe » et estimant que « le gouvernement et la présidence ne fonctionnaient plus à cause du complot serbe ». L'armée, a-t-il ajouté, ne s'est pas retirée dans ses casernes, n'a respecté aucun accord et échappe au contrôle de la présidence. Pour M. Dodan, il est d'autre part « évident » que l'armée fédérale « organise et planifie les actions terroristes » contre [les] villages et [la] population croates.

« Nous, les Croates de Yougoslavie mais aussi les Croates de l'étranger nous sommes prêts pour une guerre de défense, avec tous les moyens dont nous disposons », a-t-il précisé ajoutant qu'il y avait « quatre millions de Croates à l'étranger », prêts à « aider financièrement la Croatie » et à « venir combattre ». Cette guerre « peut être une guerre tragique, une longue guerre mais la Serbie n'en sera pas le vainqueur ».

a-t-il conclu. Le chef de l'Etat, le Croate Stjepan Mesić, a convoqué pour le vendredi 26 juillet, une réunion de la présidence fédérale au cours de laquelle la situation en Croatie doit être examinée. Les derniers affrontements entre l'armée et des gardes nationaux croates en Slavonie, à l'est de la Croatie, ont fait quinze morts dont quatorze gardes nationaux croates dans la nuit du mercredi 24 au jeudi 25 juillet. Les chars de l'armée ont tiré sur la caserne provisoire du village d'Erđut. Pour les Croates, il s'agit de « la première attaque militaire directe de la Serbie ». Trois personnes, deux policiers croates et un civil ont également été tués au cours d'incidents armés à Vukovar, en Slavonie et à Otocac dans la Krajina, selon Radio Zagreb.

Le président albanais M. Ramiz Alia a déclaré jeudi à la télévision que l'armée albanaise a été placée en état d'alerte précaution en raison de la « non franchie des frontières ». Il a justifié cette décision par « le fait que le feu [en Yougoslavie] se propage du nord au sud, mettant en danger les

Albanais de souche, au Kosovo et ailleurs en Yougoslavie ».

Selon un communiqué officiel publié jeudi à Bonn, le chef de la diplomatie allemande M. Hans-Dietrich Genscher qui a reçu le même jour à Bischofsgraben (Bavière) MM. Roland Dumas et Jacques Poos, ministres des Affaires étrangères de France et du Luxembourg, estime la situation « extrêmement sérieuse et préoccupante ».

Des responsables du port de Bar au Monténégro ont d'autre part affirmé que trente mille tonnes de matériel militaire étaient arrivées à quel. Selon les médias yougoslaves, il s'agit d'armes légères, de munitions, mais aussi de vedettes et d'hélicoptères. Le journal Politika a assuré qu'il y avait également des chars. M. Vojislav Perović, directeur d'une société de dockers du port, a démenti que ces armes étaient destinées à l'une des factions yougoslaves et a affirmé que cette cargaison devait être livrée à un pays tiers sans préciser lequel. Il a ajouté que les armes étaient arrivées en provenance de Beyrouth à bord de sept bateaux. — (AFP, Reuters.)

Vukovar en état de siège

VUKOVAR

de notre envoyée spéciale

Vukovar vit désormais en état de siège. Cette ville de Slavonie de soixante-à quatre mille habitants, située au bord du Danube, là où le fleuve sert de frontière naturelle entre la Serbie et la Croatie, se referme petit à petit sur elle-même. Mercredi 24 juillet, tard dans la soirée, le gouvernement de Zagreb a destitué le maire de Vukovar, un communiste réformateur serbe, dissous le conseil municipal et l'assemblée locale, et nommé préfet de district M. Vidic, le maire adjoint, membre du parti au pouvoir en Croatie. A ce titre, M. Vidic contrôlera ainsi tous les pouvoirs et ce sera toutefois assisté par trois adjoints, dont deux communistes. « Ces mesures d'urgence ont été appliquées en vertu de la Constitu-

tion croate et en raison des circonstances exceptionnelles qui règnent dans cette région », indiquait l'un de ses adjoints. Le nouveau préfet insiste, lui, sur la spécificité de Vukovar, peuplée par un tiers de Croates, un tiers de Serbes et une vingtaine de minorités ethniques. Lors des élections, au printemps 1990, l'électorat avait voté à plus de 70 % pour les communistes, mais à présent que la situation s'est dégradée, la population, selon M. Vidic, se tourne vers les partis qui servent les différents intérêts nationaux. Dans ces conditions, il était devenu impossible de prendre des décisions puisque l'assemblée locale était paralysée par ses propres divergences. Le nouveau préfet de Vukovar estime qu'il s'agit là d'une guerre civile très spéciale où aucune convention n'est respectée. « La guerre est beaucoup plus humaine, il y a certaines règles », ajoute-t-il, estimant urgent qu'une commission parlementaire européenne vienne en Croatie, car le

nombre de victimes augmente chaque jour.

« Il est déjà trop tard, ajoute encore le préfet, mais, seuls, nous ne pouvons plus résoudre le problème, car, lorsqu'un incident éclate, c'est la garde nationale croate ou bien l'armée fédérale qui intervient. Elles ne le font jamais ensemble, et chacune mène sa propre action de propagande. Les observateurs étrangers pourraient nous aider à y voir plus clair. »

Barrages de police

Faisant observer que le conflit avait commencé au printemps dernier avec l'apparition de villages routiers aux abords des villages serbes, M. Vidic constate que la guerre a pris des dimensions nouvelles, au point que l'ordre a été donné de fermer la ville. En effet, depuis jeudi 25 juillet en début d'après-midi, il est impossible de quitter Vukovar sans laisser-passer.

Aux barrages de police, aux sorties sud et est de la localité, les forces de l'ordre refoulent les automobilistes, exigeant l'autorisation écrite de la garde nationale croate.

Au quartier général de la garde, un petit groupe de personnes s'était réuni pour obtenir cette autorisation. Le commandant adjoint de ce véritable « état-major de guerre » refusait de délivrer le document à un camionneur, expliquant que les ravitaillements en vivres ne devaient plus quitter la ville. Ceux qui pénétraient à l'intérieur du bâtiment pouvaient apercevoir une bonne cinquantaine d'hommes et de femmes en camouflage, armés jusqu'aux dents, qui débattaient des vivres et des médicaments. « Nous avons été informés qu'une nouvelle vague de réfugiés serbes quittait la région. Nous devons arrêter une attaque », précisait même Josip Gazo, le commandant adjoint.

FLORENCE HARTMANN

POLOGNE

Le président Walesa se dit prêt à recourir à « l'état d'exception »

« Pour sauver la Pologne, je suis prêt à recourir à l'état d'exception ou cas où j'aurais à faire face à l'anarchie, voire à de grandes grèves », a déclaré, jeudi 25 juillet, le président Lech Walesa au journal de Varsovie *Standar Mladych*. Ajoutant qu'il n'avait aucunement l'intention d'introduire la « dictature » en Pologne, mais qu'il était décidé à « barrer la route à l'anarchie pour faire triompher la démocratie », M. Walesa a précisé : « Si le feu, je me battrai seul contre tous pour sauver le pays ». La portée des propos du président a cependant été atténuée par son porte-parole, M. Andrzej Drzycki, qui a indiqué qu'actuellement le pays « n'était exposé à aucun danger » social et que la déclaration de M. Walesa « n'annonçait ni état d'exception ni état de guerre ».

Le même jour, la publication d'un sondage a révélé un certain désenchantement parmi les Polonais : 23 % d'entre eux pensent

même qu'un « nouveau » dictateur sous la bannière de Solidarnosc a pris la place du communisme ».

Par ailleurs, l'Union soviétique et la Pologne n'ont pu, une fois de plus, se mettre d'accord sur la date limite du rapatriement des 50 000 soldats soviétiques à l'issue du dixième round de négociations qui s'est tenu mercredi 24 juillet à Moscou. Varsovie veut en effet que ces troupes quittent le pays d'ici à la fin de 1992 alors que Moscou préférerait attendre une année supplémentaire. Aucune solution non plus n'a été trouvée en ce qui concerne le problème du rapatriement des troupes soviétiques de l'ex-RDA via la Pologne, en raison du différend sur les indemnités réclamées par Varsovie. Ces négociations achoppent enfin sur la question des dommages et intérêts demandés par les Polonais pour compenser les dégradations dues au stationnement des unités soviétiques. — (AFP, Reuters.)

BULGARIE

Sofia ne détruira pas ses missiles soviétiques

La Bulgarie « ne vide en aucune manière » le traité soviéto-américain du 8 décembre 1987 sur la destruction des armes nucléaires à moyenne portée, en détenant sept missiles soviétiques SS-23. Ces engins avaient été cédés par Moscou avant la signature du traité. C'est ce qu'a fait valoir, jeudi 25 juillet, le porte-parole du ministre bulgare de la défense, en réponse à des accusations américaines. « Les fusées soviétiques ont été fournies en 1986 à la Bulgarie conformément à un accord intergouvernemental entre Sofia et Moscou. Seules deux pièces d'armes (longues) sont arrivées en février 1987 en Bulgarie », a affirmé le général Ivan Stefanov. Parallèlement, un officier supérieur bulgare, ayant requis l'anonymat, a déclaré que « ces fusées ne sont pas dirigées contre des troupes, mais contre des équipements qui peuvent constituer une menace en cas d'agression ». — (AFP.)

EN BREF

■ ALBANIE : le Parlement refuse la confiscation des biens communistes. — Le Parlement a rejeté, mercredi 24 juillet, une proposition de l'opposition visant à confisquer les biens de l'ex-Parti communiste pour les remettre à l'Etat. Les démocrates avaient déjà demandé l'ouverture de procédures judiciaires à la suite de la publication d'articles accusant le Parti socialiste (ex-communiste) de s'adonner à des trafics illicites. Le journal social-démocrate *Albania* a notamment affirmé, la semaine dernière, que le Musée Enver-Hoxha à Tirana, était le siège d'un important trafic où l'on vendait, contre paiement en devises, des voitures et des appareils ménagers introuvables dans le pays. — (Reuters.)

■ JORDANIE : démantèlement d'une organisation terroriste. — Les services de sécurité jordaniens ont démantelé une organisation terroriste antijordanienne de tendance islamiste qui se faisait appeler les « Militants au service de Dieu », ou l'« Armée de Mahomet », et en a arrêté les membres, a annoncé, jeudi 24 juillet, l'agence officielle Petra. Cette organisation a reconnu avoir préparé des attentats « contre des objectifs économiques et des personnalités officielles ». — (AFP.)

■ MALI : nouvelles attaques des rebelles touaregs. — Les rebelles touaregs ont lancé de nouvelles attaques contre la localité de Tonka, dans la région de Boucou, causant la mort de plusieurs personnes, a rapporté, jeudi 24 juillet, la radio-télévision du Mali. Ces attaques ont eu lieu alors que le chef de l'Etat visitait le nord du pays où il a appelé les rebelles à déposer les armes. — (AFP.)

■ MAURITANIE : autorisation des partis politiques. — Une loi qui autorise la création de partis politiques et une autre instaurant la liberté de la presse ont été adoptées, jeudi 25 juillet, par le Comité militaire de salut national. La loi sur les partis interdit les « partis islamiques » ainsi que « toute propagande hostile à l'unité nationale », ce qui vise à empêcher l'émergence des extrémismes arabe et négro-africain. La Constitution adoptée par référendum le 12 juillet prévoit le multipartisme. Des élections législatives pluralistes devraient être organisées « avant la fin de l'année ». — (AFP.)

■ NICARAGUA : deux policiers tués lors d'une attaque d'anciens rebelles contras. — Près de quatre-vingt rebelles contras qui ont repris les armes ont attaqué, jeudi 25 juillet, le commissariat de police de la ville de Quilali, dans le nord du pays, causant la mort de deux policiers, a annoncé le ministère de l'Intérieur. Les contras réarmés, dont le nombre total est estimé à quatre cents, se disent victimes d'attaques de la part d'éléments des forces de sécurité qu'ils estiment liés aux sandinistes. — (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Les conservateurs s'abstiennent de critiquer M. Gorbatchev

Suite de la première page

M. Gorbatchev a présidé la commission de plus de cent membres chargée, il y a un an, par le 28^e Congrès, de préparer un nouveau programme. Il a refusé cinq projets successifs pour finalement proposer, jeudi, un programme intitulé « Socialisme, démocratie et progrès » (voir par ailleurs) avec l'intention avouée de faire quitter le Parti à ceux qui refuseraient cette conversion à la social-démocratie.

Mais ce tournant, devenu classique chez nombre d'ex-partis frères, ne se conjugue encore chez les successeurs de Lénine qu'avec de grandes précautions de langage. « Notre expérience et celle d'autres peuples ne donnent pas de bases suffisantes pour croire que le but du communisme puisse être atteint dans un avenir prévisible », a ainsi déclaré M. Gorbatchev dans son rapport inaugural.

Le texte du projet a été élaboré par son assistant, M. Chakhnazarov, lequel déclarait il y a encore un mois au *Monde* que « personne n'a démontré non plus que l'édification du communisme était impossible », que « les rêves ont toujours mené les gens vers l'avant » et qu'il faut en réalité réconcilier « Marx et les philosophes libéraux ». C'est l'idée que M. Gorbatchev a exprimée jeudi en disant que le parti devait prendre pour base idéologique « pas seulement le marxisme-léninisme mais tout ce qu'il y a de plus riche dans les pensées socialistes et démocratiques de l'URSS et du monde ».

Défection de 4,2 millions de membres

M. Gorbatchev a aussi évoqué un possible changement de nom du PCUS en disant qu'il y a « des propositions en ce sens ». M. Chakhnazarov, par exemple, est pour un parti « social-démocrate ». Mais le secrétaire général a précisé qu'une telle décision ne peut être prise que par un congrès du Parti ou à la suite d'un référendum parmi ses membres. « La majorité incline actuellement à ne pas changer de nom », a cependant précisé M. Piotr Louchinski, secré-

taire du comité central, qui faisait le compte rendu officiel des travaux pour la presse.

M. Gorbatchev a aussi donné le chiffre des départs du PCUS : 4,2 millions en dix-huit mois, ce qui le ramène à quinze millions de membres. Qui sont les responsables? Ce sont, selon M. Gorbatchev, les ultra-conservateurs membres de deux fractions du PCUS, qu'il a qualifiés de « communistes fondamentalistes », coupables de refuser les décisions du 28^e congrès sur la multiplicité des formes de propriété, la nécessité des réformes et la nouvelle politi-

que étrangère. Rompant avec sa vieille pratique consistant à opposer « la droite et la gauche », M. Gorbatchev n'a fait que citer sans critiquer, le mouvement Communistes pour la démocratie, mis sur pied au sein de la fédération de Russie par les amis de M. Boris Eltsine. Il n'a pas mentionné du tout le Mouvement des réformes démocratiques, organisé par ses propres amis, MM. Iakovlev et Chevardnadze, associés à des proches du nouveau président de Russie. Quant au récent décret de ce dernier sur la « déportation » des administrations et entreprises, qui a plongé les communistes russes dans l'angoisse, M. Gorbatchev s'est borné à en critiquer l'aspect inopportun.

Ce rapport de M. Gorbatchev traduisait donc clairement son évolution en faveur des réformes opposées de peur le cri sous la pression de la rue, des grévistes et

des électeurs russes. Pourtant, deux tiers des intervenants, selon M. Bounitch, ont soutenu dans l'ensemble son programme même s'ils en ont écarté certains points.

Des débats « polis et civilisés »

Le chef de l'organisation du PCUS dans les forces armées, le général Soukrov, a notamment estimé que « sa partie historique était un peu faible » et qu'il ne fallait pas voir que des dévoués dans le passé du Parti. Le chef du parti de Leningrad, M. Boris Guidaspov, a fait remarquer que le programme est « un grand pas vers l'affaiblissement idéologique et organisationnel du PCUS », mais il s'agit quand même à le voter.

Beaucoup de participants se sont dits surpris du calme qui régnait

dans la salle. M. Louchinski a pu se féliciter du « ton poli et civilisé » des interventions. Prié d'expliquer cette modération inhabituelle des conservateurs, il a émis l'hypothèse qu'ils se réservaient pour le congrès extraordinaire prévu pour novembre ou décembre, seule instance habilitée à changer la direction du parti. Ce congrès devra adopter la version définitive du programme, retravaillé entre-temps en commissions et dans les cellules du parti. Mais M. Louchinski a évité de répondre à l'au-

teur l'explication qui circulait dans les couloirs du plénum : si un parti gorbatchévien peut à la rigueur espérer faire figure honorable lors de prochaines élections, ce ne sera pas le cas de groupuscules ultra-conservateurs qui se sépareraient du parti.

SOPHIE SHIHAB

Les extraits du nouveau programme du Parti communiste

« Ne pas tenter de rendre les gens heureux en leur imposant un schéma illusoire »

Selon une traduction reproduite par le journal *Nezavisimaya Gazeta*, le projet de programme du Parti communiste soviétique (PCUS), estime que « la persécution ouverte la voie aux réformes démocratiques dans tous les secteurs de la société, mais le processus se développe difficilement, dans un contexte de tensions sociales et politiques, de crise économique et de grands ébranlements dans la conscience de la société. Il faut définir un programme d'action clair et réaliste et suivre la voie du progrès social vers une société démocratique et humaine ». « Un renouvellement radical du parti, une nouvelle compréhension de son rôle et de sa place dans la société sont indispensables », indique le texte, qui énonce les principes suivants.

« Le PCUS par tous ses moyens politiques et intellectuels, va contribuer : — Au progrès de la société, en excluant toute tentative de rendre les gens heureux en leur imposant un schéma illusoire (...). Aucune formation politique ne doit se fixer comme but de réaliser des changements forcés de la société. — L'affirmation de la liberté

sous toutes ses formes, sociale, individuelle, économique, politique, intellectuelle et morale (...). — A la libre compétition des producteurs de valeurs matérielles et morales (...).

« A l'internationalisme, au développement libre de tous les peuples, petits ou grands, ou renouveau de l'Union comme unité fédérale volontaire des Républiques souveraines. »

« Le PCUS (...) est le parti des réformes démocratiques, le parti des libertés politiques et économiques, le parti de la justice sociale et des valeurs humaines, le parti qui se prononce pour le consensus. »

« La révolution d'Octobre a été une des plus importantes événements de l'histoire mondiale. C'était une révolution populaire, le peuple a suivi le parti (...). Les masses travaillantes et paysannes croyaient à la possibilité de créer une société parfaite et juste (...). Cela a été le sens de la vie de générations de Soviétiques. »

« La tragédie de notre société est que la construction du socialisme a été déformée par l'instauration du système totalitaire. L'énergie créatrice du peuple a été placée dans le carcan de la propriété d'Etat, du

pouvoir politique illimité de la bureaucratie du parti et de l'Etat, du monopole de l'idéologie marxiste vulgarisée. Les répressions de masse ont été le moyen principal utilisé pour conserver le régime. »

« Les idées essentielles sont d'empêcher la destruction de l'unité du mécanisme économique et des structures de l'Etat multinational (et passant par la normalisation de la situation politique (...), le renforcement de l'ordre public et le respect des lois. »

« Le PCUS défend le passage à l'économie mixte, l'égalité en droit de toutes les formes de propriété : d'Etat, par actions, privée et coopérative (...); la distribution de terres (y compris les baux transmissibles) (...); le développement libre de toutes les formes collectives ou privées de l'économie, à l'exclusion de toute forme de contrainte contre les paysans. »

« Le PCUS soutient la réforme des forces armées et la transformation de l'armée et de la flotte, avec une mixité entre un service militaire professionnel et la conscription. »

« Notre parti avait été créé comme l'organisation politique de la classe ouvrière (...). Nous

excluons toute discrimination ou préférence fondées sur l'appartenance sociale ou professionnelle. Le parti examine sans a priori l'activité de toutes les nouvelles couches de la société qui apparaissent dans la sphère de l'entreprise privée (...). Nous excluons catégoriquement toute préférence à l'égard de telle ou telle nationalité et (...) toute préférence selon l'attitude à l'égard de la religion. Le parti respecte les sentiments des croyants, se prononce pour l'égalité de toutes les religions et confessions. »

« Nous sommes décidés à agir par les méthodes politiques légales dans le cadre de la démocratie parlementaire (...). Notre parti est construit sur la base de l'attachement de ses membres aux valeurs d'une idée (...), l'idée du socialisme démocratique humain. »

« Nous comprenons que, si le marxisme est une des sources de la théorie socialiste moderne, il y a aussi d'autres conceptions humanistes dans le monde et en Union soviétique. »

« Socialisme, démocratie et progrès sont les buts du Parti communiste de l'Union soviétique. Nous sommes sûrs que ce sont les buts qui répondent aux intérêts du peuple. » — (AFP.)

محمان النحل

PROCHE-ORIENT

Le débat sur une levée partielle des sanctions contre l'Irak

Le Conseil de sécurité de l'ONU reporte sa décision

Le Conseil de sécurité des Nations unies a renvoyé à une date ultérieure, jeudi 25 juillet, le débat sur une éventuelle levée partielle des sanctions contre l'Irak.

Les membres du Conseil ont préféré réfléchir sur un projet de résolution fixant un cadre plus général à une telle dérogation à l'embargo en vigueur depuis un an, sans qu'il soit question d'une levée pure et simple. Ce texte inéluctable des mécanismes de contrôle précis de l'argent obtenu par des exportations, des achats de vivres ou de médicaments et enfin de leur distribution sur place.

Une vente exceptionnelle de pétrole irakien, pour une quantité ou un montant précis, devrait en outre permettre, dans l'esprit du Conseil, de financer les premiers travaux de la commission chargée de régler les dommages de guerre, ainsi que ceux de la commission spéciale chargée de l'élimination des armes de destruction massive possédées par Bagdad et de la neutralisation de ses installations nucléaires. En tout état de cause, les membres du Conseil attendront les différents rapports demandés au secrétaire général de l'ONU avant d'envisager l'adoption d'une telle résolution-cadre.

L'intervention militaire n'est pas exclue

Le porte-parole a ajouté que l'Irak n'avait « malheureusement » toujours pas répondu aux exigences de l'ONU lui imposant de dévoiler l'intégralité de son programme nucléaire avant le 25 juillet. Cette date était considérée comme une limite pour juger si, oui ou non, le gouvernement irakien s'employait de bonne foi à répondre aux exigences de l'ONU, sans pour autant constituer une « limite pour une action militaire » contre ce pays. Interrogé sur l'éventualité d'une telle action, il s'est contenté de répondre qu'il ne pouvait « rien exclure ».

« D'une façon ou d'une autre, le programme nucléaire irakien devra être démantelé », a pour sa part estimé jeudi l'ambassadeur britannique à l'ONU, Sir David Hannay, à l'issue de la réunion du Conseil de sécurité. (AFP, Reuters.)

Une population anxieuse

Suite de la première page

« Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera pour plus tard, mais cela va arriver puisque Bush l'a dit », clament tous les Irakiens, échaudés par la propagande pesée de leur gouvernement leur assurant que les États-Unis n'oseraient jamais entrer en guerre avec l'Irak. Aujourd'hui, la certitude est bien là, et même la télévision officielle a évoqué la possibilité d'une « nouvelle agression américaine », sans cependant donner des consignes de défense civile ni de recommandations particulières à la population. En attendant, le pouvoir, prenant cette fois la mesure de la menace, a fait démanteler quelques équipements d'un certain nombre d'usines à caractère militaire qui pouvaient être des cibles, et donné congé à leurs employés. Une précaution à la fois pratique — sauvegarder ce qui peut l'être — et aussi politique, en évitant un maximum de pertes humaines, qui risqueraient d'être mal ressenties par une population qui n'en peut plus.

La reconnaissance officielle par Bagdad des essais entrepris sur le super-canon, l'absence de réponse à la récente reprise de la ville kurde de Souleymanieh par les pechmanges, l'annonce, trois jours après, d'une amnistie en faveur des prisonniers politiques et des soldats déserter — qui devra toutefois être vérifiée — font aussi partie d'une

campagne faite pour désamorcer, au moins pour le moment, les risques d'une attaque redoutée par tous. « Je ne sais plus quoi dire à ma famille, affirme toutefois, non sans amertume, un fonctionnaire. En janvier, je me suis ridiculisé en affirmant que tout se passerait bien, et maintenant, quoi que je dise, ils ne me croient plus. » Toutes les rumeurs sur un prochain bombardement alimentent les conversations à Bagdad, et chacun s'y prépare dans la mesure de ses possibilités.

Entre Saddam Hussein et l'Occident

Des mètres de famille ont recommencé à stocker les produits de première nécessité comme le riz ou le sucre, faisant brusquement grimper les prix. D'autres songent à entreprendre de l'essence dans la crainte d'une interruption de la distribution. « Les prix changent d'heure en heure en fonction des nouvelles », raconte Mohamed, qui a réapprovisionné son petit magasin pour répondre à la demande. « Quelques arrestations opérées chez les grossistes ont calmé le marché, mais pour combien de temps ? », se demande-t-il. Dites-vous que ne pas attacher l'eau et l'électricité, implorer une jeune femme. Le reste, les usines nucléaires ou militaires, d'accord, mais pas l'eau et l'électricité car c'est déjà trop difficile avec la chaleur et alors on serait tous contre lui. Brutal, l'avenir n'est pas moins révélateur de l'ambiguïté des réactions d'une population qui ne sait plus, entre M. Saddam Hussein et l'Occident, à qui elle doit vouloir le plus, mais qui a une conscience aiguë d'être l'objet d'un jeu politique sur lequel elle n'a pas de prise.

« Dites une bonne fois pour toutes ce que vous voulez et qu'en fin de compte, vous n'avez rien fait », cela ne peut pas continuer ainsi. « Si vous voulez renverser Saddam, il faut le faire en mars, et là c'était possible. Pourquoi nous faire payer maintenant nos hésitations ? », demandent la plupart des Irakiens qui désespèrent de voir un jour la fin de leurs malheurs. « Qui pourrait aujourd'hui entreprendre quoi que ce soit ? » s'interroge un père de famille qui cherche surtout à faire partir ses deux fils de crainte d'une nouvelle guerre. « Qui aurait pu croire, après huit ans de conflit avec l'Irak, qu'il y avait deux ans après, nous serions de nouveau en guerre ? demandent-ils. Alors maintenant, je prends mes précautions car tout est possible. » La peur d'une nouvelle attaque a, en tout cas, quelque peu atténué les dégoûts et l'autocritique dont les Irakiens à la mi-mai de quitter le pays, a lancé sur la route de la Jordanie.

danse plusieurs milliers de familles à la recherche d'un lointain Eldorado ou plus simplement, pour les plus fortunés, d'un moment de détente. « Dans mon quartier, cette semaine, assure Youssé, le nombre de bus pour Amman a doublé. Et pourtant chacun sait que là-bas, ils sont des milliers à attendre un hypothétique visa. » Refuge espéré par Libanais et Jordaniens, l'ambassade de Beyrouth ne délivrait plus, depuis une dizaine de jours, de visa, sur consigne expresse du gouvernement libanais. La difficulté d'obtenir ces visas entraîne de longues attentes à Amman.

L'importance nouvelle du phénomène, qui touche toutes les communautés, a même poussé les chefs religieux chrétiens à lancer un appel à leurs ouailles pour les avertir qu'ils n'étaient pas favorables à ce mouvement qui les inquiétait, et leur demandait de rester. « Les évêques, affirme un jeune chrétien candidat à l'émigration, huit jours après sa démission de sept ans d'armée, ont même demandé aux prêtres de ne plus célébrer de baptêmes de naissance en langue arabe. » « Mais on arrive toujours à trouver un curé ami », dit-il, prêt à tout pour partir.

Une perte de moralité généralisée

« L'émigration est une utopie et un mirage, affirme pour sa part Mgr Bidawid, patriarche de l'Église chaldéenne. Nous recevons des appels à l'aide incessants des responsables religieux jordaniens, qui ne peuvent plus faire face. Quel avenir attend ces jeunes qui rêvent de l'Australie ou du Canada comme d'un havre qu'ils ne connaissent pas ? » « Peut-être, rétorque un prêtre, mais aujourd'hui, en Irak, les jeunes chrétiens, ou musulmans — là n'est pas le problème — ont peur. Et après la secousse terrible de la guerre, de la féroce répression des troubles internes, ils ne supportent plus le climat d'oppression. L'exode prouve simplement que le ressort est cassé, qu'ils ont perdu espoir, et je ne me sens pas le courage de leur dire de rester. »

Bonn refuse de céder au chantage des ravisseurs de deux otages allemands au Liban

Le gouvernement allemand a déclaré, jeudi 25 juillet, qu'il n'entendait pas se soumettre à l'ultimatum des Moujahidins pour la libération. L'organisation libanaise avait menacé de s'en prendre aux deux otages allemands qu'elle détenait si elle n'obtenait pas, dans un délai de quarante-huit heures, des informations précises sur le sort des frères Hamad, deux terroristes libanais emprisonnés en Allemagne. MM. Heinrich Strübing et Thomas Kampfner, membres de l'organisation humanitaire ASME-Humanitas, avaient disparu en mai 1989 au Liban du sud. C'est la première fois que le mouvement

ne me sens pas le courage de leur dire de rester.

A ce climat désenchanté s'ajoute une perte de moralité qui touche toute la société. L'exemple du Koweït et les difficultés économiques aidant, les vols et les crimes crapuleux se multiplient. Les journaux se font d'ailleurs largement l'écho de ces faits, jadis très peu fréquents. « Les gangs trouvent tous les jours une nouvelle méthode », écrit ainsi cette semaine *Al-Kif*, qui décrit comment les voleurs tentent, à l'aide de tranquillisants introduits dans les jus de fruits, d'endormir la vigilance de leurs victimes.

« Le vol de voitures est particulièrement prisé, explique un commerçant. Elles sont transférées vers la Turquie, l'Iran ou la Jordanie, où leur revente sert de moyen de paiement plus sûr que le dinar irakien qu'on imprime comme au Monopoly. » « Pièces de moteur, huile de vidange, pneus, tout est bon à prendre », confie un responsable d'une organisation internationale à qui l'on a siphonné une nuit l'huile de la boîte de vitesse de sa voiture.

Découragés, pour un salaire de misère, de poursuivre des voleurs qui leur offrent de l'argent pour prix de leur silence, les policiers ferment souvent les yeux. « Quant aux services de sécurité, affirme un ancien soldat, ils ont pris l'habitude au Koweït, pourquoi s'arrêteront-ils maintenant alors qu'ils ont la garantie de l'impunité ? » « Avec le Koweït, Saddam a transformé tous les Irakiens en voleurs », affirme Mahamad, qui se rappelle encore comment, dans l'émirat, les officiers affirmaient : « Servez-vous, tout est à vous ! »

Le moindre service aujourd'hui à Bagdad se négocie au prix fort. Et dans une situation qui paraît confondre à la plupart, chacun tente de s'en sortir le moins mal possible dans l'attente de voir ce que réserve l'avenir.

FRANÇOISE CHIPAUX

ISRAËL : les discussions sur une conférence de paix

M. Shamir demeure inflexible sur la question de la représentation palestinienne

Le premier ministre israélien demeure inflexible sur le problème de la représentation palestinienne à la conférence de paix. Selon la presse israélienne de jeudi 25 juillet, M. Shamir a rejeté une proposition américaine d'inclure des personnalités palestiniennes de Jérusalem-Est annexée dans des négociations. « Je préfère être accusé d'être l'homme qui fait obstacle à la paix que d'être celui qui a brisé Jérusalem », a-t-il déclaré mercredi, soulignant que « Jérusalem, capitale indivisible de l'État d'Israël, ne sera l'objet d'aucune discussion ».

M. Shamir n'a pas commenté les propos de M. Roland Dumas, qui avait suggéré la participation des Palestiniens de Jérusalem-Est aux négociations. « Les déclarations du premier ministre sont suffi-

samment claires pour apporter une réponse implicite aux propos du chef de la diplomatie française », a déclaré un porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères.

« Le nom de POLP ne sera pas évoqué »

Le chef du gouvernement israélien a par ailleurs rappelé qu'il n'avait pas hésité à provoquer la chute du gouvernement au début de l'année 1990, précisément sur cette question, qui constituait déjà un obstacle majeur à l'ouverture de négociations israélo-palestiniennes au Caire, à l'initiative de M. Baker. M. Shamir n'a en outre réaffirmé son opposition absolue à des négociations avec l'OLP. Dans

les négociations de paix, « le nom de l'OLP ne sera même pas évoqué », a-t-il dit, précisant que, sur ce point, « il y a un consensus entre Israéliens et Américains ».

En attendant, Israël accélère son programme d'implantation juive dans les territoires occupés, le mouvement pacifiste Paix maintenant a assuré être en possession de documents officiels prouvant que le ministère du logement, M. Ariel Sharon, envisageait la construction d'une trentaine de milliers de logements supplémentaires en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le ministère du logement s'est refusé à commenter ces accusations. Il a fait savoir cependant qu'il prévoyait la construction de treize mille unités d'habitation dans les territoires occupés d'ici à 1992. (AFP, Reuters.)

ASIE

MONGOLIE : la visite du secrétaire d'Etat américain

M. James Baker renouvelle le soutien de Washington au processus de démocratisation

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a entamé jeudi 25 juillet une visite de quatre jours en Mongolie. Dès son arrivée à Oulan-Bator, il a renouvelé son soutien au processus de démocratisation et annoncé que le Congrès américain allait voter une aide d'urgence de sept millions de dollars à la Mongolie, qui s'ajoutera à l'aide humanitaire en céréales, dont la première livraison commence à être distribuée dans le pays.

PÉKIN

de notre correspondant

La visite de M. Baker, organisée à l'improviste — il n'en était pas encore question il y a dix jours à Oulan-Bator — entre une école en Asie du Sud-Est et le « sommet » de Moscou, a pour objectif avant tout, dit-on du côté américain, de réaffirmer le soutien de Washington à la transition mongole vers le pluralisme. Elle intervient au moment où l'aile conservatrice du PC, qui partage le pouvoir avec quelques petits partis démocratiques, mise sur la détérioration de la situation économique pour se renforcer (le Monde

du 18 juillet).

Cependant, elle intervient aussi à point nommé pour souligner les intérêts américains dans cette région de Haute Asie promise à des évolutions importantes. Un an après l'engagement du processus démocratique, la Mongolie de 1991 apparaît à nouveau sur la carte asiatique comme une de ces terres vierges de la légende pour lesquelles les empires se sont entre-déchirés. La paix conclue par M. Gorbatchev avec Pékin et le désengagement militaire soviétique — il ne reste plus que trois mille militaires russes en Mongolie, contre plus de cinquante mille voici trois ans — laissent ce pays immense et sous-peuplé dans une fragile neutralité que ses dirigeants veulent consolider.

L'armée mongole compte quinze mille hommes après une démobilisation partielle par mesure d'économie, et son sous-équipement la rend incapable de défendre le pays. La majeure partie du déficit militaire lors de la fête nationale, à la mi-juillet, visait à mettre en valeur cet aspect de la Mongolie post-soviétique, qui a traditionnellement coté-à-côté des relations méfiantes avec son grand voisin chinois.

La nature politique ayant brouillé du vide, il n'est pas étonnant de

voir les Américains arriver en masse, derrière les marchands chinois, à Oulan-Bator. Une soixantaine de jeunes du Peace Corps y ont commencé à enseigner. Une firme informatique a livré le premier programme de traitement de texte permettant d'écrire électroniquement l'ancien alphabet mongol, destiné à remplacer le cyrillique imposé par les Russes. La chaîne hôtelière Holiday Inn s'installe. Bien que l'on s'abstienne de le confirmer officiellement, l'envoi d'un attaché militaire à l'ambassade américaine est envisagé.

« Nous sommes redevenus un pays d'Asie »

D'autres pays du camp occidental jugent également importante la partie que se joue à Oulan-Bator. L'Allemagne réunifiée bénéficie des connexions des anciens diplomates et entrepreneurs de l'ex-RDA. La Grande-Bretagne maintient de longue date une ambassade à Oulan-Bator (...) sans parler des japonais, des Coréens, et d'organisations internationales.

Et la France ? Elle y a fermé son ambassade en 1984. Par la suite, elle avait envisagé d'ouvrir une

ambassade conjointe avec la RFA. Le Conseil d'Etat a jugé le principe anticonstitutionnel après qu'il eut fait l'objet d'études franco-allemandes poussées.

Côté mongol, on s'interroge poliment mais avec un brin de tristesse sur les raisons qui ont poussé le Quai d'Orsay à accorder à Oulan-Bator son ambassadeur à Moscou. « Nous sommes redevenus un pays d'Asie », ne cessent de répéter les Mongols. A la veille de la fête nationale, les Français étaient venus de Moscou, et sont repartis quand la fête a commencé. Alors que l'administration mongole compte plusieurs francophones de haut niveau, la présence française à Oulan-Bator se limite à un enseignant sur le départ et un étudiant.

Il est question que M. Bernard Kouchner se rende en septembre à Oulan-Bator, où l'on se souvient des promesses de visites faites par M. Thierry de Mauné. Cette prise de contact conduira-t-elle à ouvrir en Mongolie une représentation au moins aussi notable que celle, extraordinaire pour le douzième siècle, d'un joyailler français et d'une dame Paquette à la cour des Grands Khans ?

FRANCIS DERON

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR : nouvel enlèvement d'un ministre de transition

La confusion s'accroît

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Troisième jour sous le régime de l'état d'urgence, troisième enlèvement d'un membre du gouvernement de transition. « Ministre bis » des travaux publics, M. Rahantamalala Andrianjato discutait, jeudi 25 juillet, avec le ministre en titre, le lieutenant-colonel Jean-Emile Tsarany, qui lui refusait l'accès à son bureau, lorsqu'un commando militaire a fait irruption dans l'immeuble, s'est emparé de l'intérieur et a disparu avec elle dans une Renault 25 blanche.

Une délégation du Comité des forces vives, conduite par l'époux du « ministre bis », le pasteur Richard Andrianjato, l'un des figures de proue de l'opposition, se rendait alors au siège de l'état-major du maintien de l'ordre pour demander sans succès des explications sur ces « provocations du pouvoir ». De l'avis de certains observateurs, le lieutenant-colonel Tsarany aurait agi de son propre chef.

Cette série de rapt a bien failli faire capoter, dans l'après-midi, la réunion du comité tripartite qui rassemble des représentants du pouvoir et de l'opposition pour réfléchir, sous l'égide du Conseil des Eglises chrétiennes de Mada-

gascar (FFKM), à la tenue d'une conférence nationale.

Le dialogue ne pourra continuer, précise le communiqué publié à l'issue de la réunion, que dans la mesure où les trois « ministres bis » kidnappés seront relâchés. De son côté, le maître de « Tana », M. Guy Razanasy, qui s'entretient quotidiennement avec les dirigeants de l'opposition pour s'assurer du bon déroulement des manifestations, a promis de faire son possible pour obtenir la libération de ceux que certains appellent déjà les « otages du pouvoir ».

Avec la réouverture de plusieurs stations-service, « Tana » reprend, malgré la grève, son aspect habituel. Les commerçants semblent indifférents à cette effervescence politique, mais s'en expriment pas moins, en privé, leurs sentiments sur le pouvoir, qui « brise ses dernières cartouches », et avouent, face à une situation plutôt confuse, « s'en remettre à Dieu ». Pour le *Journal de Madagascar*, pro-gouvernemental, qui n'a évidemment pas subi les coups de ciseaux de la censure, « la non-intervention des forces de l'ordre n'est pas un signe de faiblesse, mais traduit le souci des autorités de repousser au maximum l'utilisation de la violence pour un retour à la normale ».

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE

MAROC

Les députés mettent en garde « certains milieux politiques français » contre toute « ingérence »

Réunie en session extraordinaire, la Chambre des représentants a consacré, mercredi 24 juillet, un débat de quelques heures à la « mobilisation nationale pour faire face aux complots et défis visant la souveraineté du Maroc et son intégrité territoriale ». Les présidents des groupes parlementaires - majorité et opposition - ont mis en garde « certains milieux politiques français », mais aussi l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) contre toute « ingérence » dans le processus devant conduire au référendum d'autodétermination au Sahara occidental prévu au début de 1992.

De l'avis unanime des parlementaires, l'ONU est seule qualifiée pour piloter le déroulement des opérations référendaires. En revanche, il n'est pas question, selon eux, qu'une quelconque asso-

ciation prétende s'en mêler. Après la création d'un Comité de vigilance par la Fondation Franco-Libérienne que préside M^{me} Danielle Mitterrand, l'offensive contre ce qu'un député a appelé « les campagnes de dénigrement menées par certains éléments et organisations français, hostiles aux acquis du peuple marocain », était prévisible.

Le représentant de l'Union constitutionnelle, un parti gouvernemental, a demandé « aux instances officielles françaises d'assumer leurs responsabilités quant aux répercussions que peuvent avoir les agissements de milieux hostiles au Maroc sur les relations maroco-françaises ».

Le Maroc vient, d'autre part, de déposer à l'ONU une liste de 45 000 personnes supposées être

saboteuses, qui, à ce titre, devraient être autorisées à voter lors du référendum. Cette liste s'ajoute à celle qu'il avait remise, début juillet, et qui comprenait déjà 75 000 noms, lesquels devraient, selon Rabat, s'ajouter aux 74 000 que l'Espagne, l'ancien colonisateur, avait recensés en 1974 et qui doivent servir de base aux Nations unies pour identifier les votants.

Si les 120 000 personnes qui figurent sur les deux listes remises par le Maroc se présentaient pour se faire inscrire, il y aurait un

sérieux risque de retard dans le déroulement des opérations référendaires, le plan des Nations unies prévoyant une vérification cas par cas des demandes de révision du recensement espagnol.

Certains diplomates n'excluent donc pas que le dépôt successif de ces deux listes soit précisément destiné à « griffer la machine » afin de retarder, au maximum, les opérations d'inscription sur les listes électorales, contraignant le secrétaire général de l'ONU à renvoyer le référendum à une date ultérieure. (AFP)

Les morts-vivants de Tazmamart

Suite de la première page

A l'époque - 1981 donc - huit sont déjà morts, les autres l'ont été plus tard. Dix ans déjà, Trente sont morts à Tazmamart, la moitié ; et quelle mort ! Hubert Vedrine est secrétaire général de l'Elysée, où le président fait la politique étrangère de la France.

En 1989 nous avons fêté le bicentenaire de la Révolution française et la Déclaration des droits de l'homme.

Je continue

Beaucoup de socialistes, ne parlons pas des autres, vont à la Mamounia, invités du souverain.

En septembre 1990, Gilles Perrault a décrit, à Tazmamart, il parle aussi de la Mamounia : 300 000 exemplaires. Hubert Vedrine n'est plus le seul à savoir.

En juin, Moumen Diouri est expulsé en urgence absolue, pour que tout continue : comme dans le poème, les hommes d'affaires font des affaires, notre ministre des affaires étrangères tient le rang de France, à Kontra dix-septième année va s'achever, à Tazmamart, quelques voix nous appellent au secours. Plus beaucoup. Parmi elles, celles des trois Français, les frères Bourquard, disparus depuis dix-neuf ans.

En 1986, j'ai pu épouser en prison Abraham Serfaty, grâce à l'aide de Danielle Mitterrand, et le voir commettre les autres familles de détenus au parloir de la prison.

En 1987, les enfants Oufkir se sont évadés, tout seuls, en grattant la terre avec les mains. Ils ont parlé : aujourd'hui, ils peuvent vivre décemment au Maroc, à condition, les malheureux, et dix-

neuf ans plus tard, de ne pas en sortir et de se taire.

Deux petites victoires, pas plus. Dix ans déjà, Trente sont morts à Tazmamart, la moitié ; et quelle mort ! Hubert Vedrine est secrétaire général de l'Elysée, où le président fait la politique étrangère de la France.

En 1989 nous avons fêté le bicentenaire de la Révolution française et la Déclaration des droits de l'homme.

Je continue

Beaucoup de socialistes, ne parlons pas des autres, vont à la Mamounia, invités du souverain.

En septembre 1990, Gilles Perrault a décrit, à Tazmamart, il parle aussi de la Mamounia : 300 000 exemplaires. Hubert Vedrine n'est plus le seul à savoir.

En juin, Moumen Diouri est expulsé en urgence absolue, pour que tout continue : comme dans le poème, les hommes d'affaires font des affaires, notre ministre des affaires étrangères tient le rang de France, à Kontra dix-septième année va s'achever, à Tazmamart, quelques voix nous appellent au secours. Plus beaucoup. Parmi elles, celles des trois Français, les frères Bourquard, disparus depuis dix-neuf ans.

En 1986, j'ai pu épouser en prison Abraham Serfaty, grâce à l'aide de Danielle Mitterrand, et le voir commettre les autres familles de détenus au parloir de la prison.

En 1987, les enfants Oufkir se sont évadés, tout seuls, en grattant la terre avec les mains. Ils ont parlé : aujourd'hui, ils peuvent vivre décemment au Maroc, à condition, les malheureux, et dix-

AMÉRIQUES

PÉROU : au pouvoir depuis un an

Le président Fujimori n'a pas opéré de miracle « à la japonaise »

Revenu bredouille de ses voyages au Japon où il espérait obtenir d'important crédits, M. Alberto Fujimori, investi le 28 juillet 1990 à la présidence du Pérou, n'a eu d'autre choix, depuis un an, que d'appliquer les recettes néolibérales drastiques qu'il avait tant critiquées lors de sa campagne. Elles ont contribué au contrôle de l'inflation, mais le pays, aux prises avec une épidémie de choléra depuis février, continue de s'enfoncer dans la misère. Et la « sale guerre » que mènent les mouvements de guérilla fait toujours plus de victimes.

LIMA

de notre correspondante

« Air et ensuite informé »... Si les Péruviens avaient connu cette règle de conduite d'Alberto Fujimori avant l'élection présidentielle, il est probable qu'ils n'auraient pas voté pour lui. Dix jours seulement après son investiture, le président pronait le contrepied du leitmotiv de sa campagne, le « non au choc » (c'est-à-dire au train de mesures néolibérales annoncées par son adversaire Mario Vargas Llosa) : le 8 août 1990, il lançait un plan d'ajustement économique plus audacieux encore que celui promis par l'écrit. Le « Fujichoc » a eu des conséquences désastreuses sur le niveau de vie de la population, tout en contribuant à juguler l'hyperinflation et à restaurer une relative crédibilité.

« Je n'avais pas le choix », explique le chef de l'Etat. La situation était beaucoup plus critique que je ne

l'imaginai... En fait, M. Fujimori avait révisé son credo dès le voyage au Japon qu'il avait effectué juste après le deuxième tour de scrutin lors duquel il avait obtenu 22 points d'avance sur son rival. Fils d'immigrés japonais, il espérait alors que ses « yeux bridés » l'aideraient à convaincre ses interlocuteurs de devenir les bienfaiteurs du pays ruiné qu'il s'appuyait à gouverner. On lui opposa cordialement une fin de non-recevoir : le Pérou devait obtenir, en guise de préalable, la bénédiction du Fonds monétaire international (FMI).

Calculateur et pragmatique, l'ingénieur Fujimori congédie alors son équipe et adopte un plan de rechange confectionné par les experts du FMI et de la Banque mondiale. De là le « Fujichoc », ajustement structurel destiné à équilibrer les comptes nationaux et à implanter une économie de marché.

Lorsqu'il fait le bilan de la première année de son mandat, le chef de l'Etat se désole d'une mention « bien » en matière économique. Les institutions multilatérales de financement ne tarissent pas d'éloges sur leur nouveau disciple. Elles font néanmoins durer la période de purgatoire pour l'ex-pays rebelle qui avait refusé de payer ses dettes sous la présidence d'Alan García. La réinsertion du Pérou au sein du système monétaire international annoncée quatre fois déjà depuis septembre dernier ne s'est toujours pas concrétisée, plaçant le pays devant une situation bloquée : le programme d'austérité, d'équilibre budgétaire et de remboursement de la dette ne peut fonctionner sans l'apport de nouveaux crédits, que les créanciers ne veulent pas accorder tant que la stabilité économique n'est pas assurée.

Le président Fujimori a entrepris un nouveau voyage au Japon en avril, à l'occasion de la réunion annuelle de la Banque internationale pour le développement. « Son discours aurait pu faire pleurer des pierres », dit Manuel Romero, directeur de Gestion, seul quotidien économique de Lima, mais il n'a même pas fait soulever son auditoire.

« Coût social intolérable »

Le gouvernement n'a pourtant plus grand chose à offrir. Il a « libéralisé » son économie (privatisation du secteur public, abaissement des barrières douanières, assouplissement de la législation du travail, etc.) plus rapidement que ne l'ont fait ses voisins chiliens ou boliviens. Il a consacré 60 millions de dollars par mois au remboursement de ses dettes. « Le sacrifice a été inutile et le coût social est intolérable », commente le professeur américain Rudiger Dornbusch, aux yeux duquel il fallait négocier d'abord et reprendre les paiements ensuite. Présentée comme un « passeport pour la modernité », la politique néolibérale a fait passer de 7 à 12 millions le nombre de Péruviens vivant dans une misère extrême. Le pouvoir d'achat a diminué de 60 %. Le problème du sous-emploi s'est aggravé et aujourd'hui seuls 5 % de la population active ont un emploi stable mais les 40 dollars du salaire minimum ne couvrent qu'un cinquième du panier de la ménagère. Un écolier sur cinq doit abandonner ses études pour augmenter les revenus de sa famille. Et il a fallu qu'une épidémie de choléra fasse plus de trois mille victimes pour attirer l'attention du reste du monde sur les conditions de vie déplorables de la majorité des habi-

tants. « L'Etat a abandonné de façon irresponsable son rôle social. La détérioration des conditions de vie nous fait reculer de plusieurs décennies », constate le président de la commission épiscopale, Mgr Jose Damman. « La population n'en peut plus », ajoute Mgr Miguel Cabrejos, qui a organisé une croisade en faveur des enfants pauvres. Mais le gouvernement, qui a consacré les deux-tiers de son budget aux dépenses des ministères de l'intérieur et de la défense ainsi qu'au remboursement de la dette extérieure, est resté sourd aux appels de l'Eglise. « Rien n'est plus facile que de faire fonctionner la machine à billets pour distribuer de l'argent et créer des emplois bien rémunérés dans le secteur public, ironise le président Fujimori. On pourrait vivre encore un an sur ce train de vie... avant un effondrement ».

L'opposition assure qu'il suffirait d'obliger les gros contribuables à payer leurs impôts et, si besoin, suspendre momentanément le paiement du service de la dette pour que l'ajustement structurel, que personne ne remet en cause, soit équilibré, comme il avait été promis. Les mêmes arguments sont repris par les employés du ministère de la santé et les enseignants en grève depuis respectivement quatre et trois mois, ainsi que par les grandes centrales syndicales qui ont décrété une grève générale le 18 juillet pour obliger le gouvernement à modifier sa politique économique. Ce débrayage a été un semi-échec. Aujourd'hui, les places sont chères sur le marché du travail.

La politique économique sera-t-elle inflexible ? « Non, nous a catégoriquement répondu le président Fujimori. Des réajustements sont toujours nécessaires mais les principes de base restent les mêmes : lutte contre l'in-

flation, établissement d'une économie de marché, objectif que nous sommes encore loin d'avoir atteint. Je suis convaincu que cette stratégie nous permettra, à moyen terme, de sortir de l'impasse dans laquelle nous étions tombés ».

Des paysans armés par l'Etat

Dans un pays miné par la violence sans fin des groupes armés, qui a fait plus de vingt mille morts au cours des dix dernières années, l'exacerbation des inégalités sociales favorise le recrutement d'adolescents pour ces mêmes groupes. Le président Fujimori estime pourtant que sa stratégie antisubversive a porté ses premiers fruits avec l'arrestation de plusieurs responsables du parti communiste maoïste Sendero lumineux et du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA, d'inspiration guérilliste). En dotant d'armes à feu les paysans qui se défendaient jusque-là avec des couteaux, des frondes et des gourdes, lors d'attaques terroristes, le président espère mobiliser « vingt-deux millions de Péruviens contre deux ou trois mille Senderistes », tout en se refusant à « pour le moment » de négocier avec les guérilleros du MRTA « tant qu'ils n'auront pas déposé les armes ». « En un an, nous avons beaucoup progressé », renchérit le général Torres, ministre de la défense, et si nous devons, dans l'avenir, appuyer et armer des groupes urbains d'autodéfense, nous le ferons ».

Mais n'est-ce pas créer les conditions d'une guerre civile ? Déjà le théâtre de la « sale guerre » s'est étendu à de nouvelles régions les militaires jouissent d'une plus grande autonomie et, souvent, d'une totale

impunité en matière de violation des droits de l'homme. La torture et les exécutions sommaires ne sont pas de simples bavures. Elles sont monnaie courante comme le confinement les rapports d'Amnesty International et de l'organisation humanitaire Americas Watch.

La « sale guerre », a-t-il été officialisée. Un document secret d'un commando de l'armée a été présenté la semaine dernière au cours d'une émission télévisée : il stipulait que « le meilleur subversif est le subversif mort » et recommandait de ne pas faire de prisonniers, en prenant garde de « ne pas laisser de traces ». L'authenticité du document n'a pas été contestée par le général Torres, qui a toutefois indiqué qu'il « ne correspondait pas aux ordres » et que son auteur serait « puni ». En fait, ce sont les journalistes de l'émission qui ont été sanctionnés : l'émission a été supprimée.

En un an, le président Fujimori a privilégié ses relations avec l'armée, en laissant se détériorer ses rapports avec le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, l'Eglise, les partis politiques et les membres de son propre parti. Son style qualifié d'« impérial » et sa propension à gouverner par décrets n'y ont pas peu aidé. « Tous est froidement calculé », assure le président Fujimori, qui aime à se présenter comme un grand maître du jeu d'échecs. « Le problème, dit le socialiste Carlos Amos, ex-ministre de l'Agriculture et première victime du cabinet, c'est que la réalité sociale n'est pas un jeu d'échecs et que les hommes ne sont pas des pions ». Interrogé sur ce qu'il ferait si quelqu'un donnait un grand coup de pied dans la table de jeu, M. Fujimori répond, impassible : « Ça aussi, c'est prévu ».

NICOLE BONNET

ALGÉRIE : la difficile quête d'un visa pour la France

Tampons-encreurs et coups de matraque

CONSTANTINE

de notre envoyé spécial

Malgré l'état de siège et la présence des parachutistes qui, pistolet-mitrailleur au bandoulière, assurent toujours l'ordre aux principaux carrefours de la ville, Constantine a, chaque jour, la sagesse d'une petite émeute. C'est la fois, pourtant, ce n'est pas la Front islamique de salut (FIS) qu'il faut incriminer, mais les nombreux militants d'une organisation informelle, la « Parti des partants », qui s'affrontent à la police devant le consulat de France.

Le Parti des partants n'a, pour tout programme, qu'un seul objectif : obtenir un visa. Et comme, à Constantine, seul da tous les consulats étrangers, demeure ouvert sur place le consulat de France, c'est devant ses portes que viennent buter ses adeptes. Les bureaux ouvrent à 8 heures, mais, dès la veille, en début de soirée, les premiers candidats commencent à faire la queue. Ils passent ainsi toute une nuit à défendre leur place à moins qu'ils ne décident de la vendre au prix fort, jusqu'à 1500 dinars (500 francs), soit les trois quarts du salaire minimum légal.

On ferme...

Le consulat de Constantine a compétence sur tout l'Est et le Sud-Est algérien. Chaque matin, tantus de se présenter en personne, les demandeurs de visa manifestent sous ses fenêtres. Pour les canaliser, les policiers s'expriment à coups de matraque. Sous un soleil de plomb, des hommes collés les uns aux autres, agitant au-dessus de leur tête, leurs papiers réunis dans de pauvres enveloppes, se battent pour conserver leur chance de parvenir aux guichets, alors qu'à d'autres essayent de rassembler. La police se saisit alors du premier bougre qui lui tombe sous la main, le bastonne copieusement et le jette plus loin. Comme du linge sale.

Retour à l'ordre. Rudement fêtré par les policiers et les employés du consulat, une tournée d'un quinzain de personnes est autorisée à pénétrer dans les bureaux. Devant les guichets, la pression est à peine moins forte. Locaux ouïx at mal adaptés, angousses devant des formalités administratives pointilleuses, incartouge quant au résultat de la demande, contribuent à alourdir le climat. Son dossier déposé, le postulant devra encore attendre deux bonnes heures au trottoir, avant de connaître son sort.

Nouveau moment délicat : ce sont des policiers qui, dans le rue, en pleine cohue, au milieu de centaines de personnes énervées par l'attente et le chaleur, rendent les passeports, ponctuant la distribution de violence coups de matraques, censés calmer le dépit bruyant de ceux qui ne bénéficient pas du sésame.

Chaque matin, depuis le début de l'été, le consulat délivre ainsi sept cents visas et en refuse autant, dans un climat de brutalité indigne, aujourd'hui encore par d'inevitables rumeurs de corruption. Sollicités depuis plusieurs mois, les représentants des autorités locales, qui bénéficient, eux, de toutes les facilités lorsqu'ils demandent un visa, ont été incapables de céder un local adapté à l'information des procédures. Dès la 31 août, le consulat de Constantine fermait donc définitivement ses portes, obligeant la « clientèle » locale à aller quérir son visa à Annaba ou à Alger.

Les responsables français considèrent qu'il n'est pas de leur responsabilité de gérer, hors de leurs bureaux, cette foule exigeante. Tampons-encreurs pour les uns, matraques pour les autres, chacun sa cramponne à sa tâche, dans l'indifférence hautaine des autorités à l'égard de ceux qui se résignent à la subir.

GEORGES MARION

محضان الشمل

*Karine Saporta présente « la Princesse de Milan »
sa version dansée et musicale de « la Tempête »*

chantés sur son socle. Elle élémine de bonhais sur ses épaules, mais mûle-
ment, car, qu'elle se tienne droite,
trop, cinq Miradoe, deux Arcl,
deux Ferdouand... Oo voit aussi
abécate chez Shakespeare, la so-
ciété Sycorax, mère de Caliban
(jouée par un nain).

Tout ce monde évolue dans un
stage, un lieu de l'île de Boue-
— qui avait déjà conçu, pour
Saporta, ceux des *Tauxeurs de Chi-
mène* et de la *Poudre des arges*.
Point d'île des déserts ni de grotte :
un grand parc de la ville, avec
des statues mobilières ou mal évi-
dées, et près de niches obliques
dans lesquelles les personnages
apparaissent comme des statues
d'égise aux poses martirées.

Le spectacle se déroule en spirale
élevée, les visages s'aventurent
recrutes, dont on s'aperçoit quel-
ques fois en vrac, puisque Sapo-
rta

complet, ils ne savaient pas très bien ce qu'ils allaient voir et entendre. Cette incertitude même, si semblable à l'époque, était le moteur de leur adhésion.

Contestation du pouvoir politique, contestation du pouvoir artistique, prise de conscience du pouvoir intact du théâtre décrire, expliquer, dénoncer, rassembler, ces Chantiers ont fini par prendre l'allure d'une refondation, sérieuse, et joyeuse.

OLIVIER SCHMITT

OLIVIER SCHMITT

CULTURE

MODE

L'illusion et la fragilité

Les collections de haute couture de l'hiver présentées sur fond de crise

Du 20 au 27 juillet, vingt-quatre maisons ont présenté à Paris leurs modèles de haute couture de l'hiver. Savoir-faire des ateliers et des parures, discrétion luxueuse, composent, cette saison, un tableau tout en nuances sur fond de crise. Dans l'attente d'une reprise américaine (65 % des clientes de la haute couture viennent d'outre-Atlantique), les chiffres dans la Chambre syndicale de la couture parisienne accusent les contrecoups de la récession et de la guerre du Golfe : une chute de 10 % de l'activité pour le seul premier trimestre 1991.

Au sein du Comité Colbert, qui représente soixante-dix entreprises de l'industrie de luxe, la haute couture est le secteur qui enregistre le plus forte baisse d'activité (-2,9 % pour 1990). « J'ai envoyé des *Scud* sur mes paillettes », dit le brodeur Lesage, qui a mis au point un système de brûlage au laser bien plus économique que les chenilles, les arabesques d'or marquant l'opulence de la fin des années 80.

Signe des temps, la tendance est hésitante, mêlant dans un patchwork de citations la fin des années 30 et les années 70, les velours sombres et le tweed rustique, le vrai tissu et le tricot main. Mais aucune ligne ne se dégage, faute de vrais projets, de chair, de destinataires réelles ou rêvées peut-être.

Esprit « bohème »

D'emblée Christian Lacroix s'abandonne à son répertoire pittoresque pour réinventer les styles dans un esprit « bohème », d'où cette double inspiration recyclage et coquetterie, belles marquises enfilaient un manteau de faille vert sur un pantalon de cuir noir, enroulant leurs gros pulls de laine café-au-lait d'un retard argenté.

Il y a toujours les petits agnès, artisanes à col-fichu, mais de nouvelles références viennent se superposer dans l'esprit Second Empire revu par Piquet et Dior en 1938 : corselets, bustiers, jupes à l'ourlet, beaucoup de dentelle, de velours noir, une faille métallique et d'autres tissus caméléons jouant avec la lumière artificielle.

Une page est tournée. Le goût de l'illusion, les trompe-l'œil en paillettes façon écailles de tor-

tues, soit matelassée façon croco (Dior), eurent la félicité d'un autre mystère, comme si les laqueurs hollywoodiennes succédaient aux coups d'éclair des *pretty women*, le corps riche et arrogant. Au contraire, au feuillet de l'histoire en douceur et l'on découvre ces silhouettes sinuantes et émanantes d'Angelo Tarzani (Lacoste), celles encore du jeune Hervé Pierre (Balmain), qui, à vingt-cinq ans, recompose l'esprit « Jolie Madame » dans un album de photos noir et blanc emprunté à Cecil Beaton ou Willy Meywald.

L'italien Gianni Versace, qui s'invite à Paris depuis plusieurs saisons au Ritz, fait figure de cavalier seul avec son péplum texan dédié à toutes les Baby Jane décolorées, ruisselantes et désespérément sexy.

Des kilos de paillettes

Ailleurs la couture se voile de résille, cache ses robes-bijoux sous des manteaux-boules de taffetas que les mannequins auvent et referment à la manière des exhibitionnistes, toutes proportions gardées. Ainsi chez Dior, Gianfranco Ferré nacre ses beaux manteaux de cachemire, ses tailleurs stricts de châles en soie brodée. Mais l'image de la femme semble perdre de sa réalité.

Elle est, chez Claude Montana (pour Lanvin), pure présence, support de vêtements parfaitement sculptés pour l'anecdote (un survêtement façon Adidas en vision lavande et rose, imitation fourrure synthétique), col en entonnoir immobile, becs et peintures, chaboules de Cardin retravaillées à la pout box.

Un académisme qu'on retrouve sous d'autres airs chez Chanel avec un Karl Lagerfeld très bout-en-train, très salle des fêtes, qui déverse ses kilos de paillettes, ses chapeaux Schmilbille, ses robes-salades de tulle (jusqu'à vingt épaisseurs, 400 mètres de tulle), sa mariée pure Cellophane devant un public hébété, et qui déclare, un rien cynique : « *Coco ? Elle est morte il y a vingt ans. Avec le respect on ne fait rien. Moi, je vois la poutle du début de siècle, pas la vieille dame qui donne des leçons d'élégance. Je suis un opportuniste.* »

LAURENCE BENAÏM

Yves Saint Laurent : la règle du jeu

La cent vingtième collection : pour ceux qui s'attendaient à des chocs, à un coup médiatique, ce fut sans doute une déception. Pour les autres, une leçon de mode ressentie comme un défi humaniste à l'urgence d'une époque qui se consomme dans l'instant. Il y avait quelque chose de paisible dans ce défilé fleuve, ces quarante-àux modèles, pour revenir aux sources de la couture, au métier, aux femmes qu'Yves Saint Laurent habille au millimètre avec des vêtements dont le plus grand luxe est de se faire oublier.

D'où cette révérence faite à la Grande Mademoiselle avec ce tailleur chanéllisé, essouffé et boutonné d'or, jupe droite à panneaux coupée sous le genou que Chanel considérait comme « la partie la plus laide du corps ». « L'élégance disait-elle encore c'est la liberté de bouger. » Sur les *Variations* de Bach, Yves Saint Laurent — qui fêtera, en février 1992, les trente ans de sa maison de couture — pousse la définition jusqu'à se passer presque de couleur, avec des gris, des légers crâles, sable, figurent les contours.

Pas d'épanchements, pas de lyrisme, une telle humilité peut faire regretter les chatolements orientalistes qui sont l'épanouissement du maître. La volonté claire de structure l'emporte sur l'instinct et parfois sur l'émotion.

Dans ces ensembles de jersey, tunique, pantalons, ces nouvelles blouses aux épaules

de mousseline à peine frisonnante, il énonce une nouvelle fois les règles éternelles. Sciences des proportions, équilibre de la ligne et du mouvement, qui rendent possibles toutes les exotismes (un enroulé de plumes, un caban de dame) et toutes les recherches : travailler le velours comme un crêpe, en faire une liqueur rubie, saphir, émeraude, jeter un manteau en poil de chameau sur une robe du soir de dentelle, utiliser le marbre comme un nouveau noir, célébrer la palette infinie des roses, tour à tour veloutés et craquelés.

Brocard et chinoiserie

Les images reviennent : brocard et chinoiserie de Chanel, long trapèze de lamé vert or dédié à Balenciaga, dentelle et guipure noire de Roches perfus un peu trop fourmies, divinités du vent et madones du Botticelli. Comme le mérite.

Rien n'est redistribution, retour, tout est mémoire en mouvement, et d'abord fidélité à ces corps d'infidèles, blonde mystérieuse sur lesquelles rien ne pèse, ni ces pelisses de faille roux florentin ni cette robe de pythons lamé accrochée d'un rien au bord des épaules, laissant entrevoir des bas zébrés avec l'érotisme et le retenue dignes du Truffaut de la *Peau douce* : « Ce sont des femmes qui aiment l'amour. »

L. B.

SPORTS

CYCLISME : le 78^e Tour de France

Fin de montagne sans relief

La Soviétique Dimitri Konyshov a remporté, jeudi 25 juillet, la dernière étape de montagne à Aix-les-Bains, en battant au sprint le Suisse Pascal Richard. Le baroud d'honneur de Greg LeMond (4^e) n'était pas de nature à inquiéter Miguel Indurain, solide meillot jeune. Les Alpes n'ont fait que confirmer la hiérarchie établie dans les Pyrénées.

AIX-LES-BAINS

de notre envoyé spécial

D'une étape sans grand relief comme celle du jeudi 25 juillet entre Morzine et Aix-les-Bains, ne comportant qu'une difficulté — le col du Revard, — qui n'était pas

assez caractéristique, aux yeux de Laurent Fignon pour permettre de tenter d'inquiéter Miguel Indurain, il restera une image cruelle : l'échappée, ou plutôt la contre-attaque, d'un champion retourné à la base, à savoir Greg LeMond.

Si LeMond avait pu s'enfuir, comme avant lui Melchor Mouir Prat, le vainqueur de la Vuelta, rejoint après 121 kilomètres en solitaire (cet effort lui coûtera 11 minutes de retard à l'arrivée), c'est en effet qu'il avait obtenu un « bon de sortie » du peloton, cette permission que les leaders n'accordent qu'aux concurrents inoffensifs. Et que l'équipe Banesto, réaliste, n'avait pas jugé bon de le poursuivre, pas plus qu'elle n'aurait empêché le Soviétique Dimitri Konyshov ou le Suisse Pascal Richard de se régaler du sprint.

Triple vainqueur du Tour de

France, Greg LeMond était réduit, jeudi, au rang d'ordinaire chasseur d'étape. Avec 14 minutes de retard à Morzine, LeMond aurait pu abandonner. Il y a sauté. Ses coéquipiers le craignaient. Il s'est refusé et il a bumblement tenté de remporter une victoire d'étape, qui aurait été la première pour son équipe depuis le départ de Lynn. Grandeur et misère du cyclisme, il n'est arrivé qu'en quatrième position.

Après cette troisième étape alpine — la cinquième et dernière en montagne — les jeux semblaient donc faits et les coureurs eux-mêmes avaient l'air d'avoir fait, jeudi, leur deuil d'un fin de Tour de France aussi rebondissant que ses débuts. Les héros des premiers jours — LeMond, Brundage — étaient en perdición, voire perdus. Dans l'attente du

contre-la-montre de samedi à Mâcon, les dauphins de Miguel Indurain, Gianni Bugno et Claudio Chiappucci, semblaient avoir baissé les bras, le second n'ayant plus d'yeux que pour le maillot à pois de meilleur grimpeur.

CORINE LESNES

Dix-neuvième étape

Morzine-Aix-les-Bains (177 km)

Classement de l'étape. — 1. Dimitri Konyshov (URS), en 4 h 18 mn 28 s. 2. Pascal Richard (Su), m. t. 3. Eduardo Chozas (Esp), à 11 s. 4. Greg LeMond (E-U), à 14 s. 5. Steven Rooks (P-B), m. t.

Classement Général. — 1. Miguel Indurain (Esp), en 90 h 53 mn. 2. Gianni Bugno (Ita), à 3 mn 5 s. 3. Claudio Chiappucci (Ita), à 4 mn 48 s. 4. Charly Mottet (Fra), à 5 mn 57 s. 5. Luc Leblanc (Fra), à 6 mn 53 s.

JUDO : les championnats du monde

De l'or

pour Pascal Traineau

Seize ans après Jean-Luc Rougé, actuel directeur technique national, Stéphane Traineau a conquis, jeudi 25 juillet à Barcelone, le titre de champion du monde de judo, catégorie mi-lourds (moins de 95 kilos). Un an jour pour jour avant les Jeux olympiques, sur le même tatami de Barcelone, le Vainqueur de vingt-quatre ans a vaincu par ippon le Polonais Pawel Nastula. Stéphane Traineau, champion d'Europe 1990, n'est que le cinquième champion du monde de judo français. Si il y a seize ans Rougé s'était imposé dans la douleur, Traineau a moins souffert : pas un de ses combats n'a atteint la limite des cinq minutes. Lui qui répétait à travailler au sol il y a quelques années a trouvé la méthode la plus expéditive : la clé de bras, celle-ci contraindant inexorablement l'adversaire à l'abandon.

Chez les dames, la Française Laetitia Meignan, championne d'Europe des moins de 72 kilos, a dû se contenter de la médaille de bronze.

Virus

« relation entre la maladie des coureurs et l'usage de produits interdits ». Les scientifiques ont assuré que « le syndrome est dû à des bactéries ou des produits bactériens ».

Ils chassent le virus et évoquent le salmonellose. « La source la plus probable est l'alimentation consommée par les coureurs », précise le docteur Eric Schollert. On a déjà nommé le poulet et la sauce de viande, des aliments dont on sait qu'ils provoquent ce type de complications, mais d'autres sources d'aliments absorbés par les coureurs ou administrés sous forme liquide ou solide entrent aussi en ligne de compte. Mais, comme les « restes » de ces repas ne sont plus disponibles, il est impossible de « se prononcer définitivement sur les causes de ces troubles ».

Le virus est donc remplacé par un agent « bactérien » toujours inconnu. Ce diagnostic « probable » apporte peu d'éclaircissements sur une affaire bien

trouble. Le directeur-manager, M. Krikke, a beau déclarer que les avocats de PDM « poursuivent la presse qui a lié l'usage de drogues à nos coureurs sans aucune preuve », le mystère reste entier sur les causes de cette maladie qui a atteint neuf coureurs et aucun autre membre de l'équipe néerlandaise.

« Ces déclarations ne nous apprennent pas grand-chose », résume le docteur Gérard Porte, médecin général du Tour de France, il s'agit de l'absence de problèmes intestinaux chez les coureurs qu'il a examinés à Quimper, alors qu'aujourd'hui les responsables de PDM parlent de « troubles gastriques chez certains d'entre eux ». La thèse de la salmonellose ne le satisfait pas, et il s'étonne que les médecins néerlandais ou belges ne soient pas plus précis sur le nom de la bactérie « coupable ». Selon lui, tout cela démontre : « très vague », l'énigme de Quimper reste, enjôlée.

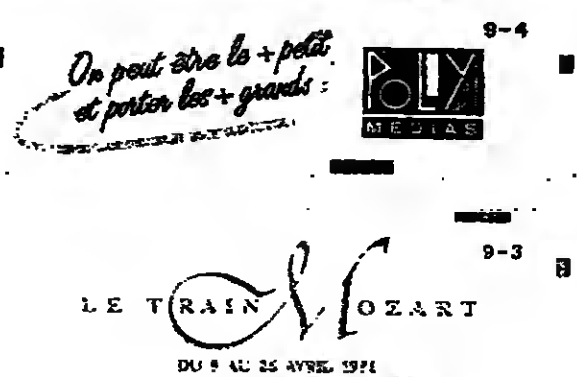
SERGE BOLLOCH

PHILATÉLIE

Publicité sur carnets

En avril 1988, la Poste crée une filiale, Polymédias, régie publicitaire chargée de gérer et de commercialiser l'ensemble des espaces publicitaires dont elle peut disposer : panneaux d'affichage dans les bureaux de poste ou sur les véhicules postaux, des enveloppes de CCP, très recherchés par certains philatélistes, supports publicitaires depuis déjà de nombreuses années.

commercialisant les mérites de Schweppes, en avril 1990. Depuis sont parus des carnets Sacem (juin 1990), JO d'Albertville (février 1991) et Train Mozart (avril 1991)... en attendant, peut-être, des carnets PMU ou Mars. Cette publicité tarde à démarrer au regard des plus de cent millions de carnets vendus en 1990. Les annonceurs ne sont pas convain-



En haut, carnet Polymédias (non émis). En bas, carnet le Train Mozart (avril 1991).

Meis surtout, la création de Polymédias relance la présence de la publicité commerciale sur les carnets de timbres d'usage courant, renouant avec une coutume en vigueur de 1922 à 1965.

En 1989, la Poste émet donc, en guise d'essai, un carnet « Faltes de la musique », puis une série de onze sur la Révolution française lors de Philéxfrance.

Succès qui motive le lancement du premier carnet publicitaire

cus, semble-t-il, par l'impossibilité d'imprimer plus de deux couleurs. La location de l'espace publicitaire (deux formats possibles, 20 x 48 mm ou 45 x 57 mm) revient à 100 F pour mille carnets (minimum de un million d'unités). A noter que le service philatélique des PTT a instauré une catégorie d'abonnement aux carnets de timbres d'usage courant (dont les carnets publicitaires) et s'est trouvé débordé par les demandes d'inscriptions : plus de 40 000 au lieu des 15 000 escomptées.

P. J.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle 75015 Paris Tél. : (1) 46-55-29-27 Spécimen réservé sur demande contre 15 F en timbres

En filigrane



Les frères Lumière au Niger. — La poste du Niger a procédé à l'émission d'une série de trois timbres consacrée à Auguste et Louis Lumière, inventeurs du cinématographe et de la photo couleur, sur plaques autochromes.

Manifestations. — Bienne de l'aérostation « Lorraine 91 » et rassemblement de mille montgolfières du 26 juillet au 4 août, avec flammes illustrées et cachet temporaire (souvenir philatélique) : comité Philatélie-Rozler, B. Defer, 3, allée Saint-Médard, 57000 Metz.

Soixante-quinzième anniversaire du violoniste Yehudi Menuhin, présent à Reims, avec bureau de poste temporaire et oblitération à son effigie le

30 juillet, dans l'Espace Trésor de l'office de tourisme, 2, rue Guillaume-de-Machault, Reims (souvenir philatélique) : le Souvenir musical, 24, boulevard des Béguinottes, 75017 Paris.

Autour de Luc-Olivier Merson. — Joël Pérocheau, auteur de plusieurs ouvrages (la Sorcellerie en Vendée, 1978, Dictionnaire des rues des Sables-d'Olonne, 1986), annonce pour le fin de l'année un livre intitulé Autour de Luc-Olivier Merson. Il s'agit de la biographie d'une famille sur près de quatre siècles, dont Luc-Olivier Merson (1846-1920) en fut la personnalité la plus marquante. Grand prix de Rome en 1889, peintre à succès, élu à l'Académie des beaux-arts, il fit son entrée sous la Coupole en 1892. Il fut l'auteur d'une série de timbres-poste émis au début du siècle (Autour de Luc-Olivier Merson, 210 x 297 mm, 128 pages, disponible fin 1991, en souscription au prix de 150 F auprès de l'auteur, Joël Pérocheau, 51, rue Jean-Moulin, 85100 Les Sables-d'Olonne).

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Dimanche 28 juillet : Provins, 14 h : tableaux modernes. Sens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Versailles, chevre-léger, 14 h 15 : tableaux, mobilier.

PLUS LOIN

Samedi 27 juillet : Bayeux, 20 h 30 : orfèvrerie, bijoux. Caen, 14 h 30 : ernes. Contances, 14 h 30 : argenterie, bijoux. 20 h 30 : tapis d'orient. Divonne-les-Bains, tableaux, mobilier. Fécamp, 20 h 45 : art d'Asie, Pau, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Saint-Jean-de-Luz, 14 h 30 : mobilier, tableaux.

Dimanche 28 juillet : Avignon, 14 h 30 : extrême orient, archéologie. Bayeux, 14 h : mobilier, objets d'art. Beaulieu-sur-mer, 14 h 30 et 21 h : objets d'art, mobilier. Biarritz, 15 h : véhicules anciens. Deauville, 10 h et 14 h : mobilier, bijoux. Divonne-les-Bains, tableaux, mobilier. Granville, 14 h 30 : jouets, dentelles. Grasse, 14 h 30 : objets de vitrine, argenterie. L'Aligle, 14 h : tableaux modernes.

FOIRES ET SALONS

Cannes, Aix-les-Bains, Mèze (34). Le Molay-Littry, Chateau-Chinon, Tric-sur-Baïse (65), Apt.

مكتبة النجف

S A N S • V I S A

Les Kouriles du bout du monde



La ville-cantonement d'Itoourop, sur l'une des plus grandes îles des Kouriles du Sud

Les Kouriles, qui s'étendent sur 1200 kilomètres, du Kamtchatka, au nord, à l'île d'Hokkaido, au sud, sont l'une des régions les plus tourmentées du monde. Sur le plan politique, elles vivent encore à l'heure de la guerre froide : quatre îles du sud de l'archipel, occupées par les Soviétiques en 1945, sont revendiquées par les Japonais.

Le vent hurle rageusement dans les toitures. Quelque part dans la nuit claquent des volets. Malgré les doubles fenêtres l'air glacé s'insinue partout. Un chien, le dos courbé, à l'abri d'une façade, poursuit tant bien que mal son chemin sur la boue gelée, parfois plaqué au

mur par la bourrasque. Dans la lueur blême de la lune, l'enfilade des rues non éclairées renforce le caractère désolé du paysage : silhouettes sombres des maisons de bois, poteaux électriques de guingois. De l'un d'eux, un projecteur arraché, emporté par le vent au bout de son fil, lance pendant quelques minutes des faisceaux de lumière hagards vers le ciel avant de voler en éclats. Le déchaînement du vent dure toute la nuit. À l'aube, inopinément, le silence de la neige avait repris ses droits, troublé seulement par le croassement d'énormes corbeaux.

Yusno-Kourilsk, capitale de Kounachir, a le caractère des villes pinniales : cantonnement des volontés, le transitoire s'y est mué en défi. Perché sur son cap, au creux d'une baie surplombée des côtes majestueuses de volcans enjoints, elle n'est qu'un grand chantier : les soubassements de constructions neuves, interrompues ou abandonnées, voisinent avec des ruines tout aussi délaissées, les puissantes maisons de madriers avec des appentis brinquebalants, les plaques de béton de la place Lénine avec la fange des rues creusées d'ornières.

Peut-être parce qu'il faut d'abord survivre, attraper la vie à la volée, sans attendre que, à 10000 kilomètres de là, Moscou, uniquement préoccupé d'aspérer les ressources naturelles de l'archipel, songe à ces îles du brouillard, l'habitant des Kouriles n'a, semble-t-il, guère le temps de s'appréhender sur la décoloration des paysages qui l'entourent. Du moins de ceux qu'il a bâtis, de ceux qu'il saccage : comme ces plages dévastées qui semblent avoir été le théâtre d'un débarquement avec leurs carcasses de navire rouillées, leurs ferrailles et leurs bidons troués de balles après avoir servi de cibles à un détachement de soldats à l'entraînement.

Kounachir ou Itoourop, les plus grandes îles des Kouriles du Sud. Le contraste est grand entre ce qui porte la marque de la main de l'homme et une nature souvent superbe dans sa sauvagerie. Comme si l'homme, ses villes-cantonements et le socage indiscipliné de l'environnement auquel il se livre

étaient une manière de rendre la monnaie de sa pièce à cette nature rien moins qu'accueillante.

Terres de l'est de feu du Pacifique (s'étendant des Philippines jusqu'aux Aléoutiennes), les Kouriles ont plus de cent volcans, dont une quarantaine sont en activité. Ce sont des terres de stériles, de ruz de marée, de brouillards impenétrables en été, et de glaces six mois de l'année du côté de la mer d'Okhotsk. Non sans raison, les Aïnou (premiers habitants des îles) avaient fait des Kouriles les filles des forces telluriques et marines : selon leurs légendes, elles naquirent du jeu de divinités espiègles qui s'amusaient à jeter dans la mer des mottes de glaise puisées dans les entrailles de la terre.

Dans les Kouriles, Pluton et Neptune unissent parfois leurs forces contre l'homme : ainsi, en novembre 1946, lors de l'éruption du mont Sarychev, une énorme chape noire s'abattit sur Matsua et les îlots avoisinants. Elle était visible jusqu'à Petropavlovsk, à 700 kilomètres plus au nord. Tandis que la terre grondait, les habitants, terrifiés, ne purent même pas fuir, une mer démontée les emprisonnant sur l'île. Un sort analogue fut-il réservé à la communauté aïnou vivant au pied du majestueux mont Chacha, aux formes comparables par son harmonie au Fouji-San du Japon, et sans doute l'un des lieux les plus magiques, mais d'atteinte difficile, du nord de Kounachir ? C'est en tout cas un petit Pompéï, un village aïnou enseveli sous la lave, qui fut découvert en décembre dernier, raconte le directeur du musée de Yusno-Kourilsk, M. Fyodor Pyzhanov.

Les volcans sont à l'origine de l'une des curiosités naturelles des Kouriles : une multitude de sources d'eau chaude, dont certaines surgissent entre les rochers, ou de plages de sable chaud où les habitants s'amusaient parfois à faire cuire des œufs. Le bain de l'Empereur, dans les rochers, proche de l'une de ces plages chaudes, a une quinzaine de kilomètres au sud de Yusno-Kourilsk, tire son nom de la légende selon laquelle un empereur du

Japon y aurait pris un bain (aucun monarque nippon ne s'est en réalité rendu aux Kouriles). Lorsque la mer se retire, deux petits bassins apparaissent, où bouillonne une eau sulfureuse. Le plus petit est appelé le bain de l'Impératrice. Juste dans le prolongement... des bains, se dresse un pin.

Fortement, le docteur Tatiana Nikolaevna s'est employée depuis deux ans à restaurer l'ancien établissement thermal qui n'était que ruines. Dans les bains d'eau chaude en plein air, cernée par les neiges, on peut contempler la lune et les étoiles d'une nuit presque polaire (-15 degrés) dans la pure tradition des *rotenburo* japonais. A ceci près que les thermes de M^{me} Nikolaevna

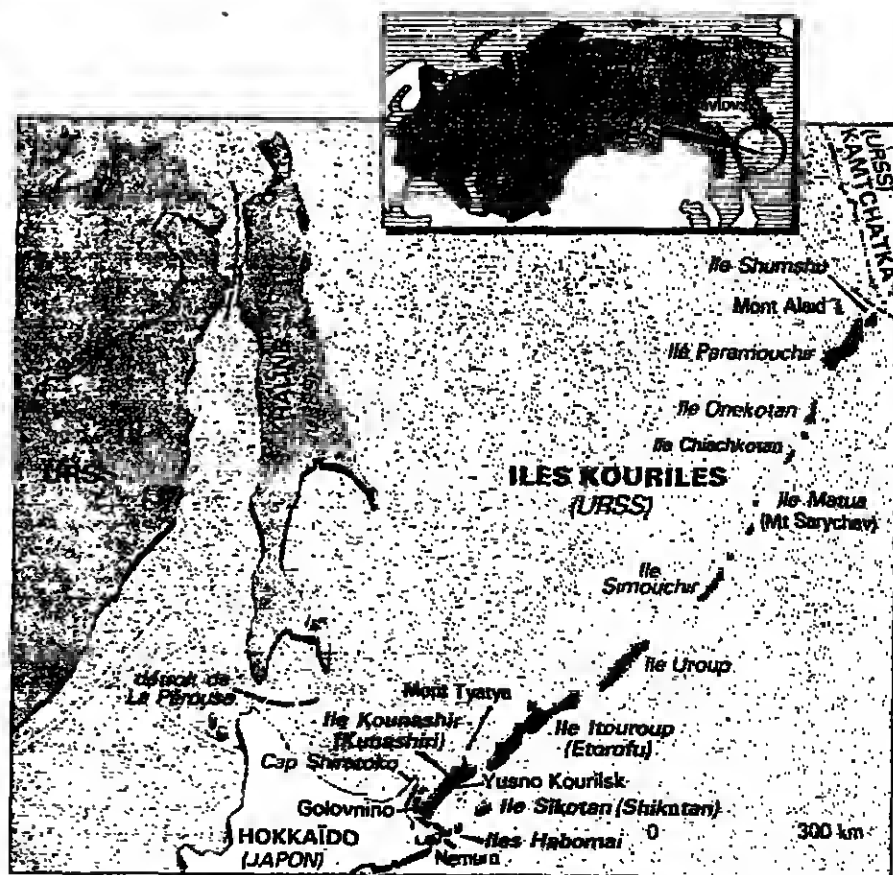
sont aujourd'hui situés sur le terrain d'une base militaire entourée de barbelés et qu'il faut une autorisation pour y accéder.

Lorsque, à la fin du dix-huitième siècle, au fil de ses pérégrinations, Jean-François de La Pérouse découvrit les Kouriles, il ne daigna même pas aborder à ces rochers, qu'il déclara « inhabitables ». Inhospitables, les Kouriles le sont assurément. Mais elles recèlent aussi une beauté primitive, rude. L'étonnante richesse de l'environnement se témoigne : des fjords de Sikotan aux lacs dans des cratères de Kounachir ou d'Itoourop, des eaux limpides des multitudes de rivières, que remontent des dizaines de millions de saumons au moment de la

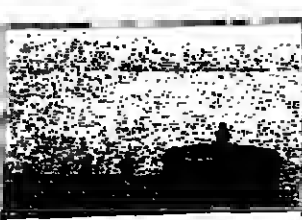
monte, aux farêts profondes, repaires des ours, en passant par les plantes et les herbes géantes que favorise la conjugaison d'un climat chaud et froid dû aux courants marins qui convergent au large de l'archipel.

Tout de tempêtes se sont formées dans cette région qu'elle fut baptisée le « laboratoire climatique de la planète ». La combinaison des éléments rend le climat particulièrement changeant : en quelques minutes, un ciel plombé peut s'éclaircir sous l'effet de vents coléreux s'engouffrant dans les détroits.

De notre envoyé spécial
Philippe Pons
Lire la suite page 12



AU SOMMAIRE



Livres d'été pour toute l'année p. 11
Le trombone, héroïque et martyr p. 10
Lisettes ou maquereaux, il faut choisir p. 13

Échelles (p. 10) • Table (p. 10)
Jeux (p. 14) • Table (p. 13)

is relief

La nuit de samedi à dimanche, les sauteurs de Miguel... semblait avoir... le second n'ayant... pour le maillot à... grimpeur.

CORINE LESNES

Die neuvième étape

Vitesse à 45-50 km/h (177 km)
Classement de l'étape. - 1 Dimitri... 18 min 28 s.
- 2... 19 min 11 s.
- 3... 19 min 11 s.
- 4... 19 min 11 s.
- 5... 19 min 11 s.
Classement Général. - 1 Miguel Indurain... 50 h 53 min 2 s.
- 2 Gianni... 51 h 14 min 28 s.
- 3... 51 h 14 min 28 s.
- 4... 51 h 14 min 28 s.
- 5... 51 h 14 min 28 s.

JUDO : les championnats du monde

De l'or pour Pascal Traineau

Pascal Traineau, champion national... le titre de... pour jour... sur le... le Vainqueur... Pascal Traineau... champion du monde du... ans... la dou... soufflet :... à su... qui... à... la de... antimo... 1990.

En filigrane

Clavier... 1990... 1991... 1992... 1993... 1994... 1995... 1996... 1997... 1998... 1999... 2000... 2001... 2002... 2003... 2004... 2005... 2006... 2007... 2008... 2009... 2010... 2011... 2012... 2013... 2014... 2015... 2016... 2017... 2018... 2019... 2020... 2021... 2022... 2023... 2024... 2025... 2026... 2027... 2028... 2029... 2030... 2031... 2032... 2033... 2034... 2035... 2036... 2037... 2038... 2039... 2040... 2041... 2042... 2043... 2044... 2045... 2046... 2047... 2048... 2049... 2050... 2051... 2052... 2053... 2054... 2055... 2056... 2057... 2058... 2059... 2060... 2061... 2062... 2063... 2064... 2065... 2066... 2067... 2068... 2069... 2070... 2071... 2072... 2073... 2074... 2075... 2076... 2077... 2078... 2079... 2080... 2081... 2082... 2083... 2084... 2085... 2086... 2087... 2088... 2089... 2090... 2091... 2092... 2093... 2094... 2095... 2096... 2097... 2098... 2099... 2100... 2101... 2102... 2103... 2104... 2105... 2106... 2107... 2108... 2109... 2110... 2111... 2112... 2113... 2114... 2115... 2116... 2117... 2118... 2119... 2120... 2121... 2122... 2123... 2124... 2125... 2126... 2127... 2128... 2129... 2130... 2131... 2132... 2133... 2134... 2135... 2136... 2137... 2138... 2139... 2140... 2141... 2142... 2143... 2144... 2145... 2146... 2147... 2148... 2149... 2150... 2151... 2152... 2153... 2154... 2155... 2156... 2157... 2158... 2159... 2160... 2161... 2162... 2163... 2164... 2165... 2166... 2167... 2168... 2169... 2170... 2171... 2172... 2173... 2174... 2175... 2176... 2177... 2178... 2179... 2180... 2181... 2182... 2183... 2184... 2185... 2186... 2187... 2188... 2189... 2190... 2191... 2192... 2193... 2194... 2195... 2196... 2197... 2198... 2199... 2200... 2201... 2202... 2203... 2204... 2205... 2206... 2207... 2208... 2209... 2210... 2211... 2212... 2213... 2214... 2215... 2216... 2217... 2218... 2219... 2220... 2221... 2222... 2223... 2224... 2225... 2226... 2227... 2228... 2229... 2230... 2231... 2232... 2233... 2234... 2235... 2236... 2237... 2238... 2239... 2240... 2241... 2242... 2243... 2244... 2245... 2246... 2247... 2248... 2249... 2250... 2251... 2252... 2253... 2254... 2255... 2256... 2257... 2258... 2259... 2260... 2261... 2262... 2263... 2264... 2265... 2266... 2267... 2268... 2269... 2270... 2271... 2272... 2273... 2274... 2275... 2276... 2277... 2278... 2279... 2280... 2281... 2282... 2283... 2284... 2285... 2286... 2287... 2288... 2289... 2290... 2291... 2292... 2293... 2294... 2295... 2296... 2297... 2298... 2299... 2300... 2301... 2302... 2303... 2304... 2305... 2306... 2307... 2308... 2309... 2310... 2311... 2312... 2313... 2314... 2315... 2316... 2317... 2318... 2319... 2320... 2321... 2322... 2323... 2324... 2325... 2326... 2327... 2328... 2329... 2330... 2331... 2332... 2333... 2334... 2335... 2336... 2337... 2338... 2339... 2340... 2341... 2342... 2343... 2344... 2345... 2346... 2347... 2348... 2349... 2350... 2351... 2352... 2353... 2354... 2355... 2356... 2357... 2358... 2359... 2360... 2361... 2362... 2363... 2364... 2365... 2366... 2367... 2368... 2369... 2370... 2371... 2372... 2373... 2374... 2375... 2376... 2377... 2378... 2379... 2380... 2381... 2382... 2383... 2384... 2385... 2386... 2387... 2388... 2389... 2390... 2391... 2392... 2393... 2394... 2395... 2396... 2397... 2398... 2399... 2400... 2401... 2402... 2403... 2404... 2405... 2406... 2407... 2408... 2409... 2410... 2411... 2412... 2413... 2414... 2415... 2416... 2417... 2418... 2419... 2420... 2421... 2422... 2423... 2424... 2425... 2426... 2427... 2428... 2429... 2430... 2431... 2432... 2433... 2434... 2435... 2436... 2437... 2438... 2439... 2440... 2441... 2442... 2443... 2444... 2445... 2446... 2447... 2448... 2449... 2450... 2451... 2452... 2453... 2454... 2455... 2456... 2457... 2458... 2459... 2460... 2461... 2462... 2463... 2464... 2465... 2466... 2467... 2468... 2469... 2470... 2471... 2472... 2473... 2474... 2475... 2476... 2477... 2478... 2479... 2480... 2481... 2482... 2483... 2484... 2485... 2486... 2487... 2488... 2489... 2490... 2491... 2492... 2493... 2494... 2495... 2496... 2497... 2498... 2499... 2500... 2501... 2502... 2503... 2504... 2505... 2506... 2507... 2508... 2509... 2510... 2511... 2512... 2513... 2514... 2515... 2516... 2517... 2518... 2519... 2520... 2521... 2522... 2523... 2524... 2525... 2526... 2527... 2528... 2529... 2530... 2531... 2532... 2533... 2534... 2535... 2536... 2537... 2538... 2539... 2540... 2541... 2542... 2543... 2544... 2545... 2546... 2547... 2548... 2549... 2550... 2551... 2552... 2553... 2554... 2555... 2556... 2557... 2558... 2559... 2560... 2561... 2562... 2563... 2564... 2565... 2566... 2567... 2568... 2569... 2570... 2571... 2572... 2573... 2574... 2575... 2576... 2577... 2578... 2579... 2580... 2581... 2582... 2583... 2584... 2585... 2586... 2587... 2588... 2589... 2590... 2591... 2592... 2593... 2594... 2595... 2596... 2597... 2598... 2599... 2600... 2601... 2602... 2603... 2604... 2605... 2606... 2607... 2608... 2609... 2610... 2611... 2612... 2613... 2614... 2615... 2616... 2617... 2618... 2619... 2620... 2621... 2622... 2623... 2624... 2625... 2626... 2627... 2628... 2629... 2630... 2631... 2632... 2633... 2634... 2635... 2636... 2637... 2638... 2639... 2640... 2641... 2642... 2643... 2644... 2645... 2646... 2647... 2648... 2649... 2650... 2651... 2652... 2653... 2654... 2655... 2656... 2657... 2658... 2659... 2660... 2661... 2662... 2663... 2664... 2665... 2666... 2667... 2668... 2669... 2670... 2671... 2672... 2673... 2674... 2675... 2676... 2677... 2678... 2679... 2680... 2681... 2682... 2683... 2684... 2685... 2686... 2687... 2688... 2689... 2690... 2691... 2692... 2693... 2694... 2695... 2696... 2697... 2698... 2699... 2700... 2701... 2702... 2703... 2704... 2705... 2706... 2707... 2708... 2709... 2710... 2711... 2712... 2713... 2714... 2715... 2716... 2717... 2718... 2719... 2720... 2721... 2722... 2723... 2724... 2725... 2726... 2727... 2728... 2729... 2730... 2731... 2732... 2733... 2734... 2735... 2736... 2737... 2738... 2739... 2740... 2741... 2742... 2743... 2744... 2745... 2746... 2747... 2748... 2749... 2750... 2751... 2752... 2753... 2754... 2755... 2756... 2757... 2758... 2759... 2760... 2761... 2762... 2763... 2764... 2765... 2766... 2767... 2768... 2769... 2770... 2771... 2772... 2773... 2774... 2775... 2776... 2777... 2778... 2779... 2780... 2781... 2782... 2783... 2784... 2785... 2786... 2787... 2788... 2789... 2790... 2791... 2792... 2793... 2794... 2795... 2796... 2797... 2798... 2799... 2800... 2801... 2802... 2803... 2804... 2805... 2806... 2807... 2808... 2809... 2810... 2811... 2812... 2813... 2814... 2815... 2816... 2817... 2818... 2819... 2820... 2821... 2822... 2823... 2824... 2825... 2826... 2827... 2828... 2829... 2830... 2831... 2832... 2833... 2834... 2835... 2836... 2837... 2838... 2839... 2840... 2841... 2842... 2843... 2844... 2845... 2846... 2847... 2848... 2849... 2850... 2851... 2852... 2853... 2854... 2855... 2856... 2857... 2858... 2859... 2860... 2861... 2862... 2863... 2864... 2865... 2866... 2867... 2868... 2869... 2870... 2871... 2872... 2873... 2874... 2875... 2876... 2877... 2878... 2879... 2880... 2881... 2882... 2883... 2884... 2885... 2886... 2887... 2888... 2889... 2890... 2891... 2892... 2893... 2894... 2895... 2896... 2897... 2898... 2899... 2900... 2901... 2902... 2903... 2904... 2905... 2906... 2907... 2908... 2909... 2910... 2911... 2912... 2913... 2914... 2915... 2916... 2917... 2918... 2919... 2920... 2921... 2922... 2923... 2924... 2925... 2926... 2927... 2928... 2929... 2930... 2931... 2932... 2933... 2934... 2935... 2936... 2937... 2938... 2939... 2940... 2941... 2942... 2943... 2944... 2945... 2946... 2947... 2948... 2949... 2950... 2951... 2952... 2953... 2954... 2955... 2956... 2957... 2958... 2959... 2960... 2961... 2962... 2963... 2964... 2965... 2966... 2967... 2968... 2969... 2970... 2971... 2972... 2973... 2974... 2975... 2976... 2977... 2978... 2979... 2980... 2981... 2982... 2983... 2984... 2985... 2986... 2987... 2988... 2989... 2990... 2991... 2992... 2993... 2994... 2995... 2996... 2997... 2998... 2999... 3000... 3001... 3002... 3003... 3004... 3005... 3006... 3007... 3008... 3009... 3010... 3011... 3012... 3013... 3014... 3015... 3016... 3017... 3018... 3019... 3020... 3021... 3022... 3023... 3024... 3025... 3026... 3027... 3028... 3029... 3030... 3031... 3032... 3033... 3034... 3035... 3036... 3037... 3038... 3039... 3040... 3041... 3042... 3043... 3044... 3045... 3046... 3047... 3048... 3049... 3050... 3051... 3052... 3053... 3054... 3055... 3056... 3057... 3058... 3059... 3060... 3061... 3062... 3063... 3064... 3065... 3066... 3067... 3068... 3069... 3070... 3071... 3072... 3073... 3074... 3075... 3076... 3077... 3078... 3079... 3080... 3081... 3082... 3083... 3084... 3085... 3086... 3087... 3088... 3089... 3090... 3091... 3092... 3093... 3094... 3095... 3096... 3097... 3098... 3099... 3100... 3101... 3102... 3103... 3104... 3105... 3106... 3107... 3108... 3109... 3110... 3111... 3112... 3113... 3114... 3115... 3116... 3117... 3118... 3119... 3120... 3121... 3122... 3123... 3124... 3125... 3126... 3127... 3128... 3129... 3130... 3131... 3132... 3133... 3134... 3135... 3136... 3137... 3138... 3139... 3140... 3141... 3142... 3143... 3144... 3145... 3146... 3147... 3148... 3149... 3150... 3151... 3152... 3153... 3154... 3155... 3156... 3157... 3158... 3159... 3160... 3161... 3162... 3163... 3164... 3165... 3166... 3167... 3168... 3169... 3170... 3171... 3172... 3173... 3174... 3175... 3176... 3177... 3178... 3179... 3180... 3181... 3182... 3183... 3184... 3185... 3186... 3187... 3188... 3189... 3190... 3191... 3192... 3193... 3194... 3195... 3196... 3197... 3198... 3199... 3200... 3201... 3202... 3203... 3204... 3205... 3206... 3207... 3208... 3209... 3210... 3211... 3212... 3213... 3214... 3215... 3216... 3217... 3218... 3219... 3220... 3221... 3222... 3223... 3224... 3225... 3226... 3227... 3228... 3229... 3230... 3231... 3232... 3233... 3234... 3235... 3236... 3237... 3238... 3239... 3240... 3241... 3242... 3243... 3244... 3245... 3246... 3247... 3248... 3249... 3250... 3251... 3252... 3253... 3254... 3255... 3256... 3257... 3258... 3259... 3260... 3261... 3262... 3263... 3264... 3265... 3266... 3267... 3268... 3269... 3270... 3271... 3272... 3273... 3274... 3275... 3276... 3277... 3278... 3279... 3280... 3281... 3282... 3283... 3284... 3285... 3286... 3287... 3288... 3289... 3290... 3291... 3292... 3293... 3294... 3295... 3296... 3297... 3298... 3299... 3300... 3301... 3302... 3303... 3304... 3305... 3306... 3307... 3308... 3309... 3310... 3311... 3312... 3313... 3314... 3315... 3316... 3317... 3318... 3319... 3320... 3321... 3322... 3323... 3324... 3325... 3326... 3327... 3328... 3329... 3330... 3331... 3332... 3333... 3334... 3335... 3336... 3337... 3338... 3339... 3340... 3341... 3342... 3343... 3344... 3345... 3346... 3347... 3348... 3349... 3350... 3351... 3352... 3353... 3354... 3355... 3356... 3357... 3358... 3359... 3360... 3361... 3362... 3363... 3364... 3365... 3366... 3367... 3368... 3369... 3370... 3371... 3372... 3373... 3374... 3375... 3376... 3377... 3378... 3379... 3380... 3381... 3382... 3383... 3384... 3385... 3386... 3387... 3388... 3389... 3390... 3391... 3392... 3393... 3394... 3395... 3396... 3397... 3398... 339

Les coulisses du trombone

QUELQUE, qui s'était intéressé à la « doradole » de vie que mènent les poissons, les cavericoles notamment, créatures enfermées pour toujours dans les parkings abyssaux des océans primitifs, aurait pu, sans forcer beaucoup son instinct de curiosité, nous faire frémir aux épreuves endurées par cette autre fratrie, savamment plus prisonnière de la surface que l'autre ne le sera jamais des profondeurs : le trombone.

Les temps de solitude qu'offrent, au bureau, les mortes-eaux des périodes estivales, sont particulièrement propices à son utilisation et à l'étude du sort que nous lui réservons tout au long de l'année. Enfin seul avec lui, nous pouvons le tourner en toute sérénité, sans avoir à supporter la présence de témoins, toujours désobligeante quand il s'agit de mener à son terme un aussi minable forfait.

Ce bout de fil de fer qui lie notre travail est coudé à la juste géométrie de ce que nous sommes : torus. Son créateur, dont le nom a fini par disparaître dans le limon de l'ingéniosité industrielle, savait-il qu'avec ce gri-gri qu'il offrait à nos doigts oerveux il inventait le seul objet capable de fléchir avec précision les écarts de cap et les moments d'égarement que nous commettons tout au long de la circumnavigation de nos journées ? Instrument véritablement égal chez lequel le devoir de servir se double d'une étrange invitation au martyre, comme si l'esprit limpide qui en avait trouvé l'épure avait voulu, ce nous incitant à en déplier ou à en rompre le mécanisme, offrir une plage d'apaisement à nos cabrements maniaco-dépressifs.

Il ne viendrait à l'esprit d'aucun

violent de s'attaquer de face à une épingle ou à une punaise ; le trombone, lui, de complexion souple et maniable, est la victime expiatoire de tous les désagréments que nous ressentons à être plus souvent placés à une table de travail en ville que bergers sur les hauts du Larzac. Souffre-douleur émérite, sa placidité nous a toujours fait penser qu'il était dépourvu de toute espèce de mémoire, donc d'aucun quelconque esprit de revanche. Témoin discret de nos surchauffes ou de nos désespoirs, il semble avoir été placé là en exil pour les bonnes et mauvaises pensées avec lesquelles nous élevons le tumulte qui recouvre notre temps de réussite ou de labeur vaio. Perpétuellement recommencé, parce que perpétuellement détruit, il se dooce à nos âmes troublées sous un jour de désenchantement ironique qui non seulement admet, mais autorise son sacrifice.

DÉTRUITE dès son entrée dans la vie active, une grosse partie de la production part à la casse avant tout emploi conforme à sa vocation — assurant ainsi *a contrario*, la survie et le renouvellement de l'espèce. Il n'y a pas de technique particulière pour mettre à mal un objet, répétons-le, docile et de caractère plutôt altruiste ; chacun reste libre — encore un avantage — de le détruire à sa guise et selon son humeur. On l'attaque générale-

ment par l'extérieur, lui faisant prendre une forme bancale qui, pour lui, n'annonce rien de bon. Après, le champ est libre, la route, pour ainsi dire, ouverte ; l'écartèlement peut commencer et, à sa suite, une multitude de possibilités : dessoudement brutal, pliage des avant-bras avec torsion latérale des triceps, mise à l'équerre, double boucle dite à la papillon, élongation, formatage au carré, façon-

nage en triangle, arrondi puis sectionnement par le centre, bref, tout ce que des esprits malades peuvent déployer d'irrationnel pour faire passer un mauvais moment à un innocent. Après réflexion, certains tortionnaires semblent vouloir revenir sur leur mauvaise action et tentent, quelquefois avec succès, de redonner un visage convenable à leur victime ; mais le ressort est brisé, la souplesse amoindrie, la



forme gauchie. Tout de même, on voit des gueules cassées reprendre du service et se remettre bravement sur les rangs, au risque de retomber sur un salopard fébrile et d'y laisser cette fois leur peau pour de bon.

Mais il y a peut-être pire pour lui que les services grossiers que le prédateur de base lui impose. Voici l'entrée en scène d'une autre forme de tueur, plus souple mais non moins redoutable : l'enchaînement. Deux écoles : le fabricant de chapiteaux et l'arpenteur. Le jeu du premier consiste à rassembler plusieurs victimes entre elles, et à jouer avec la pièce d'acastillage ainsi constituée de longs et fiévreux dialogues où il est question de plan de carrière, de revanche à prendre sur la vie ou plus simplement de l'existence de Dieu. Les prières et les incantations terminées, les malheureux rejoignent la corbeille à papier, emportant les secrets et les confidences de l'homme en peine. L'arpenteur, lui, vise l'exploit : rendre prisonniers entre eux le plus possibles d'animalcules pour les muscler dans leurs fonctions et faire perdre patience à l'utilisateur orthodoxe qui viendrait en piocher dans la sébile. Ici, le trombone possède encore toutes ses facultés et pourrait répondre à tous ses devoirs, mais le temps qu'il faudrait passer à sa levée d'écrou le condamne plus sûrement encore

que son élimination au coup par coup. Hécatombe.

Socialement, le rôle du trombone n'est plus à démentir, et l'on voit mal, dans une fin de siècle encombrée d'échecs, que les augures n'aient pas prévus, ce qui pourrait en ralentir la propagation. Frère compagnon du doute, il armature notre anxiété vagabonde et donne à nos frayeurs les moyens de s'exprimer : c'est ici le signe de la réussite de savoir proposer au bon moment ce qui convient le mieux à l'époque. Il honore aujourd'hui la planète. On le rencontre, on le trouve partout. Musclé à Moscou, coloré à New-York, il est surproduit avec allégresse et, hormis pour certains pays recués à régime bureaucratique encore sévère, de circulation libre et professionnelle.

De ce côté-ci de la papeterie et de l'administration républicaines, les mémoires les mieux disposées à ne retenir que l'insignifiant se souviennent de lui sous la formule d'« agrafe de belle-mère » ; le Grand Larousse des années 30 l'ignore, n'accordant au mot que les qualités requises pour être l'instrument à vent que l'on sait, et dont il faut penser qu'il tire son patronyme. Quand arrive-t-il dans le jargon des ronds-de-cuir, quand réunit-il pour la première fois plusieurs feuillets entre eux ? Personne ne peut vraiment le dire. Et c'est aussi bien pour ce minuscule de ne pas avoir de paternité formellement reconnue, lui qui survit à tout et sera sans doute, pour les visiteurs de notre future planète étendue, l'une des énigmes, ethnologiquement, les plus délicates à déchiffrer.

Jean-Pierre Quélin

ESCALES

L'envol de Nausicaä

On connaît Nausicaä, fille du roi Alcinoo et héroïne d'un des épisodes de l'*Odyssée*. Celle qui, si Ulysse n'avait déjà été uni à Pénélope, aurait volontiers épousé l'intrépide navigateur. Depuis le 18 mai, Nausicaä, c'est également, posé au bord de la Manche, à Boulogne-sur-Mer très exactement, un lieu magique qui, en soixante-cinq jours d'existence, a vu plus de 230 000 visiteurs plonger dans les entrailles de cette cathédrale engloutie pour un fascinant voyage au sein de la Planète bleue. Un chiffre record, qui fait de ce nouveau site touristique du Nord-Pas-de-Calais l'un des plus visités de l'Hexagone, à l'égal de la Géode ou du Mout-Saint-Michel. De quoi se proclamer le « Beaubourg » de l'univers marin. Une fierté et un succès amplement justifiés, tant ce Centre national de la mer, consacré à la découverte de l'océan et résultat d'une œuvre collective, ambitieuse et européenne, marie la connaissance et la vulgarisation scientifiques, l'audace et l'intelligence architecturales la mise en scène raffinée d'une véritable exposition-spectacle. Ici, en effet, tout a été conçu pour que le visiteur voit, entende, écoute, comprenne et respecte la mer. Par le biais d'une architecture originale (celle de Jacques Rougerie, l'homme qui rêve d'habiter la mer), d'une scénographie sophistiquée (celle de Christian Le Conte) et d'un environnement sonore étrange et envoûtant signé Michel Redolfi, Luc Martinez et Michel Pascal. Au-delà des aquariums où sont présentées près de trois mille espèces, du lagon corallien, du diamant de verre où évoluent les thons, du ballet des requins et de tout ce qui en fait un exceptionnel « produit d'appel » pour le public, Nausicaä se veut également un centre culturel au sens large du terme et une banque de données accessibles à tous, mais plus particulièrement à ceux pour qui la mer est aussi un travail, ainsi que le rappelle aux visiteurs la reconstitution d'une pêche nocturne et agitée en mer du Nord. Ouverts tous les jours de 10 h à 20 h jusqu'au

30 septembre, puis de 10 h à 18 h. Nausicaä est à 250 km de Paris et bien desservi par le train. Renseignements au 21-30-98-98 ou à la Maison du Nord-Pas-de-Calais, à Paris (tél. : 47-70-59-62) et, pour Boulogne et son château-musée, à l'Office du tourisme, au 21-31-68-38.

Destinations planche

C'est en observant les meilleurs que l'on s'améliore, en planche à



voile comme dans tous les sports. Une règle qui explique pourquoi le voyageur Peter Stuyvesant Travel (tél. : 46-62-62-00), parrain et coorganisateur d'un certain nombre d'épreuves de la Coupe du monde de funboard, a décidé de programmer des déplacements sur les meilleurs « spots » de pratique de la planche à voile, à l'occasion des compétitions qui rassemblent l'élite de cette discipline. Histoire de permettre aux mordus plus ou moins expérimentés d'étudier, sur le terrain, la technique des Robby Naish, Bjorn Dunkerbeck, Erik Thiemé et autres Nathalie Simon, voire, si l'oo a le niveau requis pour cela, de naviguer au milieu de ces champions sur les plans d'eau qui entourent la zone des compétitions. Également au programme de ces voyages la participation aux nombreuses activités qui accompagnent les épreuves de la Coupe du monde : cérémonie d'ouverture, remise des

prix, etc. Autant d'occasions de faire la connaissance de champions qui n'ont pas encore la « grosse tête ». Les deux prochaines épreuves se dérouleront aux Canaries. Du 28 juillet au 4 août, sur l'île de Tenerife (à partir de 4 200 F la semaine, vol et transfert compris, dans l'hôtel El Cabezito situé sur la plage même où se dérouleront les compétitions), et, du 9 au 17 août, à Fuerteventura, la plus sauvage et la plus africaine des îles canariennes (à partir de 5 850 F la semaine, en demi-pension, vol

rencontres miraculeuses et expériences éblouissantes, à Conques, Moissac, Roncevaux et ailleurs, atteindra enfin Saint-Jacques-de-Compostelle. Métamorphosé, il portera alors sur le monde un regard nouveau. Aujourd'hui, Guilhem est de retour, à Rodez très exactement, où il a succédé, depuis le 23 juillet, à « Aotoine Colioet, compagnon bâtisseur », comme héros du grand spectacle estival organisé chaque été, depuis trois ans, par la capitale de l'Aveyron. À partir d'un scénario et de dialogues rédigés par Marc Censi, maire de la ville et président du conseil régional Midi-Pyrénées, Claude Moreau, le metteur en scène, a conçu treize tableaux illustrant les étapes de la prise de conscience de l'intrépide troubadour. Un décor à multiples facettes et un espace de 7 000 m² permettent d'alterner scènes intimistes et vastes fresques moyenâgeuses où la vie des pèlerins de l'époque est soigneusement restituée. L'intervention de chanteurs, notamment celle du soprano Cyrille Gerstenhaber, et de l'Ensemble médiéval de Toulouse ajoutent encore à l'émotion d'un spectacle interprété par dix professionnels et 180 amateurs. Ces derniers, regroupés au sein de l'association Le Parvis, animée par Danielle Dastugue, font partie du millier de bénévoles qui, pendant huit mois, ont enfanté le spectacle et coactionné les 830 costumes de cette œuvre vivante, populaire et de qualité. Les représentations se poursuivront le 27 juillet puis du 5 au 11 août, à 21 h 45, dans le parc de Combèlles, à 4 km de Rodez (navettes gratuites à l'aller comme au retour). Les gradins, équipés de « fauteuils coque », peuvent accueillir 3 600 spectateurs, et le parking gardé permet de garer 1 500 véhicules. Prix des places : de 80 à 130 F. Réservation à l'Office de tourisme, place Foch, par téléphone au 65-68-02-27 et par correspondance : BP 511, 12005 Rodez Cedex.

Sur les pas de Guilhem

L'histoire se passe au XIII^e siècle. Guilhem, jeune écuyer et troubadour, esprit vif et langue déliée, est chassé de la brillante cour du comte Henri II de Rodez avec, pour tout vaticque, ces mots : « Cherche au fond de toi l'homme que tu dois devenir. » Sur les chemins du sud de l'Europe, rocaillieux et semés d'embûches, Guilhem, après force péripéties,

rencontres miraculeuses et expériences éblouissantes, à Conques, Moissac, Roncevaux et ailleurs, atteindra enfin Saint-Jacques-de-Compostelle. Métamorphosé, il portera alors sur le monde un regard nouveau. Aujourd'hui, Guilhem est de retour, à Rodez très exactement, où il a succédé, depuis le 23 juillet, à « Aotoine Colioet, compagnon bâtisseur », comme héros du grand spectacle estival organisé chaque été, depuis trois ans, par la capitale de l'Aveyron. À partir d'un scénario et de dialogues rédigés par Marc Censi, maire de la ville et président du conseil régional Midi-Pyrénées, Claude Moreau, le metteur en scène, a conçu treize tableaux illustrant les étapes de la prise de conscience de l'intrépide troubadour. Un décor à multiples facettes et un espace de 7 000 m² permettent d'alterner scènes intimistes et vastes fresques moyenâgeuses où la vie des pèlerins de l'époque est soigneusement restituée. L'intervention de chanteurs, notamment celle du soprano Cyrille Gerstenhaber, et de l'Ensemble médiéval de Toulouse ajoutent encore à l'émotion d'un spectacle interprété par dix professionnels et 180 amateurs. Ces derniers, regroupés au sein de l'association Le Parvis, animée par Danielle Dastugue, font partie du millier de bénévoles qui, pendant huit mois, ont enfanté le spectacle et coactionné les 830 costumes de cette œuvre vivante, populaire et de qualité. Les représentations se poursuivront le 27 juillet puis du 5 au 11 août, à 21 h 45, dans le parc de Combèlles, à 4 km de Rodez (navettes gratuites à l'aller comme au retour). Les gradins, équipés de « fauteuils coque », peuvent accueillir 3 600 spectateurs, et le parking gardé permet de garer 1 500 véhicules. Prix des places : de 80 à 130 F. Réservation à l'Office de tourisme, place Foch, par téléphone au 65-68-02-27 et par correspondance : BP 511, 12005 Rodez Cedex.

Sélection établie par Patrick Francis et Danièle Tramard

TÉLEX

Les singes à l'honneur à Thoiry avec l'ouverture, dans ce parc zoologique situé à l'ouest de Paris, dans les Yvelines, d'un circuit parcourant un territoire réservé à 80 primates de trois espèces différentes (macaques d'Indonésie, mandrills africains et, au début de l'automne, makis-cattas (lémuriens malgaches) évoluant en liberté dans les chênes centenaires du domaine. Renseignements au 34-87-52-25.

Heures-gardiennes gratuites pour les enfants de deux à six ans dans deux des châteaux de la Loire les plus visités, Chambord (jusqu'au 15 septembre) et Chaumont-sur-Loire, pendant les week-ends d'août. Une initiative estivale de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, dans le cadre de la politique d'amélioration de l'accueil des visiteurs.

Une véritable agence de voyages par téléphone, c'est ce que l'American Express propose aux détenteurs de la Gold Card qui, pour 1 100 F par an, bénéficient d'un service personnalisé, de tarifs préférentiels, d'une livraison gratuite des billets, d'assurances gratuites couvrant notamment les aléas aériens et les pertes de bagages ainsi que d'un service prioritaire de taxi. Sans oublier des voyages inédits et exclusifs à Berlin, Vienne, Venise ou Monaco. Renseignements au 47-77-73-00.

Safari photo et pêche sportive à l'hôtel Royal Riviera (tél. : 93-01-20-20) de Saint-Jean-Cap Ferrat avec, jusqu'au 30 septembre, un forfait week-end comprenant 2 nuits en chambre double et vue sur la mer, les petits-déjeuners, un déjeuner et un panier-repas pour la sortie en mer qui permet de s'adonner à la pêche au thon et d'observer les baleines, orques et dauphins qui croisent au large. Forfait 2 personnes, 9 360 F, 4 personnes, 13 720 F. À ajouter environ 1 000 F pour le carburant.

L'Atlas routier de la France Hellweg (79 F) bénéficie d'un format pratique (24 cm x 13 cm) et d'une présentation sous forme de livret à spirale qui en facilite la consultation en voiture. Autre atout : ses cartes des

agglomérations urbaines et des principales villes de l'Hexagone. Les cartes routières sont au 1/750 000.

Nouvelle collection de petits guides pratiques (52 F) chez Arthaud avec des « Voyages » à New-York, à Venise, à Moscou et Lénigrad, au Mexique, au Kenya, en Yougoslavie. Nombreuses informations sur ce qu'il faut voir, acheter ou manger et sur l'hébergement, la météo et les principales manifestations. A signaler des chapitres sur les enfants et les petits budgets.

Les régions et les villes françaises au péage fin chez Hachette avec les nouvelles éditions, enrichies et illustrées, des Guides bleus (228 F) sur l'Aquitaine, la Bretagne, le Centre (châteaux de la Loire), le Languedoc-Roussillon, le Midi-Pyrénées, la Normandie, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Rhône-Alpes et des Guides du routard (64 F) sur le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon et le Sud-Ouest. Dans la série « Sites et villes de France » (49 F), Albi et Cordes, Annecy et son lac, Bayonne et Biarritz, Carcassonne et le pays cathare, Chambord, Colmar, Dijon, Fontainebleau, Grooble, Lascaux, Les Eyzies et la vallée de la Vézère, Montpellier, Le Mont-Saint-Michel, Nîmes, Reones, Strasbourg et Toulouse.

La Bretagne sur Minital au 3615 ARMOR, un nouveau serveur qui permet les réservations de dernière minute dans les Côtes-d'Armor. On peut y consulter l'offre touristique de l'ensemble du département (hôtels, locations immobilières, campings, mobile homes, chalets) ainsi que de nombreuses informations locales. La réservation faite, le contrat est envoyé dans les quarante-huit heures. Un service également accessible par téléphone au 96-62-72-15.

Le Guide Gîtes et refuges, d'Annick et Serge Mouraret, aux éditions La Cadole (100 F), présente 3 300 hébergements (dont 600 dans les régions frontalières) destinés plus particulièrement aux adeptes des sports de nature.

Bonnes pages d'été pour toute l'année

Gens des Antilles, fleuve indien, solitudes du Balouchistan ou d'Arabie, cédres du Liban, peintres du Maroc, Wang chez le Négué, sans oublier une Italienne en Egypte médiévale, sont au menu d'ouvrages ou d'albums bien partis pour passer le cap de la rentrée après avoir pimenté les vacances.

MARIE-REINE DE JAHAM appartient à une vieille famille bédouine de la Martinique, les pieds-noirs de là-bas, sans que les bédouins soient encore plus intéressés par les anciens colons européens du Maghreb... Blanche, Marie-Reine est au point de ressembler à Joséphine de Beauharnais. Pas étonnant, elle appartient au même clan de planteurs titrés que la première impératrice des Français.



Marie-Reine de Jaham

liront particulièrement volontiers tous ceux qui ont vu le fleuve-dieu de l'Inde mais n'ont pu, bien sûr, vivre avec lui, comme l'a fait Bernard Pierre, de ses premières

naïses (il y a cependant une région baloutche en Iran, mais qui appartient jadis à l'Empire des Indes. Philippe Fabry, ancien responsable d'un organisme humanitaire au service des Afghans, a pu parcourir et photographier cette immense contrée allant de la brillante mer d'Oman aux sommets de 3 500 mètres, dominant Quetta, chef-lieu du Balouchistan pakistanais.

Il se a rapporté un album de clichés couleur brièvement commentés (les précisions géographiques manquent cruellement, le Balouchistan n'est tout de même pas la Côte d'Azur!) mais généralement prenant de sauvage beauté avec leurs steppes poudrées de neige, leurs oasis nées d'un coup de pluie, leurs austères paysans barbus se déplaçant dans des camions aux tons criards de perroquet. Ces sols craquelés, ces plages vides qui virent passer Alexandre le Grand et ses soldats et, au-delà, Napoléon I^{er} s'interessa, ont conservé toute leur inhospitalière grandeur (*Balouchistan, le désert insoumis*, Nathan, 145 p. 28x30, avec 120 photos, 375 F.).

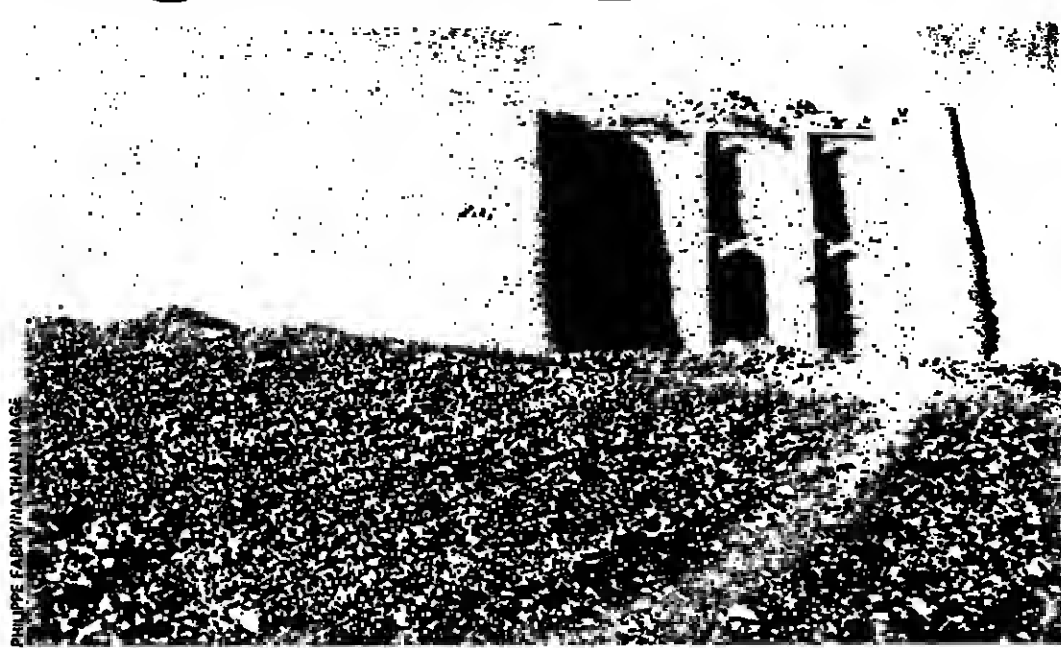
ginations citadines (*Bédouins, nomades d'Arabie*, Planète, 120 pages grand format avec autant de photos couleur, 195 F.).

A l'autre bout de l'« empire islamique », Maurice Arama, auteur d'un honorable *Maroc de Delacroix*, a réalisé un travail encyclopédique dont le résultat est séduisant : recenser les peintres occidentaux qui, des orientalistes à Dufy ou Matisse, ont trouvé, au royaume chrétien, des sources et des thèmes d'inspiration. L'ancien directeur de l'Ecole des beaux-arts de Casablanca, lui-même né à Meknès en 1934, nous livre donc une volée de reproductions de toiles célèbres ou inconnues ; l'histoire de cette peinture aux bleus insupportables de cruauté et aux bruns si doux ; des fiches biographiques sur plusieurs dizaines d'artistes européens ayant séjourné au Maroc entre 1830 (Delacroix) et 1940 (Nicolas de Staël). La moisson est superbe et donne une idée du « détonateur » marocain sur une partie de la peinture occidentale de la première partie de ce siècle : Van Dongen, Marquet, Jacques Majorelle, etc. Tout l'ouvrage est un voyage de décou-

nages en Egypte du quatorzième au dix-septième siècle. Tout y est, avec une érudition très large, très fine, qui semblerait fastidieuse à certains mais qui s'avère nécessaire si on veut approfondir cet éternel engorgement de l'Occident vers cette civilisation égyptienne à dire vrai unique (*Egypte. La Mémoire et le Rêve. Itinéraires d'un voyage*, 1320-1601, Editions Léo Olschki, Florence, Italie, 655 p.).

Pour compléter cette petite bibliothèque d'une ou plusieurs saisons, restons au Levant, restons sous le charme d'une plume féminine savante et plaçons-nous sous l'ombre délicieusement épaisse du *Cèdre du Liban* en compagnie de notre jeune consœur levantine Désirée Aziz. C'est une très agréable encyclopédie littéraire, historique et botanique sur cet arbre biblique et moderne, ornée de splendides clichés couleur panoramiques et de tous les textes que l'auteur a pu trouver sur le *Cèdre*, du *Cantique des cantiques* à Khalil Gibran, de Lamartine à Laurent d'Arvieux, ce chevalier provençal, consul de Louis XIV à Tripoli du Liban, qui rappelle qu'en son temps les chrétiens coupant même une partie de l'arbre-symbole étaient excommuniés... L'Eglise, aujourd'hui, serait bien inspirée de retrouver, au Liban et ailleurs, son ancienne veine écologiste! (*Le Cèdre du Liban*, Ouest-France, Rennes, 139 p. grand format avec autant de photos couleur, 350 F.).

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



Ruine islamique dans le désert du Balouchistan

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, lumineux.
TV couleur. Tél. direct, minibar.

MANDELIU - LA NAPOULE

ROCHER SOLEIL
RÉSIDENCE HÔTELIÈRE

STUDIOS, 2 et 3 pièces
de très grand confort, climatisés.
Bar, restaurant, salon, tennis privés,
piscine, sauna, salle de gym.
Face au golf, à 800 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS :
(06-1) 44-01-60-68.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western *****
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
Climatisé, insonorisé, lumineux.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-57-63-66 - Tél. 47044.
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-68.
Plaisance, centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05380 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉRAN
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, randonnées
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-83-71.

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Eco-Hôtel, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Piscine, tennis, billard, salon de repos.
Meubles, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, s.d. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-83-62.
FAX : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 280 F à 420 F
FAX : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

PROTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OLIVIER***
Un nouvel hôtel grand confort,
avec 20 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
paysagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous,
équitation, vol à voile.
Et, tout autour, le site prestigieux et
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

TOURISME

CARAIRES
CEST ÊTRE VOYAGE
A SAINT-BARTHELEMY
avec son eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPERBES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appelz aujourd'hui à WIMCO/SBARTH
Pour vos réservations
ou tout renseignement :
PARIS : 01/43 43-25-95-11
SAINT-BARTHELEMY :
061 (590) 27-62-38/fax 27-40-52
NEWPORT, RI USA :
tel. (401) 849-8012/fax 847-6390

Home d'enfants

Vacances d'été
HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 b de
Paris par TGV, agrément Jeunesse et
Sports. Yves et Liliane accueillent vos
enfants dans une ancienne
ferme XVII^e, confort, rénov., au
milieu des forêts et pâturages. Accueil
limité à 14 enfants, cuis. saine et
équilibrée, chères 2 ou 3 avec sdb,
W.C. Activités avec moulinet :
poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T.,
initiat. échecs, peinture sur bois,
herbier, fabrication du pain,
découverte environnement.
Tarif tout compris : 1 880 F/semaine
par enfant + option V.T.T.
Tél. : (06) 81-38-12-51.
Le Crêt-Agneau - La Longeville
25650 MONTBENOIT.

Telle sa lointaine parente, elle n'est pas bégueule. Elle l'a notamment prouvé en publiant, associée à un vrai à un homme, un guide de haute encolure (*Yin mon ami*, Laffont, « le Monde sans visa » du 16 mars). Auparavant, elle nous avait donné un roman à clés - du moins pour les Antillais - où, sans la moindre prudence, là aussi, elle traçait, à travers le portrait de la Grande Békée (« le Monde sans visa » du 19 mai 1990), celui de toute une île après 1945, avec ses Noirs et ses Blancs, ses ombres et ses jours. Bref, un panorama sans pudibonderie d'une microsociété où tout restait fondé sur les degrés de couleur des peaux et sur la possession de la terre.

Cela a peu changé aujourd'hui, à lire le nouveau roman de Marie-Reine de Jaham, *Le Maître Savane*, qui, vers 1975, met en scène la résistance du petit-fils de la Grande Békée à l'agonie des plantations. Mais aux diables récurrents de la Martinique sont venues maintenant s'ajouter les maigres des promoteurs. Avec une écriture fluide et musclée qui reflète tout à fait sa personnalité, Marie-Reine sait donner à cette « main basse sur l'île » une tonalité dramatique qui n'exclut pas, heureusement, les moments d'abandon dans un univers aussi minuscule que compliqué et où il faut parfois encore bon vivre entre ces lieux qui ont nom Brind'Amour ou Morne-Folie, quand ce n'est pas Espérance (*Le Maître Savane*, Laffont, 300 p. 100 F.).

Complet voyage pour amerrir sur les eaux indiennes du Gange en compagnie de Bernard Pierre, le « romancier des fleuves ». Il les descend les uns après les autres, du Nil au Mississippi, en passant par le Danube et nous livre ensuite, sans fioritures, toutes les considérations historiques, géographiques, culturelles, personnelles et autres suscitées par les sources, les rapides, les chutes, les rives, les cités fluviales, qu'il passe au peigne fin de son érudition et de sa curiosité. *Le Roman du Gange*, agrémenté de nombreux plans, cartes et photos noir et blanc ou couleurs, n'est donc pas à proprement parler un roman mais un itinéraire aquatique, un très long reportage jamais conuieux que

gouttes himalayennes à sa dissolution dans le golfe du Bengale (*Le Roman du Gange*, Plon, 280 p. 190 F.).

Pour demeurer encore un instant sur le registre indien, ouvrons *Les Indes de l'Inde* d'Octave Mirbeau, jolies mystifications littéraires à laquelle se livra en 1885, dans les colonnes du *Goulois*, l'auteur du *Journal d'une femme de chambre*. Ce « journal » de ce qu'on appelait alors « les Indes » mais que Mirbeau réduisit prémonitoirement au singulier, fut composé à Paris dans le but de ridiculiser un romancier mondain célèbre à l'époque, Robert de Bonnières, qui se préparait à donner à la *Revue bleue*, au milieu d'un tapage médiatique rappelant tout à fait notre époque, des « Souvenirs de voyage » réalisés, eux, *in situ*, et présentés comme une preuve physique et un sommet de réalisation littéraire. Mirbeau prouva qu'on pouvait faire mieux, en plus léger et plus marquant - ce n'est pas un chef-d'œuvre qu'on même - sans quitter son bureau parisien... (*Les Indes de l'Inde*, annotées par Pierre Michel et Jean-François Nivet, L'Échoppe, 117 p., 87 F. Cet éditeur publie en même temps *Sac au dos* récit d'excursions en France que Mirbeau fit réellement. 45 p., 48 F.).

Ne nous éloignons pas trop de l'Inde, faisons escale au Balouchistan, province aujourd'hui pakista-

Autres albums, autres déserts, un peu mieux connus ceux-là, avec les espaces bédouins de la péninsule Arabique, photographiés et décrits par Thierry Mauger et dessinés par Pascale Vanthighem. Le spécialiste de l'Arabie qu'est déjà Mauger (il a publié trois textes illustrés sur cette région depuis 1986) s'est surtout attaché, cette fois, avec sa remarquable dessinatrice, à mettre en valeur les objets de la vie quotidienne des nomades, leurs vêtements, leurs tissus d'ameublement, leurs réunions, notamment celles des hommes, parfumées à la camomille et au thym quand y brûlent des croûtes de gazelle... (*l'Arche du désert*, Souffles, 150 p. grand format, les deux tiers illustrés de photos couleur ou dessins noir et blanc, 350 F.).

Et encore les bédouins arabes, dépeints et portraitisés par l'ethnologue Alain Chénèvière qui s'est promené du Rob-el-Khali (le « quart vide » aux confins séudo-omano-yéménites) aux sables jordanais, hantés par des méharistes sortis tout droit des *Sept Pillers de la sagesse* de Lawrence d'Arabie. Là aussi, les scènes de la vie quotidienne, agricole ou religieuse, défilent un peu dans le désordre, sans indications géographiques assez précises, mais les photos sont souvent par elles-mêmes. L'exubérante fertilité du désert ne laisse jamais d'étonner nos pauvres ima-

verté artistique pour l'œil et l'esprit (*Itinéraires marocains : regard de peintres*, Jaguar, 190 p. presque toutes illustrées en couleur, 380 F.).

Tel qu'il nous apparaît à travers ses écrits, l'écrivain britannique Evelyn Waugh (1903-1966) fut aussi journaliste ironique et voyageur délicat quoique maintes fois intrépide. Il nous conduit notamment dans une Afrique très barbare et très civilisée, celle de l'Éthiopie des débuts d'Haile Sélassié. C'est corsé à souhait, cet *Hiver africain* qui nous entraîne également au fond de plusieurs enfers-paradis des temps coloniaux : Djibouti, Aden, Zanzibar.

On est moins enthousiasmé lorsque Waugh veut nous faire absolument partager, dans de superlatifs chapitres intercalaires, ses « cauchemars », c'est-à-dire ses périodes d'ennui en voyage. Il n'avait qu'à emporter plus de bons livres (!) (*Hiver africain*, Quai Voltaire, 300 p., 150 F. Traduction de l'anglais hélas ! souvent techniquement défectueuse de Marc Gibot : ainsi, *Abyssinien* est indigénisme imposé tout au long du bouquin en « Abyssinien » au lieu de « Abyssin »).

Par exemple, Waugh aurait eu de quoi lire avec cette énorme et étonnante somme, publiée en français à Florence par Jeanne Guérin Dalle Mesa, sous la double invocation de Rabelais et de Rimbaud, et qui nous fait revivre voyages et pèleri-



Le Gange à Bénarès

THEODORE VOGEL

e... du monde... de même... Jean-Pierre Quélin

...collection... Les régions et les villes... Sites et refuges...

Les Kouriles du bout du monde

Suite de la page 9

La rudesse d'hivers qui sont les plus longs de tout l'Extrême-Orient a aussi provoqué la mort de plus d'un visiteur téméraire. Les Kouriles n'attendent personne : superbes et solitaires, riches d'une faune animale qu'on retrouve difficilement réunie ailleurs en une telle variété (plus de 170 espèces d'oiseaux) et d'une végétation non moins diverse en raison des microclimats qu'elles recèlent (des bambous peuvent pousser avec la toundra), ces terres sont indifférentes à l'homme. Celui-ci semble s'être accroché à elles, profitant de leur repos. Mais, soudain, elles peuvent se secouer, envoyant les uns par le fond, dans ces abyssales fosses marines qui l'entourent, ou ensevelissant les autres dans leurs entailles. L'homme y campe, mais il n'a jamais pu les dompter, les faire siennes : les Kouriles demeurent des terres largement inviolées, des terres d'avant la société humaine. Les Kouriles ont été, et

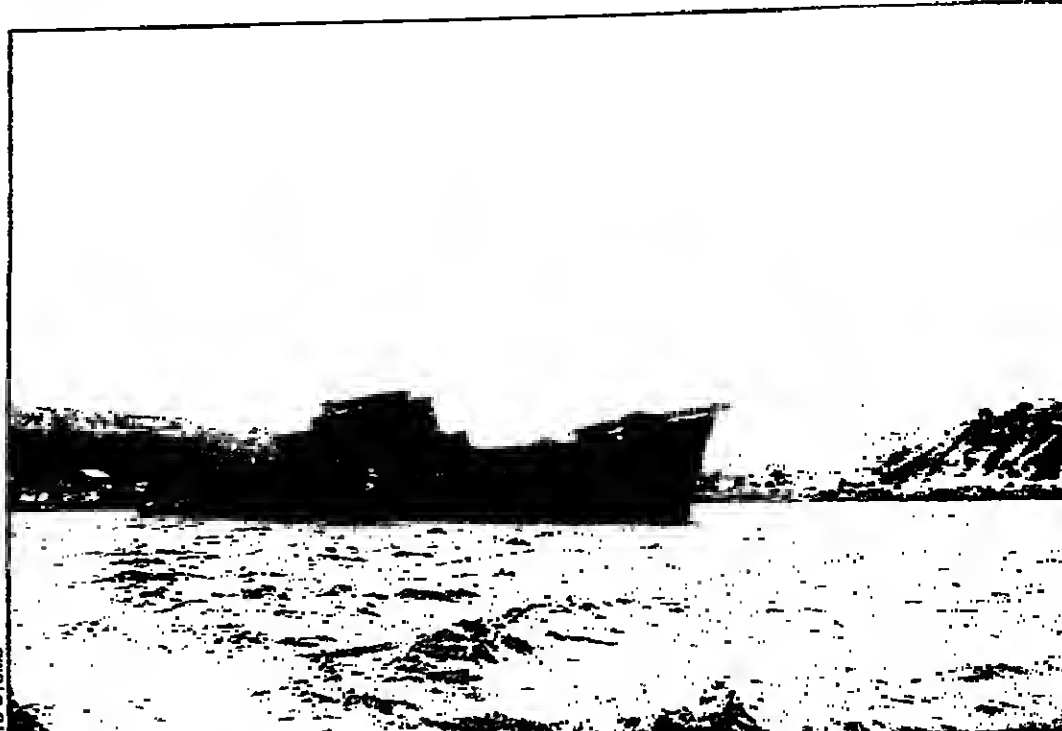
naviguant sur les rivières de la Sibérie.

ils débarquèrent sur les Kouriles sur les traces du marchand aventurier Fedot Alekseev Popov, qui partit de l'océan Arctique, passa par le détroit de Béring et fut porté par la tempête jusqu'à Shumshu, au nord de l'archipel, en 1649. Popov aurait péri avec ses compagnons sous les coups des Kouriliaks, l'un des peuples de la mer vivant sur les îles.

Quelques dizaines d'années plus tard, un autre aventurier, Vladimir Atlasov, que les Russes pensèrent longtemps avoir été le premier à avoir vu les pentes majestueuses du mont Alaï, volcan émergeant de la mer au sud du Kamtchatka, faisait la rencontre d'un autre homme de son espèce : le marchand nippon et non moins aventurier Denhei, qui languissait en captivité au Kamtchatka après un naufrage. Russes et Japonais se découvrirent. Les récits enflammés que Denhei fit de sa terre natale donnèrent à penser aux

Tomari (« l'escale », devenue aujourd'hui le village de Golovino), lieu d'un commerce abusivement lucratif, il ne tarda pas à susciter la colère des Aïnou, qui détruisirent son cantonnement. Nombre d'aventuriers nippons qui, au dix-septième et au dix-huitième siècle, partirent pour les Kouriles n'en revinrent pas : ils moururent de froid, de faim, périrent noyés ou tués par les autochtones.

Jusqu'au traité de Shimoda (1855), Russes et Japonais n'avaient pas éprouvé le besoin de clarifier la souveraineté sur ces îles, au point qu'en 1779 un capitaine anglais, James King, pensa que l'archipel n'appartenait à personne et était simplement habité par d'insaisissables indigènes. Durant un bref intermède, avant de la guerre de Crimée, l'île centrale d'Urop fut même occupée en août 1855 par les équipages de deux frégates anglaise et française. Leurs commandants, Nicolson et Simonet de Maisonneuve, proclamèrent cette terre par-



Tokyo, à la tête de cinq fragiles embarcations à destination de l'extrême nord de l'empire : les Kouriles, à quelque 2 500 kilomètres de là. Il était animé de cette foi pionnière nipponne, celle de ne pas démentir.

En moins d'une semaine, l'expédition avait tourné à la tragédie : deux navires disparurent corps et biens dans une tempête. Les autres gagnèrent avec peine le port d'Hakodate (Hokkaido). C'est sur un bateau de guerre, et grâce à la générosité des marchands locaux qui s'étaient cotisés, que Gunji et les survivants furent déposés, cinq mois plus tard et sans fanfare, sur Shishikotan et sur Shumshu. Les membres du premier groupe périrent de froid l'hiver suivant, le corps figé dans la glace. Le cadavre de Heihachi Wada, un prêtre orthodoxe nippon qui s'était installé seul à Paramushir, fut retrouvé avec, éparpillées autour de lui, les feuilles sur lesquelles il avait écrit des poèmes et ses ultimes souhaits.

D'autres, animés de ces mêmes idéaux bouddhiques de persévérance et de patience, les suivirent, tels Sakichi Bessho et sa femme qui arrivèrent à Shumshu en 1896 et y vécurent, obsédés par la culture des pommes de terre à laquelle ils devaient leur survie. Ils eurent un fils, Jirozo. Autodidacte, il resta sur ces îles à cultiver les patates familiales et à élever ses propres enfants. Il y eut aussi stoïquement les bombardements américains. Rapatrié en 1947, il est mort dans l'attente du jour où il retournerait sur ses îles natales.

Parmi ses souhaits, Wada demandait que les Aïnou exilés de force à Sikotan soient ramenés sur leurs îles. L'histoire des Kouriles, c'est aussi et surtout peut-être celle négligée de ce peuple de la mer, les Aïnou. Race rude, à l'image de l'environnement, ils furent sans doute les seuls à avoir su faire souche et à avoir su se fonder dans cette nature rebelle. Si un peuple a droit à revendiquer la souveraineté sur ces îles du bout du monde, ce seraient les Aïnou, s'ils existaient encore en tant qu'ethnie.

Plus que tous les autres habitants des Kouriles, les Aïnou ont marqué ces terres : fouler les dunes de sable noir d'Urop, c'est découvrir, sans chercher, des fragments de leurs poteries cordées, des pierres effilées dont ils se servaient pour tailler le bois. Le nom même de Kourile viendrait du mot aïnou *kuri* qui veut dire « homme » : les Kouriles seraient les « îles où vivent les kuri ». Longtemps, une autre étymologie fut admise, dont les manipulations politiques sont évidentes : Kouriles viendrait du russe *kurlitsa* qui signifie « fumée » (en raison des innombrables volcans).

La Jeep s'étant enlisée dans les dunes recouvertes d'une épaisse couche de neige, il fallut continuer à pied à travers cette grande nature contrastant avec l'étendue blanche des dunes balayées par un vent rasant soulevant une poussière de neige qui découvrait le sable noir de la plage. Le grondement des vagues, le chuintement du vent sur la neige et les cris des mouettes étaient les seuls bruits qui nous accompagnaient. Dans ces dunes bordant l'immense plage, à une quarantaine de kilomètres au sud de Kourilsk, se trouvait autrefois un village aïnou.

Au creux d'un vallon, et à l'extrémité d'une langue de terre entre deux lacs gelés, s'ouvre dans la colline la béante sombre d'une caverne : l'entrée du royaume des morts. C'était là que les Aïnou ensevelissaient leurs morts, la tête

turnée vers l'est. Seuls, les « bons » avaient droit à ce privilège. Les « mauvais » ne devaient pas entrer au royaume des morts. Ceux qui mouraient en mer étaient censés devenir des mouettes. Sur la langue de terre, des pierres disposées en trois cercles concentriques forment un calendrier lunaire.

L'origine du peuple aïnou, son identité raciale et culturelle, restent des questions discutées par les anthropologues. « *Caucasiens de l'Extrême-Orient* », « *sauvages de l'âge de pierre* », ou même « *tribu égarée d'Israël* » : toutes les explications, des plus fantaisistes aux plus élaborées scientifiquement, ont été données depuis que cette ethnie a été découverte à l'extrémité nord-est du continent russe et sur les îles de la région.

Le territoire habité par les Aïnou, lorsqu'ils furent découverts aux dix-septième et dix-huitième siècles par les premiers navigateurs russes et japonais, s'étendait de la partie du nord de Honshu à Hokkaido, en passant par Sakhaline, les Kouriles et une partie du bassin inférieur du fleuve Amour. Les plus connus du monde extérieur furent les Aïnou du nord du Japon et ceux qui habitaient la partie sud de Sakhaline (occupée par les Japonais), objets de nombreuses études.

D'où venait cette race d'hommes velus, à la morphologie caucasienne, différents en tout cas des ethnies mongoïdes habitant l'Extrême-Orient ? Leur langage était énigmatique et sans relation, semble-t-il, avec les autres langues de la région. En outre, c'étaient des chasseurs et des pêcheurs alors que les civilisations de cette aire géographique sont agraires. Les poèmes épiques recueillis par des anthropologues japonais de la bouche de leurs derniers descendants témoignent d'une grande sensibilité esthétique.

Selon l'une des hypothèses retenues, les Aïnou pourraient être des descendants des populations de l'époque Jomon (entre 10 000 et 300 ans avant J.-C.) ayant vécu dans la partie nord de l'archipel nippon. Cette civilisation est connue pour sa poterie cordée. Alors que dans la partie sud aurait été introduite la culture du riz (entre 600 et 300 avant J.-C.), au nord, les habitants auraient continué à pratiquer la chasse et la pêche. L'utilisation du métal aurait marqué, vers le premier siècle de notre ère, le début d'une période post-Jomon présentant des affinités avec la culture aïnou, qui se transforma par la suite en ce que l'on appelle la culture de Satsumon (700-1300), que l'on trouve en Hokkaido notamment.

Selon ces explications, les Aïnou seraient, comme les Japonais, des descendants des populations Jomon mais qui auraient été repoussés toujours plus au nord par ceux-ci. Variante de cette interprétation : d'origine différente (qui reste à déterminer), les Aïnou auraient néanmoins été marqués par la culture Jomon et, lorsqu'ils furent découverts, après avoir vécu pendant des siècles dans un quasi-isollement, ils continuèrent à pratiquer cette culture de Satsumon, héritière de celle de Jomon, éteinte dans le reste du Japon.

Les Japonais n'employèrent presque jamais le mot Aïnou avant le dix-neuvième siècle. Compte tenu du mystère qui entoure encore l'origine du peuplement du nord de Honshu, il se peut qu'ils aient désigné sous le même terme (Ebisu, Emishi) des ethnies différentes. Plus tard, on utilisa surtout le terme Ezo. Des recherches récentes ont montré qu'il existait au nord d'Hokkaido une culture nordique,

dite moyoro, qui venait de la mer d'Okhotsk et se serait éteinte vers le deuxième siècle.

Un ethnologue japonais, Oomura Baba, qui a travaillé dans les Kouriles du Nord (Shumshu et Paramushir) à la fin des années 30, a distingué pour sa part trois périodes culturelles : une culture préhistorique, qu'il a dénommée culture de la mer d'Okhotsk, qui commença au millénaire avant notre ère et s'acheva au dix-septième siècle ; une culture plus tardive qui allait également prendre fin au dix-septième siècle, et enfin la culture aïnou observée par les Russes et les Japonais. Cette culture de la mer d'Okhotsk mélangait des pratiques, notamment celle des Eskimos en matière de pêche, à des éléments dérivés des traditions japonaises et continentales de poterie.

Dans le cratère du volcan éteint Chirip, sur la côte de la mer d'Okhotsk, à Itourop, ont été découverts des dessins représentant des kangourous et des girafes qui semblent indiquer que les Aïnou venaient de régions où vivaient de tels animaux. Selon certaines théories, les Aïnou proviendraient de Polynésie.

Leur origine est compliquée par le fait que, à partir de la colonisation par les Russes au Nord et par les Japonais au Sud, les Aïnou tombèrent sous le contrôle des uns ou des autres et que leur culture fut martelée par ces influences. Bien que La Pérouse, en 1787, ait cru pouvoir conclure que les Aïnou vivant sur les Kouriles étaient identiques à ceux qui habitaient Hokkaido, les anthropologues ont relevé par la suite des différences importantes, culturelles et linguistiques, entre les Aïnou d'Hokkaido et de Sakhaline, d'une part, et ceux du nord et du sud des Kouriles, d'autre part. Russifiés ou japonaisés, les Aïnou devaient connaître un sort aussi tragique qu'identique : l'extinction.

Peuple de la mer, les Aïnou étaient incontestablement. Au musée de Yusho-Sakhaline sont notamment exposés les vêtements de peau de saumon qui datent de la fin du dix-neuvième siècle qu'ils portaient comme les Nanai (ethnie d'origine mongole) ou les Nivkha, autre peuple dont on ignore l'origine, mais dont certains habitants encore l'extrême nord de Sakhaline. Des chroniques de la dynastie des Han évoquent l'existence, au nord de la Chine, des « *peuples à la peau de poisson* », souligne M. Mikhaïl Vysokov, historien du musée.

Les Aïnou, minorité plus ou moins folklorisée en Hokkaido, disparus ailleurs, pourraient bien avoir emporté avec eux le mystère de leur origine. Ils ont quitté le « bassin de feu » des Kouriles, y laissant la trace de leur existence. Et d'abord de cette appropriation originelle d'un espace par une société qui est le fait de nommer les lieux. Ce sont eux qui ont donné leur nom à ces terres : la plupart des noms des îles de l'archipel proviennent de la langue aïnou (Paramushir : la grande île ; Ushishir, terre des balais ; Kunashir l'île morte, Sikotan, la meilleure terre).

Dans le cimetière japonais de Sikotan, qui se différencie effectivement des autres par sa végétation, il y a les tombes de deux Aïnou. C'est en effet à Sikotan que les Aïnou furent rassemblés à la fin du dix-neuvième siècle par les occupants japonais.



Habitant de Golovino, dans l'île Kunashir

sont encore aujourd'hui, des terres de pionniers qui, dans un travail de Sisyphe, cherchent depuis des siècles à s'y implanter. Ils ont fait souche, parfois sans ménagement : des dizaines de milliers d'otaries, de lions de mer et de loutres, que l'on exhibe empaillés dans les musées des îles, avaient autrefois proliféré sur l'archipel : ils ont pratiquement disparu à la suite des massacres perpétrés depuis le milieu du dix-huitième siècle par les chasseurs de fourrure russes, japonais, américains ou anglais. Aujourd'hui, ils ne vivent plus que dans des réserves sur quelques îles au centre de l'archipel.

L'histoire du peuplement des Kouriles est marquée par les grands surs d'explorateurs russes et japonais (venus les premiers du nord, les seconds du sud), puis de pionniers. L'arrivée dans les Kouriles des bandes de chasseurs russes animés par une insatiable quête de peaux fut l'une des formes que prit le grand mouvement parti de l'Oural qui entraîna jusqu'à la mer d'Okhotsk des groupes de cosaques

Russes que, vers le sud, existait un autre pays. L'exploration des Kouriles commença au début du dix-huitième siècle. Elle est liée à deux nébuleuses figures : Ivan Petrovitch Kozirevskiy et Danilo Iakovlevitch Antsiferov, dont on dit qu'ils auraient échappé ainsi à une juste punition pour avoir assassiné des officiers du tsar. Ils contribuèrent en tout cas à développer la connaissance de la géographie de l'archipel et de leurs habitants. Malgré une courageuse résistance, le calvaire des Aïnou, qui allait conduire à la quasi-extinction de ce peuple de la mer, commençait. Comme les Aïnoues (population indigène des Aléoutiennes), ils allaient être pratiquement exterminés par les chasseurs de fourrure puis les colons.

Au sud, les Japonais avaient appris l'existence des Kouriles par des informateurs aïnou et, à la fin du dix-septième siècle, un commerce avait commencé avec le chef de Matsumae (en Hokkaido). Les marchands nippons eurent aussi à affronter la résistance des Aïnou : lorsque Kyubei Hidayama débarqua au sud de Kunashir et y fonda

tie des empires britannique et français et la rebaptisèrent « île de l'Alliance ». Une « possession » de quelques jours qui prit fin avec leur départ.

La chasse à la baleine avait en outre attiré vers les Kouriles des bateaux anglais et américains. En 1846, une centaine sur les quelque 736 navires qui pêchaient dans le Pacifique nord et croisaient au large des Kouriles. A partir de la création d'une frontière entre Urop et Itourop (à la suite du traité de Shimoda) puis lorsque tout l'archipel revint au Japon aux termes du traité de Saint-Petersbourg, vingt ans plus tard, commença la grande saga de la colonisation nipponne des Kouriles.

Depuis la fin du dix-huitième siècle, des visionnaires avaient enjoint au shogunat d'occuper le Kamtchatka. A la fin du siècle suivant, l'enthousiasme populaire vint à la rescousse des hésitations gouvernementales : c'est dans la liesse des départs pour les grandes aventures que, le 20 mars 1893, le lieutenant Shigetada Gunji (1860-1924) s'embarqua, des rives de la Sumiïda, à

SANS VISA
VOYAGE



Ils avaient été forcés de quitter leurs terres ancestrales et vécurent à Sikotan une vie mélancolique et résignée. Certains périrent en cherchant à regagner leurs îles sur de frêles embarcations. Les efforts des Japonais pour les assimiler furent vains (certains résistèrent

en se découvrant un attachement farouche à la culture russe : ils observaient notamment le culte orthodoxe). Une centaine à leur arrivée, les Aïnoues de Sikotan n'étaient plus qu'une quarantaine en 1940. Les quelques survivants quittèrent l'île avec les Japonais

en 1948. Certains Aïnoues des Kouriles vivaient encore en Hokkaido au milieu des années 70. Une partie du musée de Sikotan est consacrée à ce peuple de la mer dont l'odyssée s'est achevée sur cette île qui forme l'extrémité méridionale de l'archipel des Kouriles et qui ne fait déjà plus tout à fait partie de celles-ci mais des petites Kouriles.

Da point de vue historique, les petites Kouriles, Sikotan et Habomai qui désignent un chapelet de huit îlots et récifs dont le plus proche, sur lequel on aperçoit un phare, est à 1,8 kilomètre du cap Nosappu au Japon, sont les plus japonaises des quatre îles revendiquées par Tokyo depuis la guerre. Jamais un Russe n'y débarqua avant 1945.

L'archipel d'Habomai, dont certains îlots sont au ras de la mer, est inhabité depuis 1957 à la suite de la décision de Khrouchchev d'évacuer la population en vue d'une éventuelle restitution au Japon. Il n'y a plus qu'une dizaine de gardes frontières et leurs familles. En 1945, plus de 5.000 mille Japonais habitaient Habomai, ils vivaient de la pêche des algues et d'une usine de traitement de poisson et de coquillages sur l'île principale, Zelioni (Sibotsu en japonais).

Zelioni signifie vert et effectivement, l'île, pratiquement plate, est couverte d'une intense végétation. Au milieu des herbes poussent des lilas sauvages. Lorsque, en 1976, Vladimir Prokafiev, qui est né à

Zelioni et dont le père fut un des premiers pionniers russes à y prendre pied en 1946, y retourna il n'y trouva que ruines et amoncellements des coquilles. Quand son père y débarqua, le hameau japonais rappelait un village de Sibérie. Le vieil homme, qui vit désormais à Yuzno Sakhaline, raconte qu'il n'y avait pas d'électricité excepté pour l'usine.

Sikotan est également une petite île : vingt-neuf kilomètres de long et neuf de large. Vallonnée, avec quelques fjords, riche en végétation, elle est habitée aujourd'hui par environ 7 000 personnes (beaucoup plus que du temps des Japonais : un millier) concentrées dans les deux bourgs de Malokurilskoe et Krabozavskoe. Prisonnière des glaces en hiver, Sikotan n'est reliée à Komsomolsk, l'île la plus proche, que par hélicoptère.

La banquise ou la marquetterie bleu et blanc formée par la mer et les énormes plaques de glace qu'elle charrie sont les images rémanentes de tant survols des Kouriles, îles du bout du monde, terres d'un peuple quasiment dis-

paru dans la tragique destinée n'est pas sans rappeler celle des Indiens d'Amérique, dépossédés de leurs territoires et folklorisés. Il existe en Hokkaido une Association pour l'étude de l'éthnie aïnoue qui n'évite cependant pas toujours le travers d'une réhabilitation moralisante.

De notre envoyé spécial
Philippe Pons

Parmi les livres en langue anglaise utilisés pour cet article, nous sommes particulièrement redevables à l'ouvrage de John J. Stevens, *The Kuril Islands*, véritable somme sur l'histoire de l'archipel, des origines à nos jours (Clerndon Press, 1974). Stevens est également l'auteur d'un livre tout aussi remarquable sur Sakhaline (même éditeur). Il existe une abondante bibliographie en anglais, et surtout en japonais, sur les Aïnoues. Sur les derniers Aïnoues du nord du Japon, on se reportera à l'article de Nicolas Beauvier, « Voyage vers le Japon des Aïnoues », publié dans *Le Monde* du 9-10 septembre 1984.

TABLE

La lisette et les maquereaux



VOUS l'avez sans doute remarqué, beaucoup de poissons n'ont pas, en dehors de leur nom scientifique (et latin) un seul nom officiel mais des appellations. Ainsi le *morone labrax* est-il tour à tour loup, louvage, lubine, bar et même, en breton « drenek ». Le *merluccius vulgaris* : merlu, merluccion ou colin. Le *clupea sprattus* le sprat mais aussi l'anchovy de Norvège... Et le *comper scombrus* est le maquereau mais aussi la lisette et bien d'autres sobriquets encore.

Maquereau vient de l'ancien allemand « mackre » qui signifiait vendeur (en français le mot a donné maquignon). De là à extrapoler et donner le nom de maquereau à qui vous savez il n'y avait qu'un pas, d'autant qu'en mer les scombres ont la réputation de suivre les bancs des aloses feintes dites aussi pucelles (du fait de leur brillante blancheur). Mais si le

péjoratif du mot date de France du quinzième siècle, on a aussi pu remarquer que, du temps des Romains les souteurs portaient obligatoirement une voyante vêtue tout comme le scombres à de chatoyantes couleurs. Bico taillé pour la course, pointu de tête, la nageoire caudale largement fourchée, le maquereau (poisson) a le dos vert-noir et le ventre nacré, aux petites écailles qui font, au sortir de l'eau, une petite merveille coloriste. « C'est un des plus beaux et des plus courageux poissons qui existent », écrivait Alexandre Dumas qui ajoutait : « Lorsqu'il passe vivant la ligne de la barque il semble fait d'azur, d'argent et d'or. »

On le prend à la ligne ou au filet, tant dans la Manche que dans l'Atlantique et la Méditerranée, l'hiver sur les côtes anglaises, au printemps en Bretagne puis au fur et à mesure des chaleurs, plus au sud. L'important est l'achat. Il

convient qu'il soit de chair rigide, ferme, brillante, le ventre blanc et bombé. On le dit gras mais il ne renferme que 8 % de lipides (il est vrai que la partie brunâtre et grasse de sa chair le rend de mauvaise digestion à certains). Le cuisinier poché est la meilleure façon de le rendre plus digeste (dans un court-bouillon ou du vin blanc, ou un mélange des deux). Grillé il est

excellent, surtout si on le farcit d'herbes et mieux encore de... groseilles à maquereaux ! Farci de mie de pain à l'œuf, il peut aussi être cuit au four.

La bonne période pour les maquereaux dits « de ligne » est mars et novembre. Mais où est-il le temps où les poissonniers appelaient « cors de chasse » les maquereaux qui, placés vivaot

dans les billots, avaient pris la forme d'un demi-cercle, signe de fraîcheur car la rigidité cadavérique du poisson est de vingt-quatre heures !

Le maquereau de petite race est appelé « lisette ». Un des noms traditionnels de la soubrette de comédie, intrigante et délicate, nous dit Larousse ! Alors ? C'est d'elle en tous cas qu'il convient de préparer les maquereaux marins dont, il y a plus d'un siècle, en 1885, on eut l'idée dans le Bau-Loois de commercialiser les filets en boîtes stérilisées.

Les maquereaux, M^{me} Malgret les préparait au vin blanc avec beaucoup de moutarde, cuits à petit feu, et le commissaire s'en régala avec un muscadet tiré sur lie. Fernand Point proposait des maquereaux à l'oseille. Chez Le Due (243, bd Raspail), les frères Minchevill le cuisinaient à la nage (Jean Minchevill vient de nous quitter mais son frère Paul reste à

la barre, tél. : 43-20-96-30). A l'Auberge du 14-Juillet (9, bd de la République à La Garenne-Colombes, tél. : 43-42-21-79), J.-P. Baillou accommode la lisette de Dieppe marinée (cuite au quart d'heure à poêle dans un mélange de vinaigre d'Orléans, vin blanc sec avec oignons, ail, thym, laurier, genévrier, ail nouveau, sel gris de mer et un peu d'huile d'olive). En ces jours chauds d'août (l'Auberge est ouverte tout le mois sauf samedi et dimanche), les lisettes suivies du sauté de cuisses de canard aux framboises et d'une pâtisserie d'un sorbet, font, arrosés du pouilly fumé de chez Fénard, un remarquable repas de fête bon enfant (compter 300 francs).

Car il n'est pas interdit, n'est-ce pas, et sans malveillance intention, de préférer la lisette aux maquereaux ?

La Reynière

Semaine gourmande à Paris

Serge Granger

C'est la terrasse de la place ! Et la cuisine, pour une grande part poissonneuse, du patron est en accord avec le plaisir d'un déjeuner de soleil ou d'un dîner loquacement prolongé du Paris estival. Tartare de thon, poêlée de gambas, poissons grillés ou à la vapeur, sole soufflée Saint-Honoré, gigot de lotte, salade de homard, etc. Mais le foie gras est excellent, la côte de veau de lait savoureuse, la canette rôtie au vin vieux et les desserts venus tout droit du Palais de Dame Tartine (à noter un fondant chocolat saucée mandarine et les profiteroles platane). La cave est honorable. Il y a un menu à 170 F et un autre, vio compris à 220 F, et à la carte compter 350 à 400 F.

► Serge Granger, 36, place du Marché-Saint-Honoré (1^{er}). Tél. : 42-80-03-00. Fermé samedi midi et dimanche. Parking en face, A.E.-D.C.-C.B.

Le Restaurant d'Olympe

On connaît ce décor 1930, bien climatisé, en un coin caché mais agréable. Le fonds « culinaire » d'Olympe nous reste et Albert Nahmias a trouvé un

excellent chef pour y ajouter au quotidien, mêlé aux classiques, le élio d'œil bistrot. C'est-à-dire un étonnant de sardines, la brandade de morue, mais aussi les raviolis de canard ou de homard, la raie aux pommes de terre, un lapin rôti au pistou d'artichauts, etc. Les écrevisses sont au choix sautées, à la nage, au curry, à la bordelaise. Je me suis régalé du poisson du jour, du thon dans une sauce admirable où le chatoulement épice du poivre vert harmonisait l'acidulé des petits oignons : une harmonie goûteuse à souhait. Beaux desserts. Bonne carte des vins (le patron est toujours à la recherche de crus intéressants, en ce moment un cheverny 1987 alléchant, sa dernière découverte !). A noter enfin un menu, midi et soir, à 200 F, qui, ce jour-là, entre 8 entrées et 6 plats et 7 desserts, vous aurait fait découvrir la poêlée de coquillages au safran, l'agneau de lait de Pauillac persillade et un Paris-Brest du temps jadis.

► Le Restaurant d'Olympe, 8, rue Nicolas-Charlet (15^e). Tél. : 47-83-49-78. Fermé samedi,

dimanche et lundi midi. C.B.-D.C.-A.E.

La Roseraie

Au village de Vaugirard, aujourd'hui encore un peu provincial, la rue Ferdinand-Fabre (romancier bien oublié du début du dix-neuvième siècle) passe sur l'emplacement des jardins de la propriété du marquis de Vézannes, maréchal de camp du roi. Est-ce pour cela que la Roseraie, jeune restaurant qui va devenir bien vite parisien, garde un charme d'autrefois ? Un décor épuré et « pensé », mais sans ostentation, une quarantaine de couverts, un accueil aimable (de Monique, la patronne) et une excellente cuisine sage signée d'Eric Bayard. Ce chevalier du fourneau cuisine sans reproche sinon sans beurre dans des sauces légères et goûteuses : foie gras au caramel de porto, feuilleté d'escargots, magret de canard au cidre, escalope de veau aux morilles, lotte au Noilly, filet de rascasse au velouté de poireaux, duo de poissons au coulis de homard. Le simple tartare au couteau, allègrement aromatisé et escorté d'un semis de pommes éraquant (70 F), est déjà assez rare dans la simplicité. Des desserts (dont la tarte fine aux pommes et la tulipe de sorbets),

une petite carte des vins qui s'enrichira. Un menu à 95 F aux déjeuners, un menu gastronomique à 160 F (entrée, plat, au choix, fromage et dessert), et à la carte compter 250 à 300 F.

► La Roseraie, 15, rue Ferdinand-Fabre (15^e). Tél. : 48-28-60-24. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert en soirée. Carte bleue. American Express. Chiens acceptés.

La Table de Pierre

Je l'avais signalé : c'est l'ancien Michel Comby repris par Pierre Darrieu (que l'on découvre à l'Isard et que cocoassent tous les fans du rugby sud-occidentale). Avec son chef Bruno Strie, un Bayonnais, élève de Gabriel Biscaye (un autre « gars » de la-bas), ils ont mis au point une carte parfaitement « ambiante ». D'avec le cadre élégant et oet, avec la mini-terrace et aussi avec leurs origines : jambon de Bayonne et serrano, piperade ou croustade, pimientos et parillada, merlu kosquera, thoo basquaise, etc., jusqu'au fromage du pays, l'Ardi-Gasna et aux desserts : gâteau d'Amatehi, bérat basque, tourtière landaise, glace aux pruneaux. Vins également

locaux mais bons bordeaux notamment. Un menu basses calories à faire la « pige » à Michel Guérard, (220 F) pour une salade de gambas vapeur, une minute de magret au gratin de coco piperade et une oage de fraises à la menthe et sorbet. Vous préférerez saos dont le menu normal (220 F également) et la carte aux suggestions à faire saliver (chapons à l'ancre, sole poêlée aux câpres, foie gras chaud de canard, pommes canoëlle au juraçon, etc.). Compter 300/350 F.

► La Table de Pierre, 116, bd Pasteur (17^e). Tél. : 43-80-88-88. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert en soirée. Parking : 210, rue de Courcelles. Carte bleue.

Auberge de l'Argoat

Sans quitter Paris en août, passons de la côte Basque à

celle d'Armorique. Le petit (mais élégant) bistrot du « papa » Goareguc a trouvé digne successeur en Janine Gaulton et son chef, et la carte est bretonnante à souhait. Des rillettes de thon à la galette de blé noir aux fruits de mer, des sardines au muscadet à la matelote de congé au cidre, en passant par le pavé de thon aux perçailles beurre blanc, la cantrache bien sûr et, rayon viandes, l'andouillette mionnée au cidre avec son gratin venu du Dauphiné. Desserts « en situation », honnête carte des vins (et éldre !) et additions entre 250/350 F.

► Auberge de l'Argoat, 27, avenue Reille (14^e). Tél. : 45-89-17-05. Fermé samedi et dimanche. Ouvert en soirée. A.E.-C.B.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.B. MICHEL
B.P. n° 5
MOUSSY 51200 EPERNAY
Propriétaire-viticulteur
Doc. et tarifs sur demande
Etiquettes personnalisées
* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

L'OR VERT
CAVE VITICOLE
DE CLEBOURG
Vins par correspondance. Tarif sur demande
Livraison rapide dans toute la France et à l'étranger
67160 Wisembourg - Tél. : 88-94-50-33

ÉCONOMIE

Augmentation de 1,2 % en juin selon les statistiques du ministère du travail

Chiffres brouillés

Pour la première fois, le ministère du travail publie officiellement deux chiffres du chômage. Selon le premier, l'habituel, établi à partir des inscriptions à l'ANPE, le nombre actuel des sans-emploi est supérieur à 2,7 millions. Le nouvel indicateur, calculé à partir de la définition du BIT (Bureau international du travail), annonce environ 2,3 millions de chômeurs.

Ceux qui craignent qu'on ne cesse la thermomètre pour dissimuler la fièvre du chômage d'avant ne savaient pas que le 1991. A partir de maintenant, la tentation sera forte de changer d'indicateur à un moment ou à un autre. Un peu comme l'avait fait M. Jean-Pierre Solson, il y a quelques mois, lorsqu'il était ministre du travail, en optant pour un taux de chômage évalué selon les méthodes du BIT, là aussi plus favorables.

De toute manière, une confusion est introduite à propos d'un chiffre qui faisait déjà l'objet de nombreuses contestations. Se rappelle-t-on des querelles d'experts auxquelles se livraient M. Lionel Stoleru et M. Michel Delebarre quand ils n'appartenaient pas encore à la même majorité présidentielle ? La CGT ne prétend-elle pas que la barre des 3 millions de chômeurs est franchie depuis longtemps ?

Techniquement, la différence entre le BIT et l'ANPE s'explique. Au regard de nos habitudes, les critères du BIT sont très stricts. Pour y être chômeur, il ne faut pas avoir travaillé - ne serait-ce qu'une heure - au cours de la semaine précédente, être immédiatement disponible pour un emploi et apporter la preuve qu'on cherche activement à se faire embaucher.

L'agence, elle, recense les demandeurs en fonction de la politique de l'emploi, telle qu'elle a été définie pour des raisons essentiellement sociales. C'est ainsi que, en janvier dernier, parmi les « faux chômeurs » au sens du BIT, 294 000 avaient travaillé au moins partiellement, au nom de l'insertion professionnelle ; 294 000 autres (découragés, âgés ou pour des raisons familiales) n'avaient pas cherché d'emploi ; 133 000 enfin ne pouvaient travailler aussitôt pour des raisons de santé. A l'inverse, 324 000 n'étaient pas inscrits à l'ANPE (surtout des femmes) et étaient pourtant considérés par le BIT comme des chômeurs.

Mais la divergence entre les deux indices pourrait encore être plus grande, car l'évaluation de l'ANPE comporte aussi ses zones d'ombre. Traitement social adiant, elle ne comptabilise pas, par exemple, certains stagiaires, les TUC et leurs successeurs, les contrats emploi-solidarité (260 000). Elle ne tient pas compte des préretraités et moins encore des chômeurs âgés dispensés de toute recherche d'emploi, un total de 483 500 personnes. Par dérision, M. Stoleru proposait autrefois d'atteindre le chômage « zéro » en rétribuant chaque chômeur pour une heure de travail d'intérêt collectif toutes les semaines. Le brouillage aurait été alors total.

A. Le

Les difficultés du numéro deux américain de l'informatique

Digital Equipment adopte un plan drastique de restructuration

Digital Equipment (DEC), numéro deux américain de l'informatique, a annoncé jeudi 25 juillet un important plan de restructuration pour faire face à ses difficultés financières. Des décisions semblables ont récemment été annoncées par les sociétés concurrentes IBM, Apple, Compaq Computer et Unisys. Chez DEC, plusieurs milliers d'emplois seront supprimés, dont 2 000 probablement au cours de ce trimestre. Plusieurs usines seront fermées. L'entreprise emploie actuellement

Le chômage dépasse la barre des 2,7 millions

En juin, le chômage a augmenté de 1,2 %, en données corrigées, selon les statistiques publiées le 26 juillet par le ministère du travail. Il frappe désormais 2 720 000 personnes, niveau le plus élevé jamais atteint en France. Au sens du BIT (Bureau international du travail), le nombre des chômeurs est évalué à 2 318 000 et, par rapport à la population active, le taux est estimé à 9,4 %, contre 8,9 % en juin 1990.

Le plus déplorable depuis longtemps, le mois de mai avait été, pour le chômage, le mois de tous les records, notamment par la hausse brutale du nombre des demandeurs d'emploi (+2,2 %). En franchissant la barre des 2,7 millions en données corrigées des variations saisonnières, juin batait l'un de ses records et annonçait malheureusement de prochains résultats qui seront tout aussi catastrophiques. Désormais, et pour plusieurs mois, il faut s'attendre à ce que chaque nouveau chiffre dépasse le niveau le plus élevé jamais atteint en France.

Cette fois, pourtant, la hausse mensuelle est moins forte, quoique inhabituelle à ce moment précis de l'année. Et données corrigées, l'ANPE a compté 31 700 demandeurs d'emploi de plus, soit une augmentation de 1,2 % en un mois et de 8,5 % en un an (+208 600). En données brutes, une certaine stabilité apparaît : avec 2 552 600 chômeurs, soit 1 300 de plus, la progression est de 0,1 % en un mois et de 8,5 % en un an. Mais l'on sait que l'été, traditionnellement, ne favorise guère les embauches et que cette saison coïncide avec l'arrivée progressive des jeunes sur le marché du travail.

Due au ralentissement de l'activité économique, cette détérioration se traduit par une augmentation du chômage chez les hommes, y compris de moins de vingt-cinq ans, plus

longue durée continue de diminuer, mais les situations varient selon les catégories. Elle recule pour les hommes et les femmes âgés de 25 à 49 ans, pour les femmes de plus de 50 ans, mais croît pour les hommes et les femmes de moins de 25 ans, ainsi que pour les hommes de plus de 50 ans.

Avec la relative stabilité du marché du travail, on constate que l'ensemble des emplois « atypiques » ou de forme particulière, pour la plupart précaires, qui étaient beaucoup développés au cours de ces dernières années, ont tendance à perdre du terrain. L'interim, les contrats à durée déterminée et l'apprentissage régressent, à la seule exception des stagiaires et des bénéficiaires d'emplois aidés. Parallèlement, la croissance du travail à temps partiel paraît plafonner, notamment dans les secteurs privés.

Cette forme d'activité représente 11,9 % des actifs occupés, contre 11,8 % en janvier 1990 et 11,9 % en mars 1989. Mais elle regroupe encore 23,5 % des femmes au travail et 33,4 % des aides familiales ou 63,5 % des salariés des services domestiques.

Au total, le taux d'activité de la population en âge de travailler, de 54,7 %, tend toujours à diminuer. Il était de 56,1 % en mars 1985. En quinze mois, la baisse de l'activité des moins de 25 ans s'est accélérée, sous l'effet conjugué de l'allongement de la scolarité et de la multiplication des stages de formation.

En raison des préretraités, principalement, le taux d'activité des plus de 60 ans, et surtout des hommes (8,3 %), continue de reculer. En revanche, la situation est plus contrastée pour les âges intermédiaires. On assiste à une très faible diminution pour les hommes de 25 à 49 ans et de 50 à 54 ans, mais à une tout aussi faible augmentation pour les hommes de 55 à 59 ans. Chez les femmes, les taux d'activité augmentent dans toutes les tranches, et surtout dans la catégorie de celles qui sont âgées de 25 à 49 ans. Elles sont 74,9 % à travailler, contre 96,1 % pour les hommes.

A. Le.

(1) L'enquête emploi est réalisée auprès de 65 000 ménages, au mois de mars de chaque année. En raison du recensement, celle de 1990 a été effectuée en janvier.

L'enquête « emploi » annuelle de l'INSEE

Le marché du travail a été stable entre janvier 1990 et mars 1991

Selon l'enquête « emploi » annuelle, la situation n'a guère évolué entre janvier 1990 et mars 1991 (1). Le document, rendu public par l'INSEE le 26 juillet, tend à démontrer que, en application des critères du BIT (Bureau international du travail), le chômage aurait très légèrement diminué, le taux de demandeurs d'emploi par rapport à la population active passant de 9,2 % à 9 % avec 2 204 000 personnes, contre 2 237 000 à la fin de 1990. Selon l'ANPE, il aurait augmenté de 21 000 au cours de la même période. Globalement, l'emploi ou se serait très légèrement amélioré, la population active occupée étant estimée à 22,165 millions, en progression de 26 000 en quinze mois. D'après l'enquête, les effectifs salariés se sont accrus de 110 000, tandis que ceux des non-salariés baissaient.

Coûte que coûte des évolutions co cours, le taux de chômage des hommes de moins de 25 ans augmenté de 0,4 point, alors que celui des femmes de 25 à 49 ans baisse lui aussi de 0,4 point. Avec 37 % de chômeurs de plus d'un an d'ancienneté, la part du chômage de

longue durée continue de diminuer, mais les situations varient selon les catégories. Elle recule pour les hommes et les femmes âgés de 25 à 49 ans, pour les femmes de plus de 50 ans, mais croît pour les hommes et les femmes de moins de 25 ans, ainsi que pour les hommes de plus de 50 ans.

Avec la relative stabilité du marché du travail, on constate que l'ensemble des emplois « atypiques » ou de forme particulière, pour la plupart précaires, qui étaient beaucoup développés au cours de ces dernières années, ont tendance à perdre du terrain. L'interim, les contrats à durée déterminée et l'apprentissage régressent, à la seule exception des stagiaires et des bénéficiaires d'emplois aidés. Parallèlement, la croissance du travail à temps partiel paraît plafonner, notamment dans les secteurs privés.

Cette forme d'activité représente 11,9 % des actifs occupés, contre 11,8 % en janvier 1990 et 11,9 % en mars 1989. Mais elle regroupe encore 23,5 % des femmes au travail et 33,4 % des aides familiales ou 63,5 % des salariés des services domestiques.

Au total, le taux d'activité de la population en âge de travailler, de 54,7 %, tend toujours à diminuer. Il était de 56,1 % en mars 1985. En quinze mois, la baisse de l'activité des moins de 25 ans s'est accélérée, sous l'effet conjugué de l'allongement de la scolarité et de la multiplication des stages de formation.

En raison des préretraités, principalement, le taux d'activité des plus de 60 ans, et surtout des hommes (8,3 %), continue de reculer. En revanche, la situation est plus contrastée pour les âges intermédiaires. On assiste à une très faible diminution pour les hommes de 25 à 49 ans et de 50 à 54 ans, mais à une tout aussi faible augmentation pour les hommes de 55 à 59 ans. Chez les femmes, les taux d'activité augmentent dans toutes les tranches, et surtout dans la catégorie de celles qui sont âgées de 25 à 49 ans. Elles sont 74,9 % à travailler, contre 96,1 % pour les hommes.

A. Le.

(1) L'enquête emploi est réalisée auprès de 65 000 ménages, au mois de mars de chaque année. En raison du recensement, celle de 1990 a été effectuée en janvier.

Les mesures gouvernementales en faveur du tourisme social

Le chèque-vacances est utilisé par trois millions de personnes

M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, a présenté le 24 juillet, en conseil des ministres, ses orientations en matière de tourisme social (le Monde daté 26 juillet). Il a décidé de mettre à l'étude l'attribution d'un deuxième billet de chemin de fer par an au titre des congés payés. Il entend amplifier le succès du chèque-vacances, qui ne profite pas encore aux salariés des petites entreprises, même s'il est utilisé, aujourd'hui, par trois millions de personnes.

Au cours des années 70, les adeptes du tourisme social se désolaient de voir le taux de départ en vacances des Français plafonner légèrement au-dessus de 50 %. A juste titre, ils imputaient

au manque de moyens le fait qu'à peine plus d'un français sur deux se récréait, loin de son domicile, au moins une fois par an.

On avait en beau prévoir des subventions (aide à la pierre) aux organismes construisant et gérant des villages de vacances ou des maisons familiales, afin d'abaisser le prix de journée, le séjour à la plage ou en montagne demeurait hors de portée pour beaucoup de familles, dont le budget était absorbé par des dépenses plus vitales. Ainsi est née l'idée d'une aide à la personne, sur le modèle développé par les Suisses, qui ont inventé, en 1939, le chèque-vacances. Reconnu par les employeurs ou les caisses de retraite, et utilisé par les salariés pour payer une partie de leurs dépenses en vacances.

Il fallut dix ans de démarches et de lobbying pour faire assimiler cette idée par les hommes politiques de droite et de gauche et, en 1982, pour mettre en œuvre l'une des cent dix propositions du quinquennat à la présidence de la République François Mitterrand. Le gouvernement de M. Pierre Mauroy créa l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV), établissement public industriel et commercial.

Des débuts laborieux

« D'un côté, nous ne pouvions que nous réjouir de voir cette agence enfin créée », raconte M. Jean Faucher, président de l'ANCV et pionnier du chèque-vacances. De l'autre, nous avons dû constater que l'accumulation des contraintes administratives en réduisait singulièrement l'impact. Par exemple, pour bénéficier du chèque, il fallait payer moins de 1 000 francs d'impôts et épargner pendant huit mois pour ses

vacances. Or cela limitait le chèque-vacances aux plus démunis, qui ne pouvaient pas en bénéficier.

Un coup d'épée dans l'eau : 20 000 bénéficiaires pour le premier exercice, en 1983, un patron qui rendait à payer encore un peu plus de cotisations sociales ; un déficit qui épuisait les 10 millions de francs par an ; des militants des comités d'entreprise qui se méfiaient d'un chèque qui donne aux salariés le libre choix de leurs dépenses de vacances ; un capital d'un million de francs qui ne fut jamais versé par l'Etat... L'aventure commençait plutôt mal.

Les responsables de l'agence entreprirent de desserrer le carcan. L'imposition maximum pour profiter du chèque, bonifiée par l'employeur était portée, en 1983, à 5 000 francs et, en 1990, à 9 550 francs. Ce plafond évolue, désormais, au même rythme que la première tranche d'imposition. Le délai d'épargne a été ramené à quatre mois. Les bénéficiaires attribués par les comités d'entreprise ont été exclus de l'assiette des cotisations sociales. La fonction publique a accepté de prendre en charge 20 % de bonification pour les fonctionnaires de l'Etat.

Après une période difficile qui vit le secrétaire d'Etat du gouvernement Chirac tenter de privatiser l'ANCV, en 1987, parce que les déficits mobilisaient 47 des 50 millions de francs prêtés par la Caisse des dépôts et consignations, est venu le temps du redressement. Le premier bénéfice est apparu, en 1989, avec 5,8 millions de francs d'excédents. Le deuxième, en 1990, avec 16 millions. 1991 devrait se conclure sur un bénéfice de 25 millions pour un chiffre d'affaires de 720 millions de francs et trois millions d'utilisateurs. Le chèque-vacances est

devenu une institution sociale solide.

Comment fonctionne-t-il ? Le futur vacancier épargne pendant quelques mois ce qui lui vaudra de recevoir des chèques d'une valeur nominale de 50 ou de 100 francs. Il peut aussi recevoir ces chèques sans bourse délier, de son comité d'entreprise ou de sa caisse de retraite. Parmi les distributeurs de cette aide, on relève Dassault, la Comédie-Française, la Croix-Rouge ou l'Ecole de la magistrature...

L'avion ou le musée

Avec ces chèques, le bénéficiaire paie son voyage en avion ou en train (la SNCF consent alors une réduction de 50 % contre 25 % seulement pour les congés payés) ou le péage d'autoroute. Il règle son agence de voyages (du Club Med à VVF), son association de tourisme ou son hôtel, pourvu que son séjour ou son circuit ne lui fasse pas quitter le territoire français. Il peut encore se servir de ses chèques pour acheter des billets pour les parcs d'attractions, les centres sportifs, les festivals, les théâtres ou les musées nationaux.

Les 38 000 commerçants et sociétés prestataires qui reçoivent le chèque-vacances en paiement voient leurs services publiés dans un annuaire tiré à 100 000 exemplaires, et attendant le service Minitel qui fonctionnera à la fin de 1991. Dans les trois semaines qui suivent la présentation des titres par le prestataire, le compte de celui-ci est crédité de la somme correspondante.

L'agence se finance en prélevant 1 % à l'achat des chèques par les entreprises et les comités d'entreprise et 1 % à la présentation des titres par les prestataires. Elle place environ 600 millions de

Le rapport annuel de l'OCDE

L'économie allemande suspendue au renouveau de l'ex-RDA

Le sort de l'Allemagne réunifiée, reste suspendu au rebond économique des régions de l'Est : l'OCDE, qui a rendu public vendredi 26 juillet son rapport annuel sur l'Allemagne, écrit, après d'autres, que le processus d'unification économique et monétaire engagé le 1^{er} juillet 1990 s'avère plus difficile qu'on ne l'avait prévu les autorités. Les salaires ont augmenté trop rapidement, tandis que la productivité n'a pas suivi. Tout peut rentrer dans l'ordre si l'économie redémarre à l'Est. En revanche, si l'Ouest reste contraint de maintenir les énormes transferts d'argent public (100 milliards de Deutschmarks cette année, soit plus de 340 milliards de francs), les conséquences pourraient être catastrophiques pour les Allemands... et tous les Européens.

L'unio politique devait se faire vite pour minimiser les tensions sociales entre l'Est et l'Ouest et éviter l'exode. Tel était le pari des autorités, l'OCDE, dans son rapport annuel sur l'Allemagne, ne dit pas qu'il a été manqué, loin de là. Sans doute les tensions existent, mais l'émigration a été limitée : environ 350 000 personnes sont parties à l'Ouest en 1990, auxquelles il faut ajouter 250 000 travailleurs frontaliers.

Mais tout le reste a pécché par excès d'optimisme. En premier, la conversion du mark de l'Est en mark de l'Ouest au taux de « un pour un » (pour les particuliers et les salaires). En second, la décision d'harmoniser rapidement les salaires des deux pays (dès 1994 dans la métallurgie), qui a été prise sous la pression des syndicats de l'Ouest voulant éviter que l'Est ne devienne une zone de bas coût de travail. Ces deux décisions ont cumulé leurs effets pour provoquer un « effondrement » de la production et de l'emploi à l'Est.

L'erreur repose d'abord sur une surestimation des entreprises de l'Est : une sur dix suppose la conversion à l'économie de concurrence au lieu d'une sur trois comme escompté. Ensuite, le

commerce avec le COMECON - qui représentait 60 % des exportations - s'est complètement effondré. Les autorités n'avaient pas pensé que l'URSS se désagrégerait autant. Enfin, les ménages de l'Est ont quasiment abandonné leurs achats de produits de l'Est. Conséquence : deux mois après le 1^{er} juillet, la production avait chuté de 40 %.

Inflation continue

L'Ouest a heureusement fort bien réagi. Et l'OCDE de rendre hommage à « la résilience et la force remarquables » de l'économie ouest-allemande. Les entreprises de l'Ouest ont fait preuve de flexibilité en augmentant leur production. Le ralentissement mondial n'est pas aux autres pays a servi l'Allemagne en permettant de dériver des ventes de l'exportation vers Berlin.

L'inflation a ainsi pu « être contenue ». En revanche, deux évolutions ont été négatives. Celle des salaires à l'Ouest, dont l'augmentation en moyenne, de 6 % cette année, ne tient pas compte de la nécessaire palette de la unification. Et celle du déficit budgétaire qui, même limité par la surévaluation apportée par l'absorption de l'Est (1,5 point de PNB supplémentaire pour l'Ouest en 1990 et encore 1 point cette année), atteindra 70 milliards de DM cette année, portant à 170 milliards les besoins d'emprunt du secteur public.

Les coûts élevés par les salaires, une inflation qui se tend (près de 4 % cette année et encore 4 % en 1992), et une croissance qui se ralentit (2,75 % en 1991 et 2,25 % en 1992), l'Allemagne doit rapidement retrouver le chemin de la rigueur. La hausse des impôts décidée par le gouvernement va dans le bon sens. Mais, à court terme, le risque demeure d'une faiblesse du DM et d'un relèvement des taux d'intérêt. D'un demi-point au second semestre, estime l'OCDE. Le redressement à terme passe par celui de l'Est. Les experts critiquent, à ce sujet, le Treuhandanstalt, l'organisme chargé des privatisations, de vouloir sauver des entreprises condamnées et de ne pas assez aider les créations de firmes neuves.

E. L. B.

50.12.1991

ÉCONOMIE

CEE

Le compromis entre Bruxelles et Tokyo

Le Japon obtient une ouverture progressive du marché automobile européen

Les Etats membres de la Communauté devraient approuver, vendredi 26 juillet, le compromis négocié en début de semaine par Bruxelles sur l'accès des voitures japonaises au marché européen (le Monde du 24 juillet).

M. Renato Ruggiero, l'un des directeurs généraux de Fiat, a estimé jeudi 25 juillet que l'accord en cours de négociation était « acceptable pour l'Europe » et a rendu hommage à la fermeté du premier ministre français, M. Edith Cresson.

De son côté, le patron de PSA a mis « un point d'honneur » à la fermeture du premier ministre français, M. Edith Cresson. « Ce compromis est ambigu et dangereux », a déclaré jeudi M. Jacques Calvet. Le président de PSA prévoit « des dizaines de milliers de suppressions d'emplois » si l'accord est signé dans sa forme actuelle.

BRUXELLES
(Communautés européennes.)

de notre correspondant

Le comité des représentants permanents des Douze, après avoir été informé en début de semaine du contenu de l'accord conclu par la Commission européenne avec les autorités de Tokyo sur les modalités de la libéralisation progressive des importations de voitures japonaises

dans la CEE (le Monde du 23 juillet), se réunissent à nouveau vendredi 26 juillet, en séance spéciale, pour « sauf surprise » donner son aval aux négociateurs bruxellois.

Fort de l'appui des Douze, lequel, si l'on considère le déroulement cahotique de cette affaire, représente à sa manière une performance tant les intérêts étaient différents - ceux-ci vont alors s'empresser à finaliser les pourparlers avec Tokyo.

Les Japonais, mécontents de telle ou telle clause, vont-ils alors faire trainer en longueur ? Rien n'est exclu. Mais on ne verrait guère l'intérêt de tels stermociments alors que les Douze se retrouvent enfin sur la même ligne, donc plus forts, et que, outre tout, sur l'essentiel, les Japonais obtiennent ce qu'ils recherchent : une libéralisation progressive des importations des Douze et l'ouverture totale d'un marché très convoité d'ici à huit ans.

Plafonds et « transplants »

Les points marqués en fin de parcours par l'équipe de négociateurs bruxellois, pour être satisfaisants, ne doivent pas faire oublier que cette fois encore c'est l'Europe, et non l'Amérique, qui abaisse ses barrières. A la veille de la fin de la période de transition, le 31 décembre 1999, les importations directes de voitures japonaises (c'est-à-dire fabriquées dans l'archipel) seront limitées à 120 000.

En raison de la clause de partage du marché, ou de « non-ciblage », aux termes de laquelle les Japonais s'engagent à ne pas concentrer leur pression commerciale sur les pays

qui étaient jusqu'ici les moins ouverts, les plafonds d'importations directes en France seraient fixés à 150 000 (soit 10 % à 11 % du marché) contre 80 000 actuellement, à 38 000 en Italie, à 79 000 en Espagne, à 23 000 au Portugal, à 190 000 au Royaume-Uni.

Par ailleurs, les voitures de marque japonaise commercialisées dans la Communauté, toutes origines confondues, ne pourront excéder un total représentant 16,09 % du marché. On comprend, en comparant ces deux chiffres (1 230 000 et 16,09 %), que les « transplants », ces voitures japonaises fabriquées en Europe et mises sur le marché des Douze, ne pourront dépasser 120 000 par an.

Il y a deux ans, les économistes japonais évaluaient à 1 700 000 le nombre de « transplants » que, compte tenu de la demande, ils pouvaient raisonnablement écouler sur le marché communautaire. Leurs projections d'investissements en Europe avaient été probablement préparées en fonction de ce pronostic. Ils devront être révisés et c'est peut-être là, vu de Tokyo, le principal inconvénient des contraintes prévisibles que leur impose ce *modus vivendi* avec les Européens.

Qu'advient-il s'ils passent outre, autrement dit si leur politique d'investissements dans la Communauté les conduit par exemple, en 1998 et 1999, à vendre plus de 1 200 000 « transplants » ? La réponse à Bruxelles est sans détour : les montants des importations directes devront alors être revus à la baisse.

PHILIPPE LEMAITRE

COMMUNICATION

Le budget de l'audiovisuel en 1992

A2 et FR3 bénéficieront du milliard de francs promis

« Milliard promis, milliard acquis ». Le gouvernement de Mme Edith Cresson tiendra les promesses de M. Michel Rocard. Antenne 2 et FR3 bénéficieront l'an prochain de 1 milliard de francs de ressources publiques supplémentaires, confirme-t-on, tant au ministère de l'Économie, des finances et du budget qu'au ministère de la communication.

M. Hervé Bourges, président commun des deux chaînes publiques, qui avait demandé au gouvernement, lors d'une conférence de presse mercredi 24 juillet, de tenir ses engagements, peut donc être pleinement rassuré (le Monde du 26 juillet). Reste, toutefois, pour M. Bourges, à obtenir du gouvernement que cette aide « exceptionnelle » devienne « reconductible », comme il en a émis le vœu pour la mise en œuvre de son plan stratégique. Le ministre de la communication, M. Georges Kiejman, nous a déclaré d'autre part que le président des deux chaînes publiques « avait été informé par ses soins » de la décision du gouvernement en faveur d'A2 et FR3, avant sa conférence de presse.

Des télévisions locales en difficulté

Une situation financière « encourageante » pour Huit-Mont-Blanc, des déficits « préoccupants » pour Télé-Toulouse (TLT) et Télé-Lyon-Métropole (TLM) : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) fait un bilan contrasté de l'activité des trois télévisions locales privées autorisées en France. S'il se félicite, en effet, que ces trois sociétés aient « mieux répondu à leur mission d'information locale et d'animation de la vie locale » et aient « amélioré leur notoriété », le Conseil souligne en revanche les difficultés persistantes auxquelles les deux dernières d'entre elles sont confrontées. Pour Télé-Toulouse, l'année 1990 s'est achevée avec un déficit d'exploitation de 14 millions de francs environ, à peine inférieur aux 15,4 millions de l'année précédente malgré une nette progression des recettes (7 millions en 1990 contre 3,9 seulement en 1989). Le déficit cumulé s'élève, au terme du troisième exercice, à 40 millions de francs. Pour TLM, le constat dressé par le CSA est à peine moins préoccupant. La chaîne lyonnaise a en effet achevé son exercice 1990 avec 14 millions de francs de déficit (contre 21 millions l'année précédente). La hausse des recettes commerciales

650 millions de francs de « pertes exceptionnelles » pour TDF en 1990

Télédiffusion de France (TDF) a enregistré l'an dernier 650 millions de francs de « pertes exceptionnelles ». Celles-ci, précise le rapport financier de sa maison mère, le groupe France Télécom, « résultent pour la quasi-totalité des incidents survenus sur les canaux du satellite TDF 2 », dont TDF est propriétaire.

Ces incidents ont occasionné la prise en compte de 777 millions de francs d'amortissements et de provisions, « desquels ont été déduites les indemnisations reçues des assurances pour la perte du canal 17 de TDF 1 », satellite jumeau de TDF 2.

Le chiffre d'affaires de la société publique a cependant atteint l'an dernier 3 524 millions de francs, en hausse de 5,5 % par rapport à 1989. Le service de radiomessagerie numérique Operator, exploité et commercialisé par TDF radio services, filiale de TDF, a vu le nombre de ses abonnés croître de 80 % et atteindre 33 000. Enfin, 609 millions de francs ont été investis « pour le renouvellement et le développement » du parc d'émetteurs terrestres de TDF.

Bien que le CSA n'y fasse pas allusion, cet état des lieux pose une nouvelle fois le problème de l'autorisation de la publicité pour la télévision locale, malgré « plusieurs infractions » (dépassement du quota de films autorisés, parrainage, publicité...). Seule chaîne à tirer financièrement son épingle du jeu, Huit-Mont-Blanc a ramené l'an dernier son déficit d'exploitation à 4,5 millions de francs contre 8,3 en 1989. Tout en saluant la diversité de l'information locale, le CSA relève des « manquements importants » à la réglementation en matière publicitaire, de parrainage et de téléachat.

Bien que le CSA n'y fasse pas allusion, cet état des lieux pose une nouvelle fois le problème de l'autorisation de la publicité pour la télévision locale, malgré « plusieurs infractions » (dépassement du quota de films autorisés, parrainage, publicité...). Seule chaîne à tirer financièrement son épingle du jeu, Huit-Mont-Blanc a ramené l'an dernier son déficit d'exploitation à 4,5 millions de francs contre 8,3 en 1989. Tout en saluant la diversité de l'information locale, le CSA relève des « manquements importants » à la réglementation en matière publicitaire, de parrainage et de téléachat.

P.-A. G.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS

RARE
Charm. caractères, imm.
XV^e, env. 150 m², 3^e ét. m.
asc. pds hour. s/p, ent.
grand b'g, 3 ch. m.
+ bureau, 2 s.d.b., cab. à
s'ouvrir, 2 d'ing.
+ cave, terrasse à p'ter.
Prix : 7 500 000 F.
43-55-55-04, p. 22

5^e arrdt

COCHON SAINT-LOUIS

Immeuble 18^e. Calme.
2 appartements v. possé-
sibles de 145 m².
11 Grand p'ter-à-terre 75 m²
dont 45 m² 3 fenêtres.
3 appartements 3 x 70 m².
Chaque avec cheminée.
Sal. de bain, cab. équipé.
Profession libérale possible.
Prix réduits.
Tél. 43-55-55-25
ou 33-75-57-58

6^e arrdt

PARTEUR/LIEUXBOURG

570 m² env. + grande place
NHI 43-55-55-55
URGENT

8^e arrdt

EXCEPTIONNEL

Av. George-V, 4^e ét.,
app. 100 m² env. D'ici
1978, 3^e ét., sur rue calme
+ 2 ch. m., 2 s.d.b., cu-
isine équipée, ent. impréc.
prestations lux.
43-55-55-04, p. 22

11^e arrdt

11^e ARRONDISSEMENT

Sur Pélée, proche 2 mères.
2/3 P. 54 m². Immeuble
1978, 3^e ét., sur rue calme
+ 2 ch. m., 2 s.d.b., cu-
isine équipée, ent. impréc.
chambre, dressing, chauff.
Prix : 1 800 000 F.
Tél. 43-55-55-55-55
Tél. 43-55-55-04

18^e arrdt

TROCADÉRO

Charm. app. décapé, très bel
appartement env. 190 m².
3 récept., 2 ch. m., 2 b. m.,
cave, terrasse.
43-55-55-04, p. 22

propriétés

17^e arrdt

BONNE AFFAIRE

PORTE MARLOT (petit)
Charm. app. 5^e ét.
Tres bel appartement
env. 132 m², 2^e ét. living
45 m² environ, 2 ch. m.,
cuv., s.d.b., ch. m., asc.
Tres bon plus.
43-55-55-04, p. 22

17^e arrdt

PROCHE NEUILLY

Vue panoramique
App. en duplex, env. 150 m² +
10 m² de terrasse
1^{er} niveau : Entrée, grande
réception en rotonde +
chambre avec s.d. b. m. et
dressing-room + cuis.
2^e niveau : 1 gde pièce
bureau, entourée de ter-
rasses.
Proximité très luxueuse,
convientrait idéalement à
couple ou personne seule.
43-55-55-04, p. 22

92

Haute-de-Seine

CLAYY, Allée Gambetta
2 P. 11 et 12 ch. m. m. m.
INVESTIR. 47-81-91-00
Tél. 24/24

appartements achats

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS
DE STANDING
petites et grandes surfaces
ÉVALUATION GRATUITE

hotels particuliers

VINCENNES (Bois-Château)

Luxueux hôtel part. p/3 révis.
Vastes ch. m. d'entrée, verres,
jard. d'hiver pos., 4 ch. m.,
4 sanitaires, 5^e ch. m. pos.
Garde 2 voitures, Pélée.
26 000 F le m², 45-04-24-30.

EXCEPTIONNEL

Gd hôtel part. Louis XVI.
Charm. M.H. 60 m² la Rochelle.
Décor très beau.
Ent. nat. 2 300 000 F.
Tél. 151-08-50-85 (soit).

locations non meublées

Paris

PORTE POCHET

Proche métro, bus, RER
3 PCHES 88 m²
3^e étage, asc., digicode,
interphone.
Tres ch. m. Double expo.
s.d. b. m. 3 placards amé-
nagés, 2 balcons, Porte bi-
d. m. asc. sol.
Entièrement refait à neuf.
Habitables en 1^{er} état.
8 500 F charges, chauff.,
eau chaude compris.
ECL : 42-48-55-80

locations meublées

Paris

Loué gd studio, char. agré- able, entièrement équipé. Audi et système. Régulière, 4 500 F/m. m. cc. Tél. 45-43-15-52

Le Monde

Cadres

POUR AGENCE DE VOYAGES COMPTABLE UNIQUE

18-TEMPS
Macintosh + comp. atm.
CV + photo à ALREOM
93, rue de Valenciennes
75008 Paris

L'AGENDA

Garde d'enfants

Ch. 15^e arrdt pour s'occuper
ent. 3 ans (écrit et signé)
T. 42-89-87-81 (soit).

Peniches

BOULEVARD SUPERBE PÉNICHE AMÉNAGÉE

A proximité du Jardin
Albert-Klein, 193 m² utilis.
TERRASSE MAGNIFIQUE,
Accès et berge aménagés,
EMPLACEMENT LEGAL.
Prix : 3 M.
Tél. 40-71-00-69
ESPACES VIVES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

ACCORD DAIMLER BENZ / SOGETI

MARCHÉS FINANCIERS

La BCCI est accusée d'avoir aidé au trafic d'armes nucléaires

Dans le scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), dont les activités ont été suspendues dans quelque soixante-dix pays depuis le 5 juillet après la découverte de « fraudes à grande échelle », révélations et démentis se succèdent. Dernièrement en date, les accusations du quotidien britannique *The Guardian* du vendredi 26 juillet. Selon ce journal, la BCCI aurait aidé l'Argentine, la Libye et le Pakistan à tenter d'acquiescer des armes nucléaires, en procédant depuis plus de dix ans à des transferts de fonds et d'or à travers le monde pour le compte de ces trois pays. Elle aurait également pris en charge l'organisation du transfert par avion, de la livraison et de l'assurance des composants et financé l'action des agents mobiles pour ces opérations. La BCCI aurait ainsi servi d'intermédiaire pour la rétribution de cinq cents Britanniques avec des fonds de la CIA.

Dans les milieux bancaires du Golfe, on affirme que l'émir d'Abou Dhabi, octroyant à 77 % de la BCCI, aurait déclaré ne plus injecter d'argent frais dans cette banque.

Aux États-Unis, le ministre de la justice a démenti que son adminis-

tration ou la CIA aient tenté de freiner, comme l'affirmait le magazine *Time* paru cette semaine, les enquêtes sur les activités de la BCCI aux États-Unis.

Au Pakistan, le ministre des finances a démenti les propos qui lui prêtait le *Financial Times* du 25 juillet, selon lesquels la BCCI aurait servi à blanchir de l'argent de la drogue au Pakistan. En revanche, il n'a pas démenti que la BCCI pouvait être une des banques utilisées par la CIA pour financer les rebelles afghans dans leur lutte contre le gouvernement prosoviétique de Kaboul.

Au Pérou, une commission d'enquête parlementaire a affirmé le 25 juillet que la Banque centrale avait piécé une partie de ses réserves internationales sur des comptes secrets de la filiale panaméenne de la BCCI, de mai 1986 à décembre 1987, mettant ainsi directement en cause l'ancien président péruvien, M. Alan Garcia.

Au Japon, les autorités ont nommé un liquidateur pour les réserves internationales sur des comptes secrets de la BCCI. En Colombie, la filiale de la BCCI a été mise en vente et, en Argentine, les autorités ont sommé la filiale locale de fermer ses portes d'ici à la fin de l'année. — (AFP, Reuters)

Impliqué dans un scandale financier

Le ministre des finances japonais exclut de démissionner

Le ministre japonais des finances, M. Ryutaro Hashimoto, a exclu, jeudi 25 juillet à Tokyo, de démissionner, refusant ainsi d'assumer la responsabilité de son administration dans l'actuel scandale boursier qui secoue le Japon. Les spéculations vont bon train pour connaître la liste des personnes qui ont été indemnisées de leurs pertes boursières par les grandes maisons de titres.

A elles seules, les quatre grandes firmes (Nomura, Daiwa, Nikko et Yamaichi) ont avoué avoir dédommagé au cours des dix-huit derniers mois quelque 230 clients de leur pertes bour-

sières, pour un montant avoisinant le milliard de dollars (916 millions de dollars, soit 5,4 milliards de francs). La question qui secoue l'archipel est de savoir si des hommes politiques figurent parmi les heureux élus. Six autres maisons de courtage ont aussi remboursé des pertes pour environ 255 millions de dollars. Ce type d'indemnisation n'est pas illégal au Japon, à moins qu'il n'ait fait l'objet d'un engagement préalable entre le client et son courtier. De leur côté, les maisons de titres semblent peu enclines à rendre publiques les noms de leurs clients ainsi favorisés.

Critiquant la réforme de la politique agricole commune

« La défense du revenu des agriculteurs passe par le niveau des prix » estiment la FNSEA et le CNJA

MM. Raymond Lacombe et Philippe Mangin, respectivement président de la FNSEA et du CNJA, ont annoncé l'organisation d'une grande manifestation, dimanche 29 septembre, à Paris. L'objectif de ce rassemblement est de témoigner, « avec la participation de l'ensemble de la population du monde rural, d'un malaise grandissant ».

Les organisations agricoles, qui stigmatisent « l'immobilisme des pouvoirs publics » veulent en fait poser devant l'opinion publique nationale un véritable problème de société. « Il faut inscrire en œuvre une politique d'aménagement du territoire totalement inverse de celle d'aujourd'hui », a lancé Raymond Lacombe. « Nous exprimons un cri d'alarme devant des villes qui ne font que grossir dans le désordre et un monde rural qui se désertifie. Il faut exiger de la CEE une politique plus volontariste en faveur de régions défavorisées », a ajouté pour sa part Philippe Mangin.

Au cours de la manifestation du 29 septembre, à laquelle participeront de grands (mémoires universitaires, philosophes, écrivains) et qui sera marquée par des meetings et un défilé, des opérations de jumelage seront annoncées entre

des régions françaises et des quatre-vingt pays. Des le 31 juillet, d'en haut de la roche de Solutré (Saône-et-Loire) un appel solennel sera lancé par des groupes d'agriculteurs au président de la République.

A l'occasion d'une conférence de presse conjointe, le 25 juillet, les responsables de la FNSEA et du CNJA ont à nouveau vivement critiqué les projets de réforme de la politique agricole commune (PAC) présentés récemment par la Commission de Bruxelles, notamment les baisses de prix annoncées pour les céréales, le lait et la viande.

Où contre-propositions ont été transmises aux pouvoirs publics. La défense du revenu des agriculteurs est une priorité, et les prix doivent demeurer l'essentiel de la rémunération des producteurs à travers l'organisation des marchés, ont-ils indiqué.

Quant à la maîtrise de l'offre de produits agricoles, elle devra, selon les syndicats, reposer en priorité sur des mesures incitatives et volontaires afin que chaque paysan puisse prendre ses responsabilités en fonction d'objectifs de production clairement définis.

F. Gr.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CARNET DES ENTREPRISES

M. Jean Guillot vient d'être nommé président-directeur général de Groupe Origny, producteur de matériaux encastrant à la fabrication du béton.

Il succède à M. Bernard Letellier qui a demandé à être déchargé de cette fonction. M. Bernard Letellier demeure président-directeur général d'Origny Desvroux, société actionnaire de Groupe Origny.

M. Jean Guillot, cinquante-trois ans, ingénieur ESTP a effectué une grande partie de sa carrière dans le Groupe Origny. Après avoir créé, puis développé les branches béton prêt à l'emploi en 1981 et granulats en 1987, en qualité de directeur de division, il a, en 1988, été nommé directeur général de Ciments d'Origny.

Il a participé à l'organisation du Groupe dans sa forme actuelle : Groupe Origny-Société Holding coordonne les activités de quatre filiales spécialisées dans le ciment, le granulat, la chimie du béton et les matériaux ainsi que dans le béton prêt à l'emploi.

Rappelons que Groupe Origny est la société française de Holderbank, premier cimentier mondial.

NEW-YORK, 25 juillet ↑

Raffermissement

Après trois journées de baisses, un mouvement de reprise s'est dessiné jeudi à Wall Street. Amorcé dès l'ouverture, l'indice a progressivement gagné 13,97 points (+ 0,47%) pour s'établir à la cote 2 980,10. Le bilan de la séance a été conforme à ce résultat. Sur 2 041 valeurs traitées, 872 ont monté, 646 ont baissé et 523 n'ont pas varié.

Simple réaction technique? Les professionnels s'attendent à ce que la hausse des commandes de biens durables, c'est-à-dire au tour du chômage de s'aggraver avec trente mille demandes d'allocation supplémentaires enlaides pour le mois de juillet. Mais, d'autre part, la baisse des taux d'intérêt à long terme pour la deuxième journée consécutive. Ainsi, le rendement de l'emprunt phare qui sont les Bons du Trésor à trois ans sont revenus de 8,41 % à 8,37 %. Mais cette baisse est, selon les analystes, à double tranchée dans le message de la Fed. Elle traduit une recrudescence de la récession.

L'activité a encore un peu diminué, avec 145,57 millions de litres échangés contre 158,50 millions la veille.

VALEURS	Cours du 24 juillet	Cours du 25 juillet
Alcoa	70 3/4	70 3/4
AT&T	28 5/8	28 3/4
Boeing	52 1/2	52 1/2
Deere	48 3/4	48 1/2
Exxon	58 1/2	58 1/2
Ford	33 3/4	33 3/4
General Motors	40 3/8	40 3/8
IBM	100 3/4	100 3/4
ITT	52 1/2	52 1/2
Johnson & Johnson	58 3/4	58 3/4
Merck	66 3/4	66 3/4
Rockwell	62 1/2	62 1/2
Union Carbide	20 3/8	20 1/8
Westinghouse	25 1/8	25 1/8
Xerox	55 5/8	55 5/8

LONDRES, 25 juillet =

Surplace

Les valeurs ont terminé la séance du jeudi 25 juillet pratiquement en surplace. La Bourse de Londres, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a fini en légère baisse de 0,3 point à 2 578,8. Le recul de 0,03 %, les échanges ont porté sur 507 millions d'actions contre 477 millions mercredi.

Après avoir perdu jusqu'à 12 points en cours de séance, tirés en arrière les bons résultats semestriels d'Imperial Chemical Industries et les prises de bénéfices, le marché s'est redressé grâce à l'ouverture ferme de Wall Street. L'affaire de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) et l'approche de la saison des résultats semestriels ont déprimé le secteur bancaire. Les pharmaceutiques ont souffert d'un commentaire négatif des analystes de James Capel.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

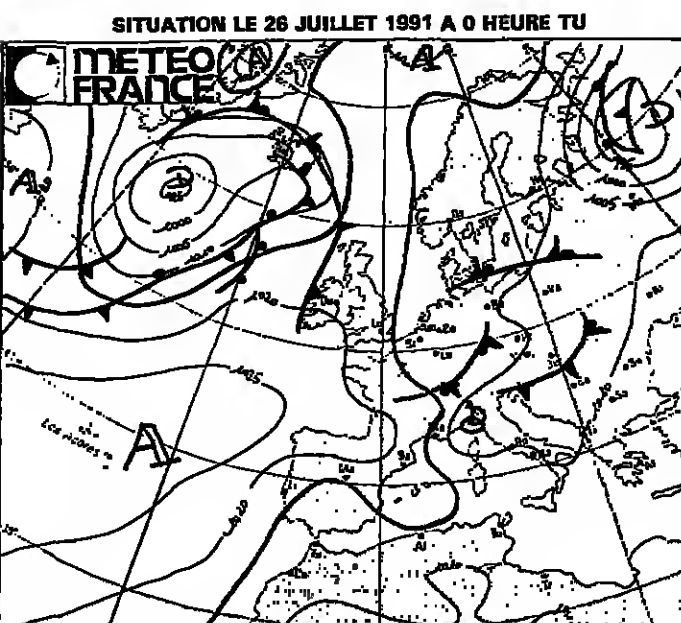
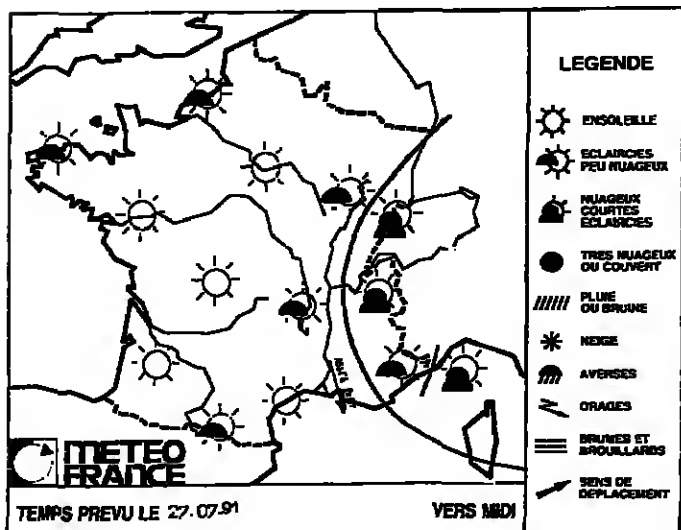
La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

La journée n'avait pourtant pas bien commencé. Les opérateurs avaient été en effet déçus que la Banque du Japon n'ait pas donné l'impulsion attendue dans la circuit monétaire pour faire pression sur les taux. Furent-ils entendus? A mi-séance, l'on apprenait que la BCI avait lancé une telle opération. Du coup, les investisseurs se sont réorientés vers la recherche des bonnes affaires. Résultat : plus de 300 millions de titres furent échangés contre 260 millions la veille.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 27 juillet 1991
Beau temps ensoleillé.
Nuageux à l'Est et au Sud-Est.



Dimanche : soleil mais aggravation par le nord-ouest. — Après la dissipation de quelques bancs de brume matinale, en particulier sur le Centre, le Centre-Est et le Nord-Est, la journée sera très estivale, avec un soleil généralement généreux sur la majeure partie de la France.

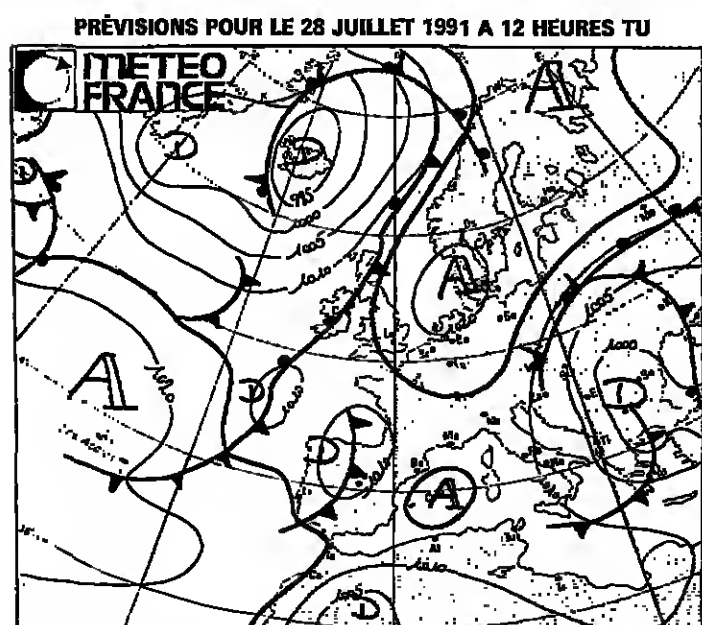
Toutefois, les nuages deviendront de plus en plus nombreux sur la Bretagne et des pluies arriveront dans l'après-midi. Quelques passages nuageux affecteront également les Pays de la Loire et la Basse-Normandie l'après-midi et le soir.

Des bancs de nuages élevés gagneront les régions pyrénéennes le matin, puis le Massif central et le bassin pari-

sien l'après-midi. En cours de journée, le temps deviendra lourd sur ces régions et un orage isolé n'est pas totalement exclu des Pyrénées au Massif central en fin de journée.

Les températures minimales seront comprises entre 12 degrés et 15 degrés sur la moitié nord, entre 13 degrés et 16 degrés dans le Sud-Ouest et entre 16 degrés et 20 degrés dans le Sud-Est.

Les températures maximales évolueront entre 21 degrés et 24 degrés près des côtes de la Manche, entre 24 degrés et 29 degrés sur le reste de la moitié nord. Plus au sud, elles varieront entre 27 degrés et 32 degrés.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 25-7-1991 à 18 heures TU et le 26-7-1991 à 8 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG	17	12	A
ALGER	23	16	O		
BARCELONE	21	16	C		
BORDEAUX	21	16	C		
BREST	17	14	N		
CANNES	21	16	C		
CHERBOURG	18	15	N		
CHERBOURG-PV	21	14	N		
DIJON	19	15	P		
GRENOBLE	25	14	C		
LILLE	18	11	N		
LIMOGES	17	13	P		
LYON	23	15	N		
MAIRIEVILLE	25	19	D		
NANCY	19	14	C		
NANTES	21	16	C		
NICE	22	18	D		
PARIS-MONTY	17	14	C		
PAU	20	14	N		
PERPIGNAN	26	18	D		
RENNES	20	15	C		
STRASBOURG	21	13	C		
TOULOUSE	22	16	A		
TOULON	21	14	O		
POINTE-A-PITRE	33	25	D		
ÉTRANGER	ALGER	MONTREAL	28	18	C
AMSTERDAM	19	11	C		
ATHÈNES	33	21	O		
BANGKOK	30	26	N		
BARCELONE	23	16	N		
BELGRADE	34	19	N		
BERLIN	22	13	D		
BRUXELLES	19	14	C		
COPENHAGUE	17	13	C		
DAKAR	25	19	N		
DELHI	32	26	D		
GENÈVE	21	14	C		
HONGKONG	30	26	C		
ISTANBUL	23	20	O		
JERUSALEM	29	18	N		
LA CAIRE	34	22	D		
LONDRES	26	18	D		
LOS ANGELES	22	15	D		
MADRID	37	22	D		
MILAN	22	10	N		
MOSCOU	17	13	P		
NAIROBI	22	15	C		
NEW-DELI	37	20	O		
NEW-YORK	26	21	C		
OSLO	24	13	C		
PALMA-DE-MAJOR	32	20	O		
PARIS	21	16	N		
RIO-DE-JANEIRO	29	23	D		
ROME	29	23	D		
SINGAPOUR	34	26	C		
STOCKHOLM	21	18	N		
STONY	36	27	C		
TOKYO	36	23	D		
TUNIS	36	23	D		
VARSOVIE	19	15	C		
VERONE	31	18	P		
VIENNE	34	14	*		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

— M. Eric TOUBIANA
et
M^{me} Marie-Laure TOUBIANA,
née Charvet,
ont la joie d'annoncer qu'une petite
fille, nommée

Claire,

est venue tenir compagnie à leur fils
Adrien,
le 24 juillet 1991.

— Patricia BLANCHON
et
Bruno CHEVALIER
ont la joie d'annoncer la naissance de

Elodie,

le 20 juillet 1991, à Meaux.
108, rue des Grands-Champs,
75020 Paris.

— Elisabeth, Jeanne-Esther et Edwige
ont la joie d'annoncer la naissance de

Jean-Baptiste,

le 18 juillet 1991.
Anne et Jean-Luc EICHENLAUB,
33 B, rue des Clés,
68000 Colmar.

— Martine BLANC
et
François GUÉDIDOU
ont la joie d'annoncer la naissance de

Rémy,

le 23 juillet 1991, à Paris.
17, rue de la Plaine,
75020 Paris.

Mariages

— Estelle BALTAZART
et
Christophe DELETAGE
ont la joie de faire part de leur
mariage, qui sera célébré le samedi
27 juillet, à 16 h 30, en l'église d'Aunay
(Charente).

Roubaix,
6330 Vars.

Décès

— M^{me} Gloria Alamachère,
son épouse,
ses enfants,
et petits-enfants,
ont la tristesse de vous apprendre le
décès de

François ALAMACHÈRE,

survenu le 19 juillet, à l'âge de
soixante-cinq ans.

21, rue Marguerite-Audoux,
18600 Saincaize.

— L'Association de la presse ministé-
rielle
a le regret de faire part du décès ac-
cidental de son secrétaire général,

Lucile AUGERON.

Lucile Augeron, qui avait collaboré,
notamment, à l'Ordre, l'Intransigeant,
Ce soir et Combat, était depuis de
nombreuses années correspondante à
Paris du Journal belge le Peuple. Elle
dépassait en outre une activité et un
dévouement inlassables au sein des
organisations professionnelles.

[A quatre-vingt-un ans, Lucile Augeron, de son
vrai nom Lucile Piet, était restée la journaliste
belge la plus célèbre du journalisme parisien.
Ayant collaboré à de nombreux titres français ou
belges, elle se flattait avec raison d'avoir tout
fait dans ce métier, hormis la Bourse et les
courses. Les problèmes agricoles, et surtout
l'industrialisme, étaient pour elle deux sujets de pré-
dilection. Auteur de plusieurs ouvrages, elle avait
obtenu en 1975 le prix du Journalisme agricole.
Lucile Augeron était ancienne conseillère munici-
pale d'Aulnoy-lez-Val (Seine-et-Marne).]

— M. Hubert Dellac,
M. Michel Zaks,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard DELLAC,

survenu à l'Hôpital américain de
Neuilly-sur-Seine, le 25 juillet 1991,
dans sa soixante et unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Honoré d'Eylau, place
Victor-Hugo, à Paris-16^e, le mardi
30 juillet, à 10 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

3, avenue Foch,
75116 Paris.

— Les proches collaborateurs,
L'ensemble du personnel
Et le conseil d'administration de la
SFICA,
ont la profonde tristesse d'annoncer la
disparition de leur président-fondateur,

M. Bernard DELLAC,

HEC,

Master of Queen's,

survenue le 25 juillet 1991.

44, rue des Petites-Ecuries,
75010 Paris.

— M^{me} Molouk Dadkhah,
M^{me} Béatrice-Mehr Ardalan,
M^{me} Ahita Lebour,
née Ardalan,
et son époux, M. Gérard Lebour,
et leurs enfants,
M. et M^{me} Arista Ardalan
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Ferydoun ARDALAN,
fonctionnaire retraité de l'UNESCO,

leur gendre, époux, père, beau-père et
grand-père,
survenu le 22 juillet 1991, en Califor-
nie (Etats-Unis).

27264 North-Lake-Walshford,
Valley Center, C.A. 92082 (USA).

— M^{me} Henri Chabanet,
sa maman,
M^{me} Jean Chabanet,
née Monique Turin,
Claire et Bertrand,
Dominique et Rose Marie,
Françoise et Philippe
et leur fils Florent,
Didier, Gilles, Sophie,
ses enfants,
Anne Chabanet,
Bernard et Nicole Chabanet,
leurs enfants et petits-enfants,
Françoise et Lucien Bigay,
leurs enfants et petits-enfants,
Marie et François Paris
et leurs enfants.

M^{me} Claudine Turin
et ses petits-enfants,
M^{me} Yvonne Turin,
M^{me} Michel Turin,
Et leur famille,
font part du décès, à l'âge de cin-
quante-sept ans, de

M. Jean CHABANET,

enseignant.

— M^{me} Thérèse Dufail-Laurent,
Eric et Christine Dufail,
Aude et Max Weinstein,
ses enfants,
Xavier, Anne, Claire, Guillaume,
Nicolas, Oihana,
ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Michel-Marie DUFIL,
professeur
à l'université de Montpellier,

survenu le jeudi 11 juillet 1991.
Qu'il repose en paix.

— Georges EPITAUX
est entré dans la paix de Dieu, le
17 juillet 1991.

Vous en font part,
M^{me} Georges Epitiaux,
M^{me} Georges Epitiaux,
M^{me} Georges Epitiaux,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-Claude Mugny,
à Lausanne,
ses enfants.

Les familles parentes et alliées.

... et la mort ni la vie, rien ne
pourra nous séparer de l'amour de
Dieu, manifesté en Jésus-Christ...
Rom. VIII, 38-39.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, boulevard de Grancy,
CH-1006 Lausanne.

— M. et M^{me} Georges Illoz,
M. Jean-Marie Illoz,
ont la douleur de faire part du décès de
leur fils et frère,

Michel ILLOZ,

survenu le 17 juillet 1991, à Grasse.

Les obsèques ont eu lieu le 19 juillet,
à Cannes.

La famille adresse ses remerciements
à tous ceux qui lui ont témoigné leur
sympathie.

La Comtadine,
9, rue de Moscou,
06400 Cannes.

— Le prince Alain W. Lyszczyński-
Troickouff,
son épouse,
Michel Troickouff,
Marie-Anne et René Ferré
et leur fille,
M^{me} veuve Roger Vieillard,
sa belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

la princesse
A. W. LYSZCZYŃSKI-
TROICKOUFF,
née May Vieillard,

survenue le 23 juillet 1991, à Beaulieu-
sur-Mer (Alpes-Maritimes).

Le service religieux sera célébré en
l'église Saint-Pierre de Chaillot,
35, avenue Marceau, Paris-16^e, le
samedi 27 juillet, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans le
caveau de famille, au cimetière du
Père-Lachaise.

30, rue de Lobeck,
75116 Paris.

— M^{me} Chaja Liba Pienkny,
sa femme,
Janelle Pienkny-Habel,
sa fille,
André Grimaldi,
son gendre,
Judith et David Grimaldi,
ses petits-enfants,
Les familles Pienkny, Zakin, Rajes,
Fargcon,
ont la douleur de faire part du décès de

Szymon PIENKNY,
ancien combattant
et engagé volontaire juif (1934-1945),
le 15 juillet 1991, à New-York.

L'inhumation a eu lieu au cimetière
de Bagneux.
21, boulevard Richard-Lenoir,
75011 Paris.

— La famille Pienkny,
M^{me} Gisèle Combes,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Jacques PREA,
ancien avocat au barreau d'Alger,
notaire à Paris,
président du Cridon,
président du Congrès des notaires
(La Baule 1988),
président honoraire
de la Chambre des notaires,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de
l'Ordre national du Mérite,
survenu à Paris, le 21 juillet 1991, à
l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité familiale.

L'inhumation a eu lieu au cimetière
nouveau de Boulogne (Hauts-de-Seine).

Une messe à sa mémoire sera célé-
brée en septembre.

Les Hauts de Beaulieu,
77350 Boissise-la-Bertrand.

— M^{me} Jean Puy,
née Andrée Zinn,
Ses enfants et petits-enfants,
Ses neveux,
ont la tristesse de faire part du décès, le
22 juillet 1991, à Perpignan, de

M. Jean PUY,
administrateur en chef
de la France d'outre-mer

Remerciements

— Monique Tannous,
Shirine Tannous,
Jeanine Tannous,
Catherine Bourgey,
Philippe Bourgey,
Robert et Christiane Paget
et leurs enfants,
Et leurs familles,
remercient très chaleureusement tous
ceux qui, par leur présence ou leurs
témoignages d'amitié, leur ont apporté
un soutien précieux lors du décès de

Paul TANNOUS.

Anniversaires

— Il y a un an, le 25 juillet 1990,

Engèle BOUTIN
nous quitte.

Il allait avoir soixante-quatorze ans
et avait consacré près de soixante ans
de sa vie à l'imprimerie.

Retiré à Alès, après de longues
années de « labeur » à Paris, il avait
son propre fil à perpétuer la tradition
familiale en créant une nouvelle imprime-
rie. Il avait été lui-même, aux côtés
de son père à Lyon, un des maîtres
d'œuvre de la presse clandestine des
années noires.

Ses nombreux amis auront une pen-
sée pour leur compagnon disparu.

— Paris (Seine), Pérois (Hérault),
Santal (Dordogne).

Pierre-Frédéric BOYÉ
nous a quittés il y a un an, le 27 juillet
1990, à l'âge de vingt-deux ans.

Que ceux qui l'ont connu, aimé, se
souviennent.

Les obsèques ont eu lieu le 19 juillet,
à Cannes.

La famille adresse ses remerciements
à tous ceux qui lui ont témoigné leur
sympathie.

La Comtadine,
9, rue de Moscou,
06400 Cannes.

— Le prince Alain W. Lyszczyński-
Troickouff,
son épouse,
Michel Troickouff,
Marie-Anne et René Ferré
et leur fille,
M^{me} veuve Roger Vieillard,
sa belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

la princesse
A. W. LYSZCZYŃSKI-
TROICKOUFF,
née May Vieillard,

survenue le 23 juillet 1991, à Beaulieu-
sur-Mer (Alpes-Maritimes).

Le service religieux sera célébré en
l'église Saint-Pierre de Chaillot,
35, avenue Marceau, Paris-16^e, le
samedi 27 juillet, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans le
caveau de famille, au cimetière du
Père-Lachaise.

30, rue de Lobeck,
75116 Paris.

— M^{me} Chaja Liba Pienkny,
sa femme,
Janelle Pienkny-Habel,
sa fille,
André Grimaldi,
son gendre,
Judith et David Grimaldi,
ses petits-enfants,
Les familles Pienkny, Zakin, Rajes,
Fargcon,
ont la douleur de faire part du décès de

Szymon PIENKNY,
ancien combattant
et engagé volontaire juif (1934-1945),
le 15 juillet 1991, à New-York.

L'inhumation a eu lieu au cimetière
de Bagneux.
21, boulevard Richard-Lenoir,
75011 Paris.

— La famille Pienkny,
M^{me} Gisèle Combes,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Jacques PREA,
ancien avocat au barreau d'Alger,
notaire à Paris,
président du Cridon,
président du Congrès des notaires
(La Baule 1988),
président honoraire
de la Chambre des notaires,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de
l'Ordre national du Mérite,
survenu à Paris, le 21 juillet 1991, à
l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité familiale.

L'inhumation a eu lieu au cimetière
nouveau de Boulogne (Hauts-de-Seine).

Une messe à sa mémoire sera célé-
brée en septembre.

Les Hauts de Beaulieu,
77350 Boissise-la-Bertrand.

— M^{me} Chaja Liba Pienkny,
sa femme,
Janelle Pienkny-Habel,
sa fille,
André Grimaldi,
son gendre,
Judith et David Grimaldi,
ses petits-enfants,
Les familles Pienkny, Zakin, Rajes,
Fargcon,
ont la douleur de faire part du décès de

Szymon PIENKNY,
ancien combattant
et engagé volontaire juif (1934-1945),
le 15 juillet 1991, à New-York.

L'inhumation a eu lieu au cimetière
de Bagneux.
21, boulevard Richard-Lenoir,
75011 Paris.

— La famille Pienkny,
M^{me} Gisèle Combes,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Jacques PREA,
ancien avocat au barreau d'Alger,
notaire à Paris,
président du Cridon,
président du Congrès des notaires
(La Baule 1988),
président honoraire
de la Chambre des notaires,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de
l'Ordre national du Mérite,
survenu à Paris, le 21 juillet 1991, à
l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité familiale.

L'inhumation a eu lieu au cimetière
nouveau de Boulogne (Hauts-de-Seine).

Une messe à sa mémoire sera célé-
brée en septembre.

Les Hauts de Beaulieu,
77350 Boissise-la-Bertrand.

AFRIQUE DU SUD : l'affaire du soutien financier à l'Inkatha

M. Pik Botha met hors de cause le président De Klerk

Au cœur d'une tourmente politique suscitée par la révélation d'un soutien financier du gouvernement à l'Inkatha, le parti à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthelezi, le ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, au cours d'un débat télévisé très attendu, a déclaré que si c'était à refaire, il le refait.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les explications du chef de la diplomatie sud-africaine pour justifier le versement de 250 000 rands (550 000 francs) à l'Inkatha sont les mêmes que celles avancées par le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, la semaine dernière. Ces fonds, qui prove-

naient d'une caisse noire du ministère des affaires étrangères, ont servi, selon M. Botha, à organiser deux grandes réunions politiques dans des stades de Durban, où il était « sûr » que les militants de l'Inkatha se prononceraient « contre les sanctions économiques ». Elément positif, selon lui, qui montrerait au monde que la communauté noire n'était pas unanime quant aux sanctions et qu'une partie d'entre elle y était même « farouchement opposée ».

M. Botha a, très énergiquement, démenti tout autre lien politique avec l'Inkatha, sans toutefois réussir à convaincre un studio bondé de journalistes sud-africains et étrangers. Le ministre s'est, cependant, appliqué à mettre hors de cause le président Frederik De Klerk, précisant que celui-ci n'avait « pas été informé, à l'époque », de ce qui se passait et que, de toute façon, la législation n'exigeait pas qu'il le fût.

M. Botha a fait remarquer qu'en mars 1990, c'est-à-dire au moment où la seconde réunion de l'Inkatha fut organisée, « nous étions très loin de la levée des sanctions ». A plusieurs reprises, le ministre a fait référence à l'état de guerre, notamment à propos de la Namibie. « Oui, l'Afrique du Sud a financé des partis politiques opposés à la SWAPO à qui nous avons longtemps fait la guerre », a-t-il affirmé.

Mais M. Botha n'a exprimé aucun regret concernant le financement de certaines activités de l'Inkatha. Répondant à une question, il a déclaré : « Oui, hier soir, je me suis dit : le travail est dur, mais il y a absolument aucune raison de s'excuser pour ce qui a été fait « dix-huit mois auparavant » alors qu'aucun élément négatif pouvait « entraver le processus de négociations » ou remettre en question le principe « un homme, une voix », avait été relevé.

Le ministre a longuement insisté sur l'importance des fonds que reçoit le Congrès national africain (ANC), « des millions et des millions », traçant le parallèle avec les

summes octroyées à l'Inkatha. « J'ai souvent dit aux Américains, aux Anglais et aux Australiens qu'ils avaient tort de ne pas financer l'Inkatha comme ils finançaient l'ANC », a-t-il dit, remarquant que cela créait des inégalités.

Hommage à M. Burger

M. Botha a rendu un hommage appuyé à son « équipe » et plus particulièrement à « M. Marc Burger », l'actuel ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris, qui contrôlait la caisse noire du ministère des affaires étrangères lorsque les 250 000 rands incriminés furent versés à l'Inkatha et 1,5 million de rands (3,3 millions de francs) à l'Union des travailleurs sud-africains (UWUSA), un syndicat lié au parti de M. Buthelezi.

C'est dans ce contexte, selon la presse sud-africaine, que les services sud-africains recrutèrent pour « mener » manifestations et contre-manifestations. Ce fut notamment le cas d'un mouvement « populaire », organisé, en 1988, à l'aéroport de Johannesburg, et dirigé contre le Prix Nobel de la paix, l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, chantre des sanctions économiques.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

■ ARGENTINE : disparition de la belle-sœur du président Menem après sa culpabilité. — La police argentine recherche M^{me} Amira Yoma, belle-sœur du président argentin Menem, qui a disparu jeudi 25 juillet après avoir été incriminée la veille par le juge chargé du dossier sur le blanchiment des narcodollars. Le juge a indiqué que « toutes les mesures avaient été prises pour que M^{me} Yoma ne puisse quitter le pays ». Des accusations de trafiquants « repentis » en Argentine et en Espagne ont présenté cette dernière, ancienne chef d'audience du président Menem, comme un pilier du blanchiment des narcodollars entre les Etats-Unis et l'Argentine. — (UPL)

Au Sénat

La commission de contrôle des accords de Schengen a commencé ses travaux

La commission de contrôle du Sénat chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application des accords de Schengen a procédé à sa première séance de travail, consacrée à l'audition de sept hauts fonctionnaires, jeudi 25 juillet, le jour même où le Conseil constitutionnel a saisi de la loi autorisant la ratification de cette convention, la jugant conforme à la Constitution. Au cours d'une conférence de presse, mercredi, M. Paul Masson, sénateur RPR du Loiret, avait exposé la procédure qui permettra la publicité des travaux de cette commission, laquelle « assure les piliers », la loi autorisant la publicité des auditions

des commissions d'enquête ayant été promulguée au Journal officiel du 22 juillet.

Toutes les auditions seront filmées. Conservés par les archives du Sénat, les documents ainsi obtenus seront « à la disposition de ceux qui le voudront : télévisions, organisations nationales ou internationales ». Les journalistes pourront assister aux débats, de même que le public, sur invitation d'un sénateur.

Les travaux de cette commission composée de vingt et un sénateurs dureront six mois, au terme desquels M. Xavier de Villepin (Un. cent.), Français établis hors de France) rédigera un rapport.

Les ministres des Douze adoptent en première lecture le projet de budget pour 1992

Les Douze ministres du budget de la Communauté ont adopté en première lecture, jeudi 25 juillet, le projet de budget pour 1992. Celui-ci prévoit 63,5 milliards d'euros (445 milliards de francs) de dépenses, soit une progression de 10 % environ par rapport à cette année.

En raison de l'augmentation des crédits destinés à l'Europe de l'Est et à l'aide humanitaire d'urgence, les ministres ont proposé une série de coupes budgétaires dans certains autres secteurs, dont l'environnement, le marché intérieur, les aides alimentaires et l'énergie. Le débat se poursuivra à la rentrée au Parlement.

La question du démantèlement du siège de la Commission européenne a aussi été abordée, avec la décision des ministres de débloquer une avance de trésorerie de 40 millions d'euros qui permettra le démarrage du relogement des fonctionnaires avant la fin de l'année. — (AFP)

La Cour de Luxembourg condamne la Grande-Bretagne pour son protectionnisme en matière de pêche

La Cour de justice de Luxembourg a refusé, le 25 juillet, les conditions de nationalité exigées par la Grande-Bretagne des armateurs pour qu'ils puissent pêcher dans ses eaux territoriales. Le Royaume-Uni avait exigé, en 1988, que les propriétaires ou les administrateurs d'un bateau de pêche soient citoyens britanniques et qu'ils aient leur résidence en Grande-Bretagne.

Ces conditions avaient notamment permis d'interdire, en 1988, à une cinquantaine de chalutiers espagnols de jeter leurs filets près des côtes britanniques. Depuis novembre 1990, un arrangement était intervenu entre Madrid et Londres pour la poursuite des activités des bateaux espagnols.

La Cour n'en a pas moins poursuivi l'instruction de l'affaire et jugé que la Grande-Bretagne avait contrevenu au droit communautaire.

Ethique biomédicale

M. Nallet demande la dissolution de l'association de mères porteuses Mater cordis

Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, a demandé, jeudi 25 juillet, au procureur général près la cour d'appel de Paris d'engager une action en dissolution contre l'association Mater cordis, créée le 30 mai. Cette association, dont « l'objet est de gérer les problèmes pratiques posés par les prêts d'utérus entre un couple contraint de recourir à ce procédé et une mère porteuse volontaire pour lui venir en aide (...), tend à favoriser la pratique des mères de substitution », souligne le ministre.

Dans un arrêt rendu le 31 mai, la Cour de cassation avait estimé que « la convention par laquelle une femme s'engage, libre et à titre gratuit, à concevoir et à porter un enfant pour l'abandonner à sa naissance contrevient tant au principe d'ordre public de l'indisponibilité du corps humain qu'à celui de l'indisponibilité de l'être personnel ». Dans ces conditions, estime la

Chancellerie, « il appartient au tribunal de grande instance de Paris de statuer sur cette affaire et, s'il en juge ainsi, de prononcer la dissolution de cette association ».

On rappelle au ministre de la justice que jusqu'à présent toutes les associations qui avaient pour but de permettre le recours aux mères porteuses ont été judiciairement dissoutes (Alma mater en avril 1988, Amies en octobre 1988, Sainte-Sarah en mars 1988 et les Cigognes en janvier 1988).

« Caractère mercantile »

Dans son rapport intitulé « Aux frontières de la vie : pour une démarche française en matière d'éthique biomédicale », rendu public le 11 juin, M^{me} Noëlle Lenoir écrit que « notre droit n'est peut-être pas aussi bien adapté qu'on pourrait le croire aux situations nou-

velles créées par la maternité de substitution ». Elle ajoute que « les associations qui s'offrent comme intermédiaires pour faciliter les contrats de mères porteuses continuent leurs activités sans être aucunement inquiétées. Il est temps de les en dissuader, d'autant que la publicité qu'elles font en faveur de « l'offre d'utérus » dissimule mal leur caractère mercantile ».

Elle estimait donc « indispensable » de sanctionner pénalement « l'entremise en matière de maternité de substitution », ces pratiques « s'apparentant à une exploitation du corps de la femme ». M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, a déclaré récemment qu'il « serait souhaitable de prévoir l'instauration de sanctions pénales réprimant la pratique des mères porteuses, en particulier à l'encontre des intermédiaires qui favorisent ce genre de contrats ».

F. N.

A Noisy-le-Grand, Evry, Cergy et Versailles

Quatre nouvelles universités sont créées en Ile-de-France

Après plusieurs mois de négociations, et après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 15 avril, les décrets portant création et organisation provisoire des quatre nouvelles universités de la région Ile-de-France, issues du plan « Universités 2000 », sont enfin parus au Journal officiel, le 25 juillet.

Jusqu'alors simples antennes d'universités de la région parisienne, les universités de Marne-la-Vallée, d'Evry-Val d'Essonne, Cergy-Pontoise et Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines deviennent donc, chacune à part entière, des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel dont les sièges se trouvent respectivement à Noisy-le-Grand, Evry, Cergy et Ver-

sailles. Chaque établissement, pluridisciplinaire, sera administré par un « conseil d'université » et dirigé par un « administrateur provisoire ». Les grandes orientations relatives aux activités de recherche et de formation seront proposées par un « conseil d'orientation », composé de vingt-cinq membres, dont vingt et un, nommés par le ministre, représentant les milieux scientifiques et économiques et les personnels et quatre représentant les collectivités locales.

Au sein d'une commission comprenant, à parité, des représentants du conseil d'université et du conseil d'orientation, l'administrateur provisoire aura principalement pour tâche de définir, dans un délai de neuf mois, les statuts définitifs de l'Université.

La lutte contre la petite et moyenne délinquance

Trois nouvelles expériences d'ilotage à Paris

Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a mis en place officiellement, jeudi 25 juillet à Paris, trois nouvelles expériences d'ilotage, dans les 1^{er}, 7^e et 8^e arrondissements. Pour lui, la sécurité des Français, qui est une « priorité de l'action du gouvernement », passe d'abord par « le renforcement de la lutte contre la petite et moyenne délinquance ».

L'ilotage, cette police de proximité et de quartier, est « un volet important de cette politique ». A Paris, quatre arrondissements populaires — 11^e, 12^e, 13^e et 18^e — bénéficient déjà de la présence d'îlots, de policiers en uniforme, tous volontaires. Cette fois-ci, ce sont des quartiers du centre de la capitale, plus commerciaux et touristiques, qui sont concernés.

Dans le 1^{er} arrondissement, trente-cinq flottiers patrouillent depuis le 1^{er} juillet, avec une attention particulière pour le Forum des Halles. Dans le 8^e arrondissement, ils sont vingt-huit à surveiller le secteur des Champs-Élysées, où sont concentrés de nombreux marchands à la sauvette. A terme, tous les arrondissements de Paris devraient être dotés d'îlots, dont trois autres dès septembre.

■ M. Kofi Yamgnane pour un « islam aux couleurs de la France ». — M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'immigration, a de nouveau proposé, jeudi 25 juillet à Lyon, que soit créée une université islamique en France, afin de former des « dignitaires français » de l'islam. Selon lui, une telle université aurait pour but de « former des Dupont et des Durand qui défendraient l'islam et qui, eux, sauraient que l'Eglise et l'Etat sont séparés en France ». « L'islam se fera aux couleurs de la France ou ne se fera pas », a conclu M. Yamgnane, qui a déploré que les accrédités de l'islam soient « importés de l'étranger ».

BOURSE DE PARIS

Matiée du 26 juillet

Baisse

La tendance était à la baisse vendredi matin à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40, après s'être inscrit en recul de 0,10 % au début des transactions, abandonnait 0,14 % aux alentours de 11 heures. Parmi les plus forts replis figuraient Elf Aquitaine, Métrologie International, Eurocom SA.

Le mensuel

PASSAGES

SHOW BUSINESS

LA GÉNÉRATION MORALE

VENTE EN MONÉDIE 30 F

Espace

La fin des navettes spatiales américaines

La Maison Blanche vient d'annoncer que les Etats-Unis ne construiront plus de nouvelles navettes spatiales et qu'il leur faudra rapidement mettre au point et développer des moyens de lancement fiables, peu coûteux et compatibles. Cette décision n'est que l'aboutissement d'un constat déjà ancien. A savoir l'erreur stratégique faite, voici plus de dix ans, par la NASA de confier toutes ses missions, civiles, militaires et commerciales à un seul engin, la navette, qui devait, disait-on, réduire les coûts de lancement dans des proportions importantes.

Aujourd'hui, la navette est hors de prix, totalement écartée du marché des services de lancement de satellites, dominé par le lanceur conventionnel européen Ariane, et d'autant plus sujette aux critiques qu'elle a coûté sept astronautes en 1986 dans l'explosion de Challenger. La nouvelle politique de la Maison Blanche est donc d'utiliser les navettes existantes un peu au-delà de l'an 2000, mais surtout de confier l'essentiel des missions à des lanceurs conventionnels. Lanceurs classiques, lanceurs constitués à partir de missiles déclassés, lanceurs enfin de nouvelle génération à développer. Coût sur dix ans de cette initiative à laquelle l'industrie privée devrait être associée : 11,5 milliards de dollars.

Les FRERES LAYRAC

Nouvelle adresse :
AU COEUR DE
SAINT-GERMAIN DES PRES
Face à l'Eglise
et rue Saint-Benoit

LE MUNICHE

Tél. : 46.33.62.09

LE PETIT ZINC

Tél. : 46.33.51.66

TOUS LES JOURS

SERVICE CONTINU

de MIDI à 2 heures du MATIN

ANTIQUITES

la foire

27 Juillet

au 11 Août

FAYENCE VAR

Sortie Autoroute Les Adrets

Centre formation professionnelle

C.F.P.A.

Préparation intensive

4 semaines, à partir fin août

80 % à 90 % DE REÇUS

chaque année

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly

Tél. : 47.45.09.19 ou 47.22.84.84.